

PRINCIPES
DE
STATISTIQUE THÉORIQUE
ET APPLIQUÉE

PAR
Armand JULIN

Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie et du Travail
Chargé de Cours à l'Université de Gand

TOME DEUXIÈME
STATISTIQUE ÉCONOMIQUE

FASCICULE I
Statistique du Commerce extérieur
et des Transports

PARIS
MARCEL RIVIÈRE, ÉDITEUR
31, rue Jacob et 1, rue St-Benoît.

BRUXELLES
ALBERT DEWIT, ÉDITEUR
53, rue Royale.

1923

ex libris
P. Jannaccone

PRINCIPES DE STATISTIQUE

THÉORIQUE ET APPLIQUÉE.

TOUS DROITS RÉSERVÉS

DEP. J. 552

RAV. 0275393

PRINCIPES
DE
STATISTIQUE THÉORIQUE
ET APPLIQUÉE

PAR

Armand JULIN

Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie et du Travail

Chargé de Cours à l'Université de Gand

TOME DEUXIÈME

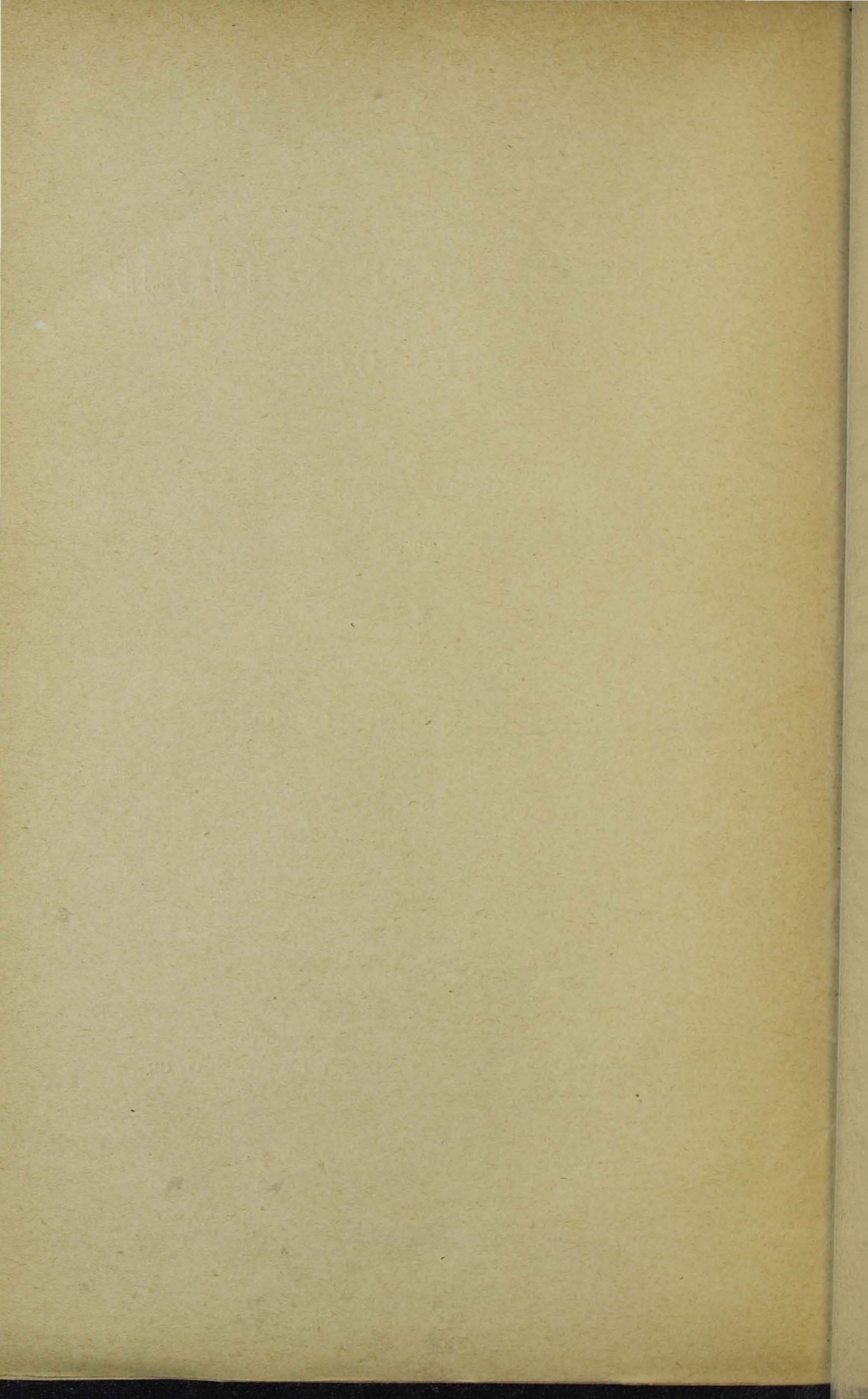
STATISTIQUE ÉCONOMIQUE

PARIS
MARCEL RIVIÈRE, ÉDITEUR
31, rue Jacob et 1, rue St-Benoît.

BRUXELLES
ALBERT DEWIT, ÉDITEUR
53, rue Royale.

1923

N.ro INVENTARIO PRE 15966



AVERTISSEMENT

Le tome premier de cet ouvrage a été consacré à l'exposé de la *Théorie de la Statistique* (1).

Dans le second, l'auteur passera en revue les principales applications de la statistique aux questions économiques. Son point de vue est le suivant : montrer quels sont les procédés techniques d'après lesquels les publications statistiques sont élaborées et présentées au public. Selon que ces procédés seront plus ou moins conformes aux principes de la méthode scientifique, les résultats des nombreuses recherches offertes aux consommateurs de statistiques seront dignes de confiance ou ne devront être acceptés qu'en partie et sous réserves.

Pour réaliser ce programme, de nombreux exemples doivent être pris dans les statistiques de divers pays. L'auteur a essayé, malgré les difficultés qui se présentaient de toutes parts, de réaliser ce programme international. Il ne se flatte pas d'y avoir entièrement réussi ; il pense toutefois que son exposé, malgré ses lacunes inévitables, ne sera pas inutile aux chercheurs.

L'ampleur et les difficultés de sa tâche ont déterminé l'auteur à présenter son œuvre au public sous forme de fascicules distincts, contenant l'exposé d'un groupe complet de questions.

Ce sont :

I. — LA STATISTIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DES TRANSPORTS.

II. — LA STATISTIQUE DES PRIX ET LA MÉTHODE DES INDEX-NUMBERS.

(1) *Principes de Statistique théorique et appliquée*. Tome I^{er}, Paris et Bruxelles, 1921, 1 vol. in 8° de XXIII-712 pp.

III. — LA STATISTIQUE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET AGRICOLE.

IV. — LA STATISTIQUE DE LA CONSOMMATION.

V. — L'ÉVALUATION DE LA RICHESSE, DU BIEN-ÊTRE ET DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE.

L'auteur s'est écarté de l'ordre traditionnel des exposés économiques (production, circulation, répartition, consommation) parce qu'il estime que la distribution des marchandises et leur mise à la disposition des consommateurs sont des phénomènes tout aussi dignes d'attention que la production elle-même. D'ailleurs, il est difficile de justifier du point de vue scientifique la distinction classique entre les industries productives et les activités économiques dont le but est de mettre les richesses à la portée de ceux qui veulent les utiliser (1). Enfin, une raison spéciale justifie cet ordre de présentation : c'est que la statistique du commerce extérieur est bien plus répandue et plus générale que la statistique de la production.

A. J.

Bruxelles, octobre 1922.

(1) MARSHALL, *Industry and Trade*. London, 1919, p. 170.

TABLE DES MATIÈRES ⁽¹⁾

(Les chiffres en caractères romains renvoient aux chapitres ou paragraphes
ceux en chiffres ordinaires aux numéros.)

TITRE PREMIER

Statistique du commerce extérieur et des transports

CHAPITRE PREMIER

Statistique du commerce extérieur

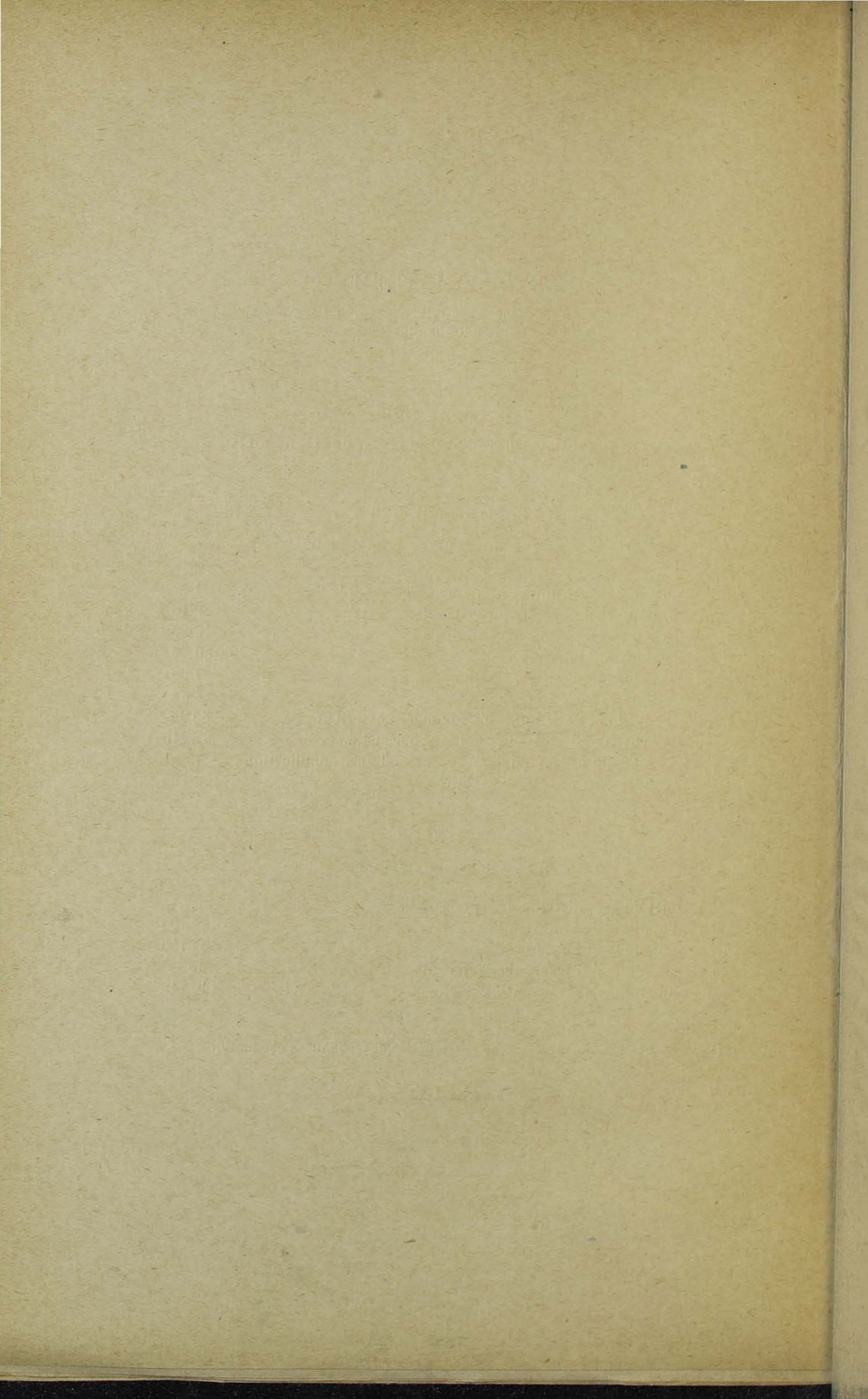
	Numéros
I. Objet de la statistique du commerce extérieur	1-8
II. De la nomenclature des marchandises	9-18
III. Des groupements de marchandises	19-29
IV. Classification internationale	30-36
V. Des poids et quantités.	37-55
VI. Des valeurs	54-82
VII. Des divisions statistiques du commerce extérieur	85-96
VIII. Des provenance et destination des marchandises	97-115
IX. Les statistiques commerciales et l'effet des modifications dans les valeurs et les quantités	116-125

CHAPITRE II

Statistique des transports

I. Objet de la statistique des transports.	124
II. Statistique de la navigation	125-133
III. Statistique des chemins de fer	134-138
IV. Statistique des transports par route	139
V. Statistique des transports aériens	140-142

(1) Voyez à la fin du fascicule : A, la table analytique ; B, l'index onomastique.



TITRE I

Statistique du Commerce extérieur et des Transports.

CHAPITRE PREMIER.

Statistique du Commerce extérieur.

I. — Objet de la statistique du commerce extérieur.

1. La statistique du commerce extérieur consiste essentiellement dans le classement des produits échangés par une nation avec les autres et dans l'évaluation des quantités et des sommes que représentent les produits échangés. Elle n'est pas toute la statistique commerciale, car celle-ci, entendue au sens large, comprend d'autres matières comme, par exemple, le commerce intérieur; cependant, comme elle forme la partie la plus importante et la mieux connue de la statistique commerciale, la statistique du commerce extérieur est désignée généralement sous cette dénomination.

En général, on reconnaît à la statistique du commerce extérieur les fonctions ci-après :

1° Classer par groupes homogènes les marchandises soumises à l'observation et relevées d'une façon continue;

2° Dénombrer les quantités de marchandises faisant l'objet des échanges internationaux;

3° Déterminer la valeur des produits échangés;

4° Etablir, dans le commerce extérieur, les divisions qui permettent de classer les diverses opérations commerciales : importations, exportations, commerce général, spécial, de transit direct ou indirect, de perfectionnement ou par admission temporaire (*improvement trade*);

5° Reconnaître les pays de provenance et de destination.

C'est cet ordre même que nous suivrons dans notre exposé.

Le but que l'on poursuit par l'établissement de la statistique commerciale est double : 1° moyennant certaines précautions dont l'exposé se trouve dans les pages qui suivent, il est possible d'établir entre les statistiques commerciales de plusieurs pays des comparaisons intéressantes; 2° en ne considérant que la statistique commerciale d'un seul pays, et toujours à condition d'en connaître les principes exacts, on pourra se faire une idée assez claire des fluctuations du commerce extérieur de ce pays, et, dans une certaine mesure, de son état de prospérité.

2. Les anciens gouvernements se montraient fort préoccupés de la balance du commerce. Pour évaluer l'importance de celle-ci, ils n'hésitèrent pas à créer une organisation spéciale qui fut l'origine de la statistique du commerce extérieur de notre époque. En Angleterre, à la fin du xvii^e siècle, le gouvernement fit préparer une liste de valeurs officielles destinées à faire connaître l'importance des entrées et des sorties et, en 1705, il appela Charles Davenant aux fonctions d'Inspecteur général des importations et des exportations. C'est grâce à ces mesures administratives que l'on connaît les chiffres du commerce extérieur de 1699 à 1778 pour l'Angleterre seule, de 1779

à 1800 pour la Grande-Bretagne et de 1801 à nos jours pour le Royaume-Uni. En France, il y eut un bureau de la balance du commerce (1) qui, dès 1716, confectionna des relevés annuels comprenant le commerce avec les Etats de l'Europe et leurs possessions, le commerce des pays indépendants hors d'Europe, le commerce des colonies françaises, le commerce de l'Extrême-Orient (2). Indépendamment des difficultés résultant de diverses lacunes, ces relevés ne peuvent guère être utilisés, car ils étaient établis visiblement avec la préoccupation d'arriver à une balance favorable. Le bureau de la balance du commerce fut réorganisé en 1781 par Necker et remplacé en 1792 par celui des archives du commerce, dont la mission est ainsi définie : « Les opérations du bureau des archives du commerce doivent être à l'égard de la nation ce qu'est pour un négociant son grand livre ou son bilan, qui lui présente la situation de ses affaires à des époques les plus rapprochées ». Cette définition fait songer à l'aphorisme de Napoléon : « La statistique, c'est le bilan des choses. » La statistique dressée par Arnould, chef du bureau de la balance du commerce, est, de l'avis de juges compétents, préférable à celles qui l'ont précédée (3) ; mais ce n'est qu'à partir de 1827 que la France possède une statistique annuelle dont les données soient comparables à celles des années postérieures. En Belgique, l'organisation de la statistique du commerce extérieur remonte à 1833.

(1) Cf. FERNAND FAURE, *The development and progress of statistics in France*, dans *The History of Statistics* publié par « The American statistical Association », New-York, Macmillan C^o, 1918, p. 268.

(2) Cette organisation fut précédée cependant de certains essais auxquels manqua la continuité. LEVASSEUR (*Histoire des classes ouvrières avant 1789*, 2^e éd., t. II, pp. 49 et 50) parle d'un manuscrit qui, de 1551 à 1556, donne la valeur des importations en France de l'Espagne, du Portugal, des Pays-Bas, de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Angleterre.

(3) Elle parut en 1791, sous le titre de : *Balance du commerce et des relations commerciales extérieures de la France dans toutes les parties du globe, à la fin du règne de Louis XIV et au moment de la Révolution*.

3. Si les gouvernements n'avaient consulté que la logique, peut-être eussent-ils voulu que les premières investigations statistiques eussent été dirigées du côté du commerce intérieur, qui offre une masse de transactions supérieure au chiffre du trafic international, ou du côté de la production nationale dont l'importance, à tous les points de vue, est de premier ordre. Mais la logique ne préside pas à toutes les résolutions des hommes, et ici ce fut ce qu'on croyait alors un intérêt national essentiel, la balance du commerce, qu'on s'efforça de connaître pour mieux l'influencer. C'est par pur intérêt politique que les gouvernements concurent le projet d'organiser la statistique du commerce extérieur. Et les faits rassemblés présentaient si bien le caractère de renseignements politiques, qu'on les tint jalousement cachés : lorsque, par l'une ou l'autre indiscretion, quelque donnée statistique venait à être connue du public, on criait volontiers au scandale et à la trahison.

Que des renseignements statistiques rassemblés sous l'empire de telles préoccupations ne répondissent pas à la réalité, c'est ce qui ne pourrait plus étonner personne aujourd'hui ; mais, il y a un siècle et plus, ces chiffres réunis avec mystère, sous le contrôle direct du gouvernement, firent illusion d'abord ; puis, quand on reconnut leur fausseté, ce fut un *tolle* général et le discrédit dans lequel tombèrent les bureaux de la balance du commerce s'étendit à la statistique tout entière. Sans méthode et sans critique, on passa de la crédulité au scepticisme. De même, de nos jours, beaucoup de personnes ne sachant prendre de la statistique ce qui est bon et laisser ce qui est douteux ou mauvais, englobent dans une égale réprobation les travaux les plus sérieux comme les plus légers, repoussent avec un scepticisme complet les conclusions les plus sûres comme les plus hasardées. De ce que les chiffres des exportations françaises en Belgique ne correspondent pas à ceux des importations en Belgique venant de France, on sera peut-être tenté de conclure à l'inexactitude radicale des chiffres ; on sera plus

près de la vérité en adoptant une conclusion plus modérée et en constatant qu'une grande partie du commerce de transit à travers la Belgique est inscrite, à tort sans doute, au commerce spécial.

On ne peut donc arriver à porter un jugement sûr qu'à la condition de procéder, dans un esprit scientifique, à l'examen des données qu'on manie, ce qui suppose des connaissances sérieuses en méthodologie statistique. C'est à l'exposé des principes de la méthodologie spéciale que sont consacrées les pages suivantes, mais auparavant, il nous faut dire quelques mots de ce que la statistique du commerce extérieur ne comprend pas et ne pourrait comprendre.

4. En théorie, la statistique commerciale devrait s'étendre à toutes les marchandises qui font l'objet du trafic international. En pratique, le domaine de la statistique est moins étendu. Une quantité d'objets échappent aux investigations officielles; ce sont : 1° ceux introduits en contrebande; 2° les effets personnels des voyageurs et les objets dissimulés à l'entrée; 3° les marchandises que la douane néglige de relever ou ne compte que d'une manière approximative, faute d'intérêt fiscal. Ce dernier cas vicie surtout le commerce d'exportation, tandis que les deux premiers cas concernent spécialement le commerce d'importation.

On ne peut songer à évaluer la quantité ou la valeur des marchandises introduites en contrebande. Les administrations des douanes, si on les pressait quelque peu, se hasarderaient bien à avancer un chiffre indiquant le quantum de la fraude probable, mais il ne s'agit que d'appréciations subjectives qui comportent une marge énorme d'incertitude. Personne ne peut dire, en réalité, quelle quantité de marchandises échappe par la contrebande au commerce régulier; les fraudeurs ont bien soin de ne pas révéler l'étendue ni le bénéfice de leurs opérations. Ce qu'on peut dire, c'est que la dangereuse industrie de la contrebande n'est exercée

qu'en raison du profit qu'elle rapporte. En conséquence, un pays dont les tarifs douaniers sont élevés est plus exposé à la fraude qu'un pays libre-échangiste; dans un même pays, la fraude s'exercera à propos des articles frappés de droits élevés et non à l'égard de ceux qui y entrent à peu de frais. Entre deux marchandises offrant un bénéfice égal au fraudeur, celui-ci choisira l'article le plus facile à dissimuler ou à vendre et qui, sous un faible volume, présentera la valeur la plus grande.

5. D'après ces critères, on peut, lorsqu'on étudie le commerce extérieur d'un pays, localiser avec assez d'exactitude le champ d'erreurs créé par la contrebande. On sait, par exemple, depuis de longues années, que la Belgique exporte une bien plus grande quantité de dentelles que n'en accuse sa statistique commerciale.

Lorsque le Parlement anglais eut, en 1626, prohibé l'importation en Angleterre de toute espèce de point de dentelle, cette législation somptuaire eut pour résultat d'encourager la contrebande; cette fraude, qui se faisait à la demande et avec le concours de négociants anglais, atteignit une importance incroyable, dont un fait donnera une idée : en 1678, le marquis de Nesmond s'empara d'un navire chargé de dentelles des Flandres à destination de l'Angleterre : la cargaison se composait de 744,953 aunes de dentelles, non compris les objets de toilette garnis de point d'Angleterre, ainsi nommé bien que fabriqué à Bruxelles (1). La passion des dentelles était si vive parmi les femmes riches qu'on ne recula devant aucun moyen de la satisfaire par la contrebande. Vers la France, on se servait de chiens, qui, grassement nourris en France, étaient ensuite transportés en Belgique, où ils étaient maltraités et affamés; après quelque temps de ce dur régime, ils étaient remis en liberté et s'empressaient de regagner leur pays d'origine... non sans y introduire quelques aunes de dentelles que les

(1) Mrs. BURY PALLISER, *Histoire de la dentelle*, p. 95.

fraudeurs avaient soin de leur faire transporter par delà la frontière. Un auteur, spécialiste de l'histoire de la dentelle, affirme que de 1820 à 1836, on ne détruisit pas moins de 40,000 chiens fraudeurs, la douane ayant été obligée de promettre une prime par tête de chien abattu (1).

Le tabac, les jeux de cartes, les allumettes, les vins fins sont des articles visés par la contrebande à raison des monopoles d'Etat ou régies qui visent à élever le prix de ces marchandises dans un but fiscal, ou des droits élevés qui les frappent. Parfois, la défense d'importer est absolue et est sanctionnée de sévères amendes. Plus l'intérêt du fraudeur est grand, plus la contrebande est à craindre et même à présumer, mais elle ne peut s'exercer d'une manière intense et notable qu'à propos de marchandises relativement faciles à diviser, à transporter, à dissimuler. D'autre part, si les importations avouées se montent à un chiffre élevé, il y a lieu de supposer que la contrebande n'est pas fort importante. Enfin, on doit tenir compte de l'organisation plus ou moins sérieuse du système de douanes, ainsi que de la probité présumée des fonctionnaires chargés de la surveillance.

6. A côté de la contrebande proprement dite, il y a une contrebande mitigée, qui s'exerce sous le couvert du commerce de frontières. Lorsque le niveau des prix n'est pas le même dans des pays limitrophes, il se fait entre les habitants des régions frontières un commerce très actif, qui a souvent pour effet de soustraire au total des exportations, d'un côté, à celui des importations, de l'autre côté, un chiffre d'affaires qui mérite considération. Dans une enquête sur la cordonnerie en Belgique, nous lisons que bon nombre d'ouvriers français avaient coutume de visiter Poperinghe (dans la Flandre Occidentale, à proximité de la

(1) *Id.*, loc. cit. Cité par VERHAEGEN, *La dentelle et la broderie sur tulle*, t. I, p. 44 (*Les industries à domicile en Belgique*, publication de l'Office du Travail de Belgique, vol. IV, Bruxelles, 1902).

frontière française) les dimanches et jours chômés, pour échanger leurs vieilles chaussures contre des souliers neufs, bénéficiant ainsi de la différence de prix due au protectionnisme (1).

Les législations douanières les plus draconiennes exemptent de droits les effets personnels des voyageurs, au moins quand leur valeur n'excède pas un chiffre déterminé, mais cette clause est susceptible de recevoir une certaine extension lorsque les voyageurs font passer parmi leurs effets personnels des marchandises qu'ils ont achetées à l'étranger, comme des dentelles et des bijoux. Qui sera jamais à même de déterminer l'importance des produits ainsi soustraits aux évaluations et aux statistiques de la douane? Ce sont naturellement les pays visités par un grand nombre d'étrangers qui voient leurs exportations diminuées de ce chef, comme la France et l'Italie. Mais aujourd'hui que la mode des voyages s'est répandue et que toutes les parties de l'univers sont envahies par les oisifs en quête de distractions, on peut dire que bien peu de pays, dans une plus ou moins large mesure, échappent à cette cause d'altération de leurs statistiques.

En résumé, les statistiques du commerce extérieur ne sont et ne peuvent être absolument complètes, sans qu'il y ait moyen d'évaluer la diminution qu'elles subissent du chef de la contrebande du commerce de frontière ou du caractère sommaire des vérifications que la douane doit admettre pour ne pas entraver par trop les transactions commerciales. On sait seulement quelles sont les marchandises susceptibles de telles sous-évaluations et cela peut suffire à la rigueur, car le chiffre énorme auquel atteint le commerce international dans son ensemble ne peut être altéré d'une façon très sensible par des réductions portant sur des articles de luxe qui ne font l'objet de transactions que de la part d'une minorité de privilégiés de la fortune.

(1) Office du Travail de Belgique. *Les industries à domicile en Belgique*, t. II; *L'industrie de la cordonnerie en pays flamand*, p. 57.

7. A ces exclusions qui résultent des faits économiques, il convient encore d'ajouter celles qui viennent de la législation elle-même. Ces exclusions sont nombreuses sans qu'il soit possible de les indiquer toutes, à cause des modalités diverses admises dans la réglementation douanière. On peut citer parmi les principales :

A. *A l'importation.* — Parmi les exclusions voulues par les statistiques douanières, on peut citer, à l'importation :

a) Les marchandises étrangères introduites dans les entrepôts lorsque, par la suite, elles ne sont pas introduites dans le territoire douanier (Autriche, Hongrie, Belgique, Bulgarie, Roumanie, Serbie (1), Suède, Tunisie) ;

b) Les marchandises étrangères introduites dans le territoire douanier, avec réserve de réexportation, dans un but de perfectionnement, de travail, ou de complément de main-d'œuvre (Autriche, Bulgarie, Roumanie, Suisse, Tunisie) ;

c) Les marchandises nationales réimportées après avoir été temporairement exportées, avec réserve de réimportation, à l'étranger, pour y recevoir un complément de main-d'œuvre ou y être réparées (Belgique, Bulgarie, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie (2), Suède, Suisse, Tunisie) ;

B. *A l'exportation.* — L'exportation spéciale ne comprend pas les catégories ci-après :

a) Les marchandises étrangères réexportées des entrepôts et des ports libres ;

b) Les marchandises nationales exportées à titre provisoire, avec réserve de réimportation, pour un perfectionnement ou un complément de main-d'œuvre (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Serbie, Suisse) ;

(1) Quel que soit le motif de l'introduction temporaire.

(2) Renseignements datant de 1914.

c) Les marchandises étrangères réexportées après avoir subi un perfectionnement dans le pays pour le compte d'un étranger (Allemagne, Autriche, Bulgarie, France, Italie, Suisse, Tunisie);

d) Les marchandises nationales exportées temporairement (France, Grande-Bretagne, Italie, Tunisie);

e) Les emballages et échantillons sans valeur.

Les règles sont différentes en ce qui concerne le relevé des provisions de bord. Certains pays ne les font pas rentrer parmi les exportations spéciales (Australie).

D'autres pays enregistrent dans leurs exportations les marchandises nationales servant à l'approvisionnement de navires étrangers (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, France, Italie, Pays-Bas, Roumanie), mais ne tiennent pas compte dans leurs relevés des marchandises étrangères embarquées comme provisions de bord sur les navires étrangers (Allemagne).

8. L'utilité de la statistique commerciale apparaît à divers points de vue :

1° Sous le rapport des études économiques générales : elle permet d'apprécier les progrès du commerce, de procéder à des comparaisons portant sur plusieurs pays ou sur différentes périodes de temps, de se rendre compte du développement des importations, des exportations ainsi que de la nature des produits;

2° Sous le rapport de la politique commerciale : elle nous apprend si le pays auquel elle se rapporte est en progrès ou se trouve dans un état stationnaire; elle montre ses progrès relatifs, les articles les plus demandés, quels sont les marchés importants et ceux menacés par la concurrence étrangère; elle est aussi d'une grande utilité dans les négociations des traités de commerce et dans toutes les questions de politique douanière;

3° Sous le rapport des intérêts privés des commerçants : elle leur permet d'arriver à la connaissance générale du marché intérieur, de se rendre compte de la provenance des marchandises, des débouchés, de la concurrence sur les marchés étrangers, de l'importance et de la source de cette concurrence.

II. — De la nomenclature des marchandises.

9. Toutes les marchandises qui entrent dans un pays ou qui en sortent doivent trouver place dans la nomenclature des produits composant le commerce international. Ce point soulève plusieurs difficultés dont on n'a pas toujours saisi toute l'importance. La question des nomenclatures est l'une de celles qui préoccupent le plus le statisticien au début de son travail, mais, par contre, elle est presque ignorée des consommateurs de statistiques qui, tantôt, mettent la plus grande docilité à accepter tout ce qu'on leur présente, sans l'examiner de près, ou tantôt critiquent à tort et à travers, ou parfois même repoussent ce qu'ils considèrent comme des produits frelatés.

Il ne peut être question d'examiner séparément toutes les marchandises qu'un pays achète ou vend à tous les autres pays. Cette énumération serait infinie ; le format des volumes de statistiques commerciales en serait grossi démesurément ; au lieu de données portant sur des choses similaires, qui représentent quelque chose à l'esprit, le lecteur serait placé devant une poussière impalpable de renseignements dont il ne pourrait rien tirer. D'ailleurs, les principes de la classification (voir t. I, livre 1^{er}, section IV, ch. I) s'opposent à ce que les faits soient ainsi présentés ; la logique est d'accord avec la pratique pour recommander un autre système.

10. Il consiste à rassembler sous une rubrique unique un certain nombre de marchandises présentant le plus d'affi-

nités possible. Cette question n'est pas susceptible de recevoir une solution générale. Il en résulte que les procédés adoptés dans les divers pays sont fort éloignés les uns des autres et que pour apprécier leur valeur relative, il faut se guider d'après les principes de critique dont nous ferons plus loin un exposé succinct. (*Cfr. nos 13 à 16.*)

1° *Nombre des rubriques de la nomenclature.* — Ce nombre est, dans la pratique, très variable. Voici, à cet égard, quelques données suggestives; nous ne les reproduisons que sous d'expresses réserves, car sujettes à des modifications constantes, elles peuvent être demain différentes de ce qu'elles apparaissent aujourd'hui :

Allemagne	19 classes	1,800 rubriques	
Argentine	17 » à l'importation	1,583	»
»	16 » à l'exportation		
Belgique	40 »	541	»
Danemark	27 »	1500	»
Espagne	13 »	1540	»
Finlande	31 »	1602	» à l'importation
»		529	» à l'exportation
France	34 classes	1,488 rubriques	
Grande-Bretagne	41 »	1,814 (1)	»
Grèce	20 »	1,109	»
Italie	52 »	2,509	»
Pays-Bas	15 »	1,218	»
Roumanie	35 »	2,178	»
Suède	25 »	1,300	»
Suisse	15 »	1,163	»
Tchécoslovaquie	51 »	2,044	»

Si le nombre de rubriques de la nomenclature est très restreint, on doit s'attendre à ce qu'un grand nombre d'espèces de marchandises soient confondues sous une même dénomination, ce qui présente un double inconvénient :

(1) Ce chiffre se décompose de la sorte : articles importés et réexportés : 434 rubriques; produits naturels et manufacturés du Royaume-Uni, exportés, 164 rubriques. Rubriques se rapportant à la fois aux importations et aux exportations : 1,216.

a) la signification des données de l'espèce est toujours incertaine, les nombres peuvent augmenter ou diminuer à raison de l'une des marchandises comprises dans le groupement, pendant que les transactions concernant les autres restent au même niveau; b) la comparaison de semblables rubriques avec d'autres empruntées au commerce de pays étrangers est fort difficile, parfois impossible, presque toujours suspecte.

La politique commerciale suivie par les gouvernements n'est pas sans exercer une influence sensible sur ces questions de nomenclature : dans les pays protectionnistes, on obéit à la tendance d'établir des droits d'entrée sur des objets nettement spécifiés, afin d'assurer aux industries nationales la protection qu'elles réclament; dans ce but, on multiplie les rubriques du tarif douanier et nous allons voir qu'il y a entre les spécifications douanières et les rubriques de la nomenclature statistique une relation étroite. Au contraire, dans les pays qui suivent encore une politique libérale, les droits d'entrée conservent un caractère fiscal, de sorte qu'on peut sans inconvénient soumettre à un droit unique un assez grand nombre d'objets n'ayant entre eux que des ressemblances assez mal définies. Dans cette dernière hypothèse, la statistique commerciale repose sur des bases défectueuses, à moins qu'elle ne s'affranchisse absolument des énonciations du tarif douanier, ce qui, malheureusement, est un cas très peu fréquent.

La Hollande a récemment apporté une réforme heureuse au système qu'elle suivait précédemment.

En vertu de l'article 2 de l'arrêté royal du 30 juin 1916, la spécification de la nature des marchandises doit être donnée de telle façon que les marchandises puissent être rangées dans la statistique conformément à une nomenclature qui sera établie à cet effet. D'après une résolution du Ministre des Finances, en date du 8 juillet 1916, il existe deux nomenclatures : l'une (A) sert à l'importation et à l'exportation; l'autre (B) sert au transit. Il existe, de plus,

une nomenclature (C) pour le mouvement des entrepôts; elle se divise en 15 groupes et contient 393 rubriques (1). Si la propre ou véritable dénomination de la marchandise n'indique pas suffisamment sous quel numéro des nomenclatures A ou B elle se range, il faut que la déclaration contienne au sujet de la composition, de la fabrication, de l'emploi, etc., les renseignements nécessaires pour permettre de classer la marchandise dans la nomenclature.

Les nomenclatures sont mises à la disposition de tous les employés des douanes qui ont à juger en première instance les déclarations et le public peut les obtenir à un prix modique.

Pour favoriser l'unité dans la classification, surtout des marchandises non dénommées dans les nomenclatures, un dictionnaire a été publié, comprenant les noms d'un grand nombre de marchandises, rangées par ordre lexicographique, avec indication du numéro statistique (2).

En Bulgarie, dès les premiers jours du mois, les bureaux douaniers envoient à la Direction générale de la statistique les documents du mois précédent. C'est la Direction générale de la statistique qui procède à la classification des marchandises d'après une nomenclature spéciale établie par elle.

11. 2° *Origine de la nomenclature*. — On peut encore dire, en général, que les énumérations de la statistique du commerce extérieur correspondent à celles du tarif douanier. Il en est ainsi pour plusieurs raisons : 1° au début, la statistique commerciale a été considérée comme une sorte de comptabilité douanière destinée à faire connaître le rendement, article par article, des droits imposés à l'entrée et à mesurer, par l'importance des importations et des exportations, l'effet des droits mis sur les marchandises faisant

(1) Jaarstatistiek van den in- uit- en doorvoer over 1921. 1^{ste} Deel. Bijdragen tot de statistiek van Nederland, 's-Gravenhage.

(2) Introduction à la statistique annuelle de 1917, pp. 13 et 15.

l'objet des échanges internationaux; 2° pour atteindre ce but, les déclarations des importateurs et des exportateurs doivent être faites en suivant textuellement les énonciations du tarif. Le matériel mis à la disposition de la statistique commerciale est donc formé le plus souvent de déclarations stéréotypées, empruntées au tarif lui-même. A la Conférence internationale tenue à Bruxelles, en 1913, pour l'adoption d'une nomenclature uniforme, le délégué français fit ressortir que l'administration française ne pouvait légalement exiger des intéressés, en ce qui concernait la déclaration de leurs marchandises, l'indication de rubriques différentes de celles figurant au tarif des douanes. Aussi la délégation française ne pouvait-elle se prononcer dans un sens affirmatif quant à la possibilité de suivre les indications d'une nomenclature indépendante du tarif (1); 3° la statistique commerciale est encore dominée par les préoccupations fiscales; c'est pour cette raison que les exportations — opérations dénuées d'intérêt fiscal — sont traitées avec plus de négligence que les importations, alors que l'intérêt économique est le même. Pour apprécier les choses sous le point de vue fiscal, il faut de toute nécessité qu'il y ait concordance parfaite entre les énonciations de la statistique et du tarif des douanes.

Les inconvénients de cette pratique sont bien évidents : a) les tarifs douaniers distinguent les marchandises qui devraient être réunies à d'autres; b) ils groupent des produits qui pourraient être séparés; c) différents dans les divers pays, ils ne peuvent être rapprochés que malaisément et parfois la comparaison est tout à fait impossible.

M. Funck-Brentano, par exemple, adresse aux subdivisions du tarif français les critiques suivantes : elles réunissent, dans une même classe, les objets les plus disparates à raison d'une communauté de provenance dépourvue de toute signification économique; elles dispersent, en des

(1) Conférence internationale de statistiques commerciales, 1913. Documents et procès-verbaux, Bruxelles, 1914, p. 166.

classes différentes, des objets que l'analogie de leur usage devrait rapprocher. Les affinités essentielles n'étant pas respectées, on a dû reléguer dans trois classes de produits et déchets divers tous les objets qui n'avaient pu trouver place dans les subdivisions plus nettement caractérisées. Cet inconvénient existe ailleurs qu'en France : la statistique hollandaise, avant sa réorganisation, contenait, par exemple, un groupe, le XV^e, intitulé « marchandises » non comprises dans les groupes I à XIV (inclus) qui comprend une masse de produits hétérogènes dont l'évaluation ne peut être sérieusement établie. En Belgique, nous trouvons une rubrique « merceries » qui ne comprend pas moins de 418 articles différents. Les cadres étant dressés d'une façon défectueuse, il est clair que les résultats ne peuvent être satisfaisants.

12. 3^o *Composition des rubriques et des groupes.* — C'est le point le plus important à prendre en considération. Nous avons déjà fait observer, sous le numéro précédent, que la composition des rubriques, influencée par le tarif douanier qui est souvent à l'origine de la nomenclature, ne répond pas toujours aux exigences logiques et que souvent les données rassemblées sous une dénomination unique visent plusieurs objets hétérogènes. De ce qui précède, ainsi que de l'observation des rubriques de la nomenclature, se déduisent un certain nombre de conclusions relatives à la comparabilité et au degré d'exactitude des articles sous lesquels sont classés les résultats de la statistique commerciale.

13. Nous exposons comme suit ces règles essentielles, sans nous dissimuler ce qu'elles peuvent avoir d'incomplet ou de trop absolu à l'égard de situations particulières :

On ne peut reconnaître que les conditions de comparabilité existent entre deux rubriques de la nomenclature, deux classes ou deux groupes, qu'après avoir procédé à l'analyse

de leur composition interne. Il est permis de répéter à propos de cette règle ce qu'on a dit déjà à propos de l'interprétation statistique, à savoir que ces règles ne consistent pas en une conclusion sensationnelle, illuminant pour ainsi dire l'horizon scientifique, mais qu'elles sont uniquement un rappel des préceptes de la logique et du bon sens, rappel justifié et opportun, puisque nous voyons ces préceptes oubliés ou violés à tout instant. Que de fois n'établit-on pas des comparaisons entre les importations d'un pays avec celles d'un autre pays, pour un groupe d'articles ou pour une rubrique de la nomenclature, sans se demander, au préalable, si la ressemblance des dénominations ne masque pas une divergence réelle entre les éléments que l'on compare? Il ne suffit pas de comparer entre elles les énonciations de la nomenclature statistique, il faut encore, pour arriver à des conclusions sûres, se reporter au tarif douanier où nous trouverons des spécifications moins succinctes.

14. Si ces conditions de comparabilité existent, les rubriques de la nomenclature ne sont sûres qu'à la condition de ne pas s'appliquer à des produits susceptibles d'être soustraits aux déclarations douanières, soit par la fraude, soit par la dissimulation des voyageurs, soit par la négligence de l'administration.

Nous avons déjà fait observer que quelques produits présentant une grande valeur sous un faible volume sont exposés à être l'objet de fraudes douanières, et cela d'autant plus que les droits les frappant à l'entrée sont plus élevés. Mais, il est d'autres marchandises qu'on ne déclare pas volontiers à la douane; celle-ci a beau avoir des yeux d'Argus, elle ne peut ni tout voir, ni tout vérifier. Lorsque les statistiques commerciales sont sincères, elles attirent d'elles-mêmes l'attention du lecteur sur de pareilles lacunes; tel est le cas de la statistique belge du commerce extérieur, qui contient à propos du numéraire l'avis suivant : « Le tableau général ne comprend que les quantités de numé-

raire qui ont été déclarées à l'importation et à l'exportation. On conçoit que des quantités assez considérables circulent à l'insu de la douane à cause de l'intérêt que les transporteurs croient avoir, pour la sûreté des valeurs, à ne pas en faire la déclaration. » Et, en effet, pour le numéraire, les exemples sont frappants. C. Ferraris avait déjà attiré l'attention sur ce point il y a longtemps (1). L'illustration de ce fait par l'exemple de la Belgique est particulièrement intéressante. En 1912, la Belgique a importé du numéraire pour une valeur de 284,178,700 francs; elle en a exporté pour 46,081,600 francs (2), ce qui serait de nature à réjouir les économistes — s'il en reste — qui attachent encore quelque importance à la balance du commerce plutôt qu'à la balance des comptes. Mais loin que ces chiffres accusent une situation favorable, ils en font, au contraire, ressortir une mauvaise. Les importations en Belgique, en 1912, consistent pour la très grande partie en argent : 265,941,400 francs; or, cette même année, la Banque Nationale de Belgique a dû faire revenir de France 262,600,000 fr. en écus de cinq francs pour répondre au trafic des monnaies d'argent. Depuis quelques années, en effet, le change étant constamment défavorable à la Belgique, des spéculateurs avaient organisé le drainage des pièces d'argent, qu'ils échangeaient ensuite contre des devises françaises, de façon à profiter du change. C'est donc bien une situation défavorable que trahit une énorme importation de pièces d'argent, presque exclusivement alimentée par les opérations onéreuses de la Banque Nationale, à l'effet de rapatrier les écus (263 millions sur 266 millions). Par contre, on se

(1) C. FERRARIS. Examen des difficultés particulières que rencontre la statistique du mouvement des métaux précieux dans le commerce international. *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. H, 1^{re} livraison, pp. 235-248. Rouen 1887. *Id.* Statistique de la production, du mouvement international et de la consommation des métaux précieux. *Bulletin de l'Institut international de statistique*, tome IX, 1^{re} livr., p. 115. Rouen, 1895.

(2) En 1913, les importations se sont élevées à 388 millions et les exportations à 78 millions de francs.

doute bien que les exportateurs d'écus n'ont pas été faire leurs confidences à la douane; aussi, les exportations connues ne s'élèvent-elles qu'à 43,645,000 francs en pièces d'argent et seulement 2,436,600 francs en or. Dans les derniers temps, l'Administration des chemins de fer avait dû prendre des mesures de rigueur pour empêcher ou diminuer l'exportation des pièces de cinq francs.

15. Une rubrique ne concernant qu'une seule espèce de marchandises, bien définie, présente plus d'exactitude qu'une autre rubrique se rapportant à plusieurs espèces, celles-ci fussent-elles homogènes. Le degré de précision d'une rubrique de la nomenclature est en raison inverse du nombre d'articles qu'elle embrasse. Prenons pour exemple cinq rubriques empruntées à la statistique belge du commerce extérieur (groupe II, boissons et objets d'alimentation, nos 75 à 79). Les voici textuellement reproduites : n° 75 : pommes de terre; n° 76 : chicorée (racines vertes ou séchées); n° 77 : pois, lentilles, fèves, haricots, féverolles et vesces; n° 78 : légumes conservés en boîtes ou en bouteilles; n° 79 : légumes non dénommés (y compris les légumes conservés autres que les légumes en boîtes et en bouteilles et préparés à l'aide de substances exemptes de droits de douane et d'accise). Si nous examinons ces rubriques au point de vue de la précision qu'elles présentent, nous constatons que les nos 75 et 76 se rapportent chacun à une espèce déterminée, mais le n° 75 est plus précis que le suivant parce que celui-ci comprend non seulement des légumes verts, mais aussi des plantes ayant reçu une certaine préparation dans laquelle de la main-d'œuvre se trouve incorporée. Le n° 77 est beaucoup moins précis, à raison du nombre de légumineuses qui s'y trouvent groupées et dont l'usage est différent, les unes servant à l'alimentation humaine, les autres étant destinées à la nourriture du bétail. Le n° 78 (légumes conservés en boîtes ou en bouteilles) n'est qu'une rubrique purement générale, basée

sur un mode de préparation; il présente une certaine unité à cet égard, mais manque, d'autre part, de précision à cause de sa généralité. De toutes les rubriques examinées, le n° 79 est la plus imprécise parce qu'elle se rapporte à des produits préparés et non préparés et que, par sa généralité, elle embrasse une quantité considérable de marchandises déterminées seulement par exclusion des premières : légumes *non dénommés*. Ces rubriques, composées de produits non dénommés, sont assez fréquentes dans les statistiques douanières : ce sont naturellement les plus défectueuses au point de vue de la précision. On voit très bien, dans le libellé du n° 79, apparaître l'influence du tarif douanier et de la législation sur les accises.

16. Le degré de comparabilité ou de précision est d'autant plus élevé que le produit visé par une rubrique comporte moins de qualités ou de sortes commerciales, ou que ces différences sont minimales. Ceci est un simple corollaire de la proposition précédente. Lorsque les qualités que présente une marchandise sont nombreuses, il existe naturellement une grande difficulté à fixer une valeur moyenne entre toutes ces qualités lorsqu'on a recours aux valeurs arbitrées.

Par une conséquence de ce qui précède, on peut dire qu'un moyen pratique de s'assurer du degré de comparabilité ou de précision, lorsque les conditions *a*, *b*, *c* se trouvent réunies, consiste à comparer les valeurs moyennes auxquelles les marchandises sont taxées dans la statistique commerciale. Si ces valeurs diffèrent dans une mesure appréciable, il est à présumer que, derrière des dénominations identiques, se dissimulent des espèces différentes.

Les constatations faites dans l'ordre d'idées qui précèdent sont essentiellement sujettes à modifications. Il importe donc de s'assurer, si les données sont empruntées à des années différentes, qu'il n'y a pas eu de modifications au cours de la période qu'on envisage.

17. Les rubriques de la nomenclature des statistiques commerciales sont réunies en groupes ou classes dans presque tous les pays. Ces divisions sont introduites afin de rendre la consultation des statistiques plus facile et plus rapide et aussi pour obéir à la tendance qui nous fait rechercher les vues d'ensemble après avoir analysé les détails. Mais les lacunes et les erreurs que nous avons remarquées dans les rubriques isolées se reproduisent dans les groupes et les classes. On constate aussi un manque d'uniformité regrettable dans les différents pays, résultant de la composition des tarifs douaniers. Pour ces raisons, on doit souvent renoncer à comparer les statistiques internationales entre elles en utilisant les divisions internes qu'elles présentent. Il convient, en outre, de s'assurer que le contenu du groupe ou de la classe est assez homogène pour pouvoir être présenté sous une rubrique d'ensemble. Somme toute, l'utilité des divisions dont il s'agit est secondaire à raison des défauts qu'on remarque dans les rubriques d'ensemble et à cause de l'absence d'une règle générale.

Quelques indications d'ordre pratique ne seront sans doute pas jugées inutiles. Un bon nombre de pays reproduisent dans leurs classifications statistiques les divisions du tarif douanier lui-même : il en est ainsi de l'Allemagne (19 sections), de la Bulgarie (27 catégories), du Danemark (27 groupes), de l'Espagne (13 classes), de la Finlande (31 classes), de la France (34 chapitres), de la Grande-Bretagne (41 classes), de la Grèce (20 catégories), de l'Italie (52 catégories), de la Norvège (25 groupes), de la Roumanie (35 catégories), de la Suède (26 groupes), de la Suisse (15 catégories) et de la Tchécoslovaquie (51 classes). Les termes groupe, classe, catégorie sont ici synonymes et désignent des agglomérations de rubriques de la nomenclature. Le nombre très différent de ces divisions montre que les comparaisons sont rendues très difficiles de pays à pays.

18. Le classement des marchandises se fait parfois uniquement d'après l'ordre alphabétique des rubriques de la nomenclature. Tel fut longtemps le cas en Hollande; ce pays a abandonné ce système en 1919 seulement; la Belgique, de 1854 à 1907, s'est bornée à classer les marchandises importées et exportées, dans l'ordre alphabétique en suivant les dénominations génériques du tarif des douanes. Ce système est encore suivi aux Etats-Unis dans les états de développement; dans les *summary tables*, on trouve un classement systématique basé sur la nature des produits échangés. La Suède suit également l'ordre alphabétique dans les états de développement et les comptes par pays : les vingt-six groupes que nous avons mentionnés plus haut pour la statistique de ce pays ne sont usités que pour la formation des tableaux résumés.

Le classement alphabétique n'est pas recommandable; comme l'a dit un statisticien français, il n'est, à vrai dire, qu'une forme du désordre. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler les défauts qu'il présente (cf. t. I, n° 151).

Ne pourrait-on affirmer qu'il serait préférable de dresser deux listes servant de nomenclature, l'une aux importations, l'autre aux exportations? Cette idée a été soutenue, notamment, en Angleterre; elle a pour elle quelque apparence de raison, car il est permis de soutenir qu'il n'existe pas, entre importations et exportations, une si étroite correspondance qu'elles puissent prendre place dans des cadres identiques. La République Argentine, l'Espagne, les Etats-Unis, la Grèce, le Japon ont une classification double, l'une pour l'importation, l'autre pour l'exportation. L'Autriche possède une classification pour les importations et exportations et une seconde pour le transit. Les Pays-Bas en ont même une troisième pour les marchandises mises en entrepôt et réexportées ensuite.

Le régime de la double liste convient à des pays encore peu industrialisés et qui ont plus de besoins à satisfaire à

l'aide de marchandises venues du dehors qu'ils n'ont à vendre de produits à l'extérieur.

Jusqu'à 1906, les Etats-Unis d'Amérique eurent deux classifications statistiques. La première, pour les exportations, comprenait : 1° produits de l'agriculture ; 2° produits des mines, y compris les huiles minérales brutes ; 3° produits des forêts ; 4° produits des pêcheries ; 5° produits autres que ceux de l'agriculture ; 6° produits des manufactures nationales. La liste pour les importations était la suivante : 1° objets d'alimentation et animaux ; 2° marchandises à l'état brut qui doivent servir aux différents usages de l'industrie nationale ; 3° articles entièrement ou partiellement manufacturés, destinés à servir de matériaux pour l'industrie et les arts mécaniques ; 4° articles manufacturés prêts pour la consommation ; 5° articles de consommation volontaire, de luxe, etc. Ces classifications ont été critiquées, parce qu'elles empêchaient absolument toute comparaison, sauf dans le total ; on a le chiffre des exportations de produits agricoles, mais non celui des importations ; on a les données relatives aux importations de produits alimentaires, mais on n'a pas les faits correspondants pour les exportations. On relevait également un certain flottement dans l'idée générale qui avait présidé à la formation de la liste : dans les importations, on prend pour base le besoin ou la demande de certains produits, et ensuite le degré de fabrication auquel les objets importés sont parvenus ; pour les exportations, on considère le degré de fabrication et la catégorie des marchandises. Enfin, la distinction entre les produits bruts et manufacturés était souvent mal établie ; elle est d'ailleurs fort difficile à réaliser et, théoriquement, on peut même dire que la distinction n'est pas réalisable (1).

(1) Ces critiques étaient formulées par M. Frederick C. Hick, *Classification of Trade statistics* (Amer. Statist. Assoc. 1892-1893).

Depuis le 1^{er} janvier 1922, une nouvelle classification a été établie par décision du 14 octobre précédent, en ce qui concerne les marchandises d'origine nationale exportées. Elle comprend dix groupes, tandis que les importations continuent à être classées en cinq groupes.

D'autre part, la Grande-Bretagne, tout en conservant une liste unique pour certaines importations et exportations, a adopté depuis le mois de janvier 1920 une classification nouvelle révisée en 1923, pour les produits importés, puis réexportés, et une autre, à l'exportation, pour les produits et fabricats du Royaume-Uni.

Nous avons vu déjà que les Pays-Bas font usage de trois listes, l'une pour l'importation et l'exportation, une seconde est réservée au transit; la troisième concerne le commerce d'entrepôts.

Le seul avantage que l'on puisse espérer atteindre à l'aide de la double liste, à savoir, adapter plus complètement les énonciations de la nomenclature aux besoins constatés pour l'importation et aux facultés du pays pour l'exportation, est, au fond, illusoire. Les inconvénients nombreux résultant de l'absence de comparaison entre les deux mouvements le neutralisent tout à fait; d'ailleurs, il suffit de compléter un peu la classification pour qu'elle réponde à tous les besoins.

III. — Des groupements de marchandises.

19. A côté des dénominations s'appliquant aux produits ou à des classes de produits, les statistiques commerciales comprennent aussi des nomenclatures plus larges qui ont pour objet de donner une idée de la nature des transactions. Un pays qui exporte des matières premières ne se trouve pas dans les mêmes conditions que celui qui exporte des produits manufacturés. Ces divisions suppléent aux recherches fort longues qui, sans elles, deviendraient nécessaires.

Il est naturel que nous nous demandions en quoi consiste le commerce extérieur d'un pays quelconque dont nous désirons étudier la constitution économique et suivre l'évolution. Prenons le cas de l'Angleterre. Nous savons que l'agriculture de ce pays ne suffit pas à nourrir la population des Iles britanniques, mais si nous voulons préciser cette donnée en recherchant quelle est la valeur des marchandises importées en vue de suppléer à l'insuffisance de la production agricole, nous aurons à nous livrer à un travail qui nous prendra du temps et exigera de la patience, car il nous faudra vérifier une à une les rubriques de la nomenclature et additionner ensemble celles qui ont trait à notre matière. Bien peu de gens auraient les loisirs ou la patience nécessaires à de pareilles investigations. Au contraire, supposons que toutes les marchandises se trouvent groupées d'après leur destination, nous n'aurions qu'à ouvrir la statistique commerciale pour constater qu'en 1919 l'Angleterre a importé des denrées alimentaires, des boissons et du tabac (car le tabac est, à tort, réuni dans ce pays aux produits d'alimentation) pour une somme de £ 489,142,883.

C'est aussi un fait bien connu, que l'Angleterre paie ses importations de produits agricoles et de matières premières à l'aide de ses exportations de produits manufacturés. Mais la liste de ceux-ci est longue et nous reculerions devant la tâche ardue d'en faire le total : heureusement, encore une fois, la statistique commerciale vient à notre aide ; il nous suffira d'ouvrir le *Statistical Abstract* pour constater qu'en articles manufacturés ou achevés en partie, l'Angleterre a exporté en 1919 — en produits préparés dans ses fabriques — des marchandises d'une valeur de 453,216,846 livres sterling.

Ces divisions peuvent encore avoir une autre utilité : celle de nous documenter rapidement sur les modifications qui, au cours des temps, s'accomplissent dans la constitution économique d'un pays. Telle nation qui, il y a trente

ou quarante ans, était un Etat agricole, a vu, par un concours heureux de circonstances, grandir et prospérer son industrie. Au lieu d'être, comme autrefois, un débouché pour l'industrie des pays plus anciens et plus avancés, il est à son tour devenu exportateur et ses produits font une concurrence sensible à ceux de ses anciens fournisseurs. Certes, si nous pouvions faire de longues recherches, nous trouverions, en tout état de cause, la réponse à ce problème en additionnant les valeurs de tous les produits fabriqués exportés par ce pays, mais, encore une fois, les publications statistiques ont l'avantage de nous présenter la solution du problème. L'Italie, par exemple, a fait de grands progrès au cours des années qui précédèrent la guerre et on est généralement d'accord pour dire que l'exportation de ses produits fabriqués a suivi une marche ascendante très sensible. Précisons et vérifions cette assertion à l'aide de la statistique commerciale.

L'*Annuario statistico italiano* nous fait connaître la valeur des différentes sortes de produits importés et exportés par l'Italie et le rapport de cette valeur au chiffre total du commerce d'importation et d'exportation. La réponse est donnée à notre question par ces derniers chiffres proportionnels :

Produits fabriqués.

(Rapport pour cent au total général.)

	1907	1908	1909	1910	1911
	—	—	—	—	—
Importations	27.9	27.8	24.3	24.7	23.8
Exportations	24.0	25.1	25.4	28.8	32.0

L'Italie était visiblement en progrès comme nation industrielle : la proportion des produits manufacturés, dans son commerce d'exportation, avait augmenté de 8 p. c. en cinq ans et la proportion de ses importations diminué de près de 4 p. c. La réponse est donc claire, et c'est aux tableaux de la statistique commerciale que nous la devons.

20. Les grandes divisions adoptées par les principales nations commerciales sont les suivantes :

Allemagne. — La classification des marchandises dans la statistique commerciale allemande est double. L'une a une base fiscale et suit les divisions du tarif douanier; elle compte dix-neuf groupes; l'autre a une base économique et répartit les marchandises importées et exportées en cinq classes qui sont :

- I. Matières brutes pour l'industrie;
- II. Produits fabriqués;
- III. Vivres et objets de consommation;
- IV. Animaux vivants;
- V. Métaux précieux.

Les divisions actuelles remontent à 1908; elles avaient été précédées, de 1906 à 1908, d'une nomenclature moins étendue comprenant trois classes seulement, analogues à celles existant en France.

21. *Autriche.* — La statistique commerciale contient une double classification systématique : la première est établie d'après la nature et l'espèce des marchandises et comprend :

- I. Les matières premières;
- II. Les produits mi-fabriqués;
- III. Les produits fabriqués;
- IV. Les métaux précieux et le numéraire.

La seconde, d'après les branches de production, comprend :

- I. Produits de l'économie rurale, de la sylviculture et de la pêche;
- II. Produits des mines et hauts fourneaux;
- III. Produits de l'industrie;
- IV. Métaux précieux et numéraire.

La dernière publication officielle relative aux deux Etats de la Monarchie date de 1914. Une réorganisation de la statistique commerciale autrichienne est en préparation.

22. *France*. — Les marchandises sont divisées en trente-quatre chapitres suivant les divisions du tarif douanier, se répartissant eux-mêmes dans quatre grandes sections qui sont : matières animales, matières végétales, matières minérales, fabrications. Une classification économique rationnelle est introduite dans les résumés généraux où les marchandises sont groupées en trois divisions :

- I. Objets d'alimentation ;
- II. Matières nécessaires à l'industrie ;
- III. Objets fabriqués.

Dans les états de développement, les signes conventionnels en regard des marchandises indiquent la classification à laquelle elles se rattachent.

23. *Italie*. — La statistique commerciale de ce pays divise les produits qui y figurent en huit sections :

- I. Animaux, produits alimentaires, tabacs ;
- II. Fruits et graines oléagineux, huiles et graisses animales et végétales ;
- III. Matières textiles et leurs produits ;
- IV. Minerais métalliques, métaux communs, produits des industries métallurgiques et mécaniques, instruments et véhicules ;
- V. Pierres, terres et minerais non métalliques ; produits des industries céramiques et verrières ;
- VI. Bois et matières à tresser, tailler et incruster ;
- VII. Produits chimiques, médicinaux, résineux, matières tinctoriales et tannantes ;
- VIII. Marchandises diverses.

24. *Japon*. — Il existe dans ce pays un groupement des marchandises en cinq grandes catégories, savoir :

- I. Objets d'alimentation, boissons et tabac : a) à l'état naturel; b) ouvrés en tout ou en partie;
- II. Matières brutes;
- III. Produits fabriqués devant être employés ultérieurement dans l'industrie;
- IV. Produits entièrement fabriqués;
- V. Divers.

25. *Russie*. — La classification était différente pour les exportations et pour les importations. A l'exportation, les marchandises étaient réparties en quatre groupes :

- I. Objets d'alimentation;
- II. Matières nécessaires à l'industrie et objets destinés à une fabrication ultérieure;
- III. Animaux vivants;
- IV. Produits de fabriques, d'usines ou d'industrie.

A l'importation, on distinguait les dix groupes énumérés ci-après :

- I. Articles d'alimentation et animaux vivants;
- II. Matières animales brutes et produits de ces matières;
- III. Bois, ouvrages en bois, vannerie;
- IV. Matières premières pour la céramique et ouvrages céramiques;
- V. Combustibles (minéraux et végétaux), asphaltes, résines et leurs produits;
- VI. Matières et produits chimiques;
- VII. Minerais, métaux et fabricats de toutes espèces faits avec des métaux;
- VIII. Papiers à écrire et produits de l'imprimerie;
- IX. Matières textiles et ouvrages en ces matières;
- X. Vêtements, boutons, jais, articles de fantaisie, fournitures de bureau, etc.

26. *Suisse*. — Indépendamment des catégories établies d'après celles du tarif douanier, au nombre de quinze, les tableaux statistiques suisses comprennent des résumés généraux répartissant les marchandises en trois grandes catégories :

- I. Substances alimentaires;
- II. Matières premières;
- III. Produits fabriqués.

D'autres résumés réservés au commerce spécial groupent les marchandises d'après les principales industries, en conservant la distinction entre les matières premières et les produits fabriqués :

- I. Industrie textile;
- II. Industrie métallurgique;
- III. Autres industries;
- IV. Substances alimentaires, matières premières pour l'agriculture, animaux vivants et tabac.

27. Pour la *Grande-Bretagne*, la classification actuelle date de 1903 : c'est dans l'*Annual Statement of Trade* de cette année que le système a été appliqué pour la première fois.

Jusqu'en 1882, aucune distinction n'était établie dans les statistiques commerciales du Royaume-Uni entre les produits manufacturés et non manufacturés. En 1882, cependant, le *Board of Trade* prépara, sur la proposition de M. Ritchie, un rapport spécial dans lequel les importations et les exportations de 1854 à 1882 étaient données en produits manufacturés et mi-manufacturés. La même administration publia ensuite un second rapport sur les mêmes bases embrassant les années 1883 à 1885.

A partir de l'année 1885, la statistique commerciale anglaise (*Monthly Trade accounts*) classa les importations et les exportations sous certaines rubriques générales, mais ces catégories n'étaient pas identiques pour les importations et les exportations.

On justifie l'existence du double classement en faisant observer les différences très grandes qui se remarquent dans la nature du commerce d'importation et d'exportation de l'Angleterre. Le Royaume-Uni importe principalement des substances alimentaires et des matières premières : il exporte principalement des produits manufacturés.

Cependant, les inconvénients résultant de cette double classification étaient ressentis chaque jour plus vivement et, en 1902, le *Board of Trade*, d'accord avec l'Administration des douanes, en décida la revision. A partir de 1903, la classification des marchandises fut la même à l'importation et à l'exportation et les articles compris sous chaque dénomination sont identiques.

Les importations et les exportations furent divisées en quatre groupes :

- I. Substances alimentaires, boissons et tabac;
- II. Matières premières et produits en grande partie non manufacturés;
- III. Articles complètement ou en grande partie manufacturés;
- IV. Articles divers et non classés.

Depuis le 1^{er} janvier 1923, le quatrième groupe a été remplacé par les deux suivants :

- IV. Animaux non destinés à l'alimentation;
- V. Colis postaux, articles non sujets à des droits.

28. *Etats-Unis d'Amérique.* — La classification des importations et des exportations dans la statistique commerciale des Etats-Unis a été complètement modifiée à deux reprises, en juillet 1906 et en octobre 1921. Le but que s'est proposé le bureau de statistique du *Department of commerce and labor*, lors de la réforme de 1906, est d'adapter les divisions de la statistique aux conditions actuelles de la vie économique de la nation américaine.

L'ancienne classification des exportations qui comprenait les groupes suivants : produits de l'agriculture, des manufactures, des mines, des forêts et des pêcheries, avait été adoptée en 1870, alors que les Etats-Unis étaient surtout producteurs et exportateurs de produits naturels ; les articles manufacturés exportés à cette date ne représentaient pas la dixième partie de la valeur qu'ils atteignent aujourd'hui. Quant à la classification des importations, elle avait été adoptée en 1886, à une époque où les produits importés aux Etats-Unis différaient considérablement de ceux qu'on y envoie à la date actuelle.

Il fut donc décidé de substituer à la double classification en vigueur, une classification nouvelle, unique, des importations et des exportations. C'est ce qui a été réalisé de la manière suivante, de 1906 à 1921.

- I. Produits alimentaires à l'état naturel et animaux destinés à la consommation ;
- II. Produits alimentaires partiellement ou entièrement préparés ;
- III. Matières premières destinées à être manufacturées ;
- IV. Produits fabriqués destinés à une nouvelle mise en œuvre ;
- V. Produits fabriqués prêts pour la consommation ;
- VI. Divers.

Les avantages de la nouvelle classification étaient les suivants : elle permettait de se rendre compte d'une manière

plus complète de la nature du commerce extérieur des Etats-Unis; grâce à elle une comparaison pouvait s'établir entre les importations et les exportations; il était désormais possible de rapprocher les chiffres du commerce américain, par grandes divisions, de ceux relatifs aux principales nations de l'Europe; il était loisible enfin de comparer les données de la statistique du commerce extérieur avec celles du *Census*.

A partir du 1^{er} janvier 1922, la classification suivante en dix groupes, agencés selon la classification décimale, a été rendue obligatoire en ce qui concerne les produits indigènes exportés : groupe 0 : animaux et produits animaux, excepté les laines et poils; groupe 1 : produits alimentaires végétaux, graines oléagineuses, huiles et boissons; groupe 2 : autres produits végétaux, excepté les fibres et le bois; groupe 3 : textiles; groupe 4 : bois et papier; groupe 5 : minéraux non métalliques; groupe 6 : minerais, métaux et produits manufacturés en métal, excepté les machines et les véhicules; groupe 7 : machines et véhicules; groupe 8 : produits chimiques; groupe 9 : produits divers. Les Etats-Unis en sont donc revenus à la double classification.

29. *Belgique*. — Au début, les tableaux de la statistique commerciale en Belgique classaient les marchandises en trois catégories distinctes : matières premières, denrées, objets fabriqués. Chaque objet était rangé dans une de ces catégories d'après l'emploi ou la destination qu'il pouvait recevoir en raison de sa nature. La classe des matières premières comprenait, en général, les produits qui ne peuvent être mis en consommation directe dans l'état où ils se trouvent, mais qui, pour être livrés aux besoins de ceux qui veulent en faire usage, réclament une main-d'œuvre quelconque. Par denrées, on entendait les produits livrés à la consommation dans leur état naturel, sans qu'une prépa-

ration industrielle fût indispensable. Les objets fabriqués, comme leur nom l'indique clairement, étaient le produit du travail des diverses industries.

Ce système de classement fut abandonné en 1854, sous prétexte que la distinction qu'il consacrait n'était pas admise par la science et présentait de grandes difficultés dans la pratique.

La situation de la Belgique, au point de vue de la distribution de son commerce extérieur entre les grandes catégories de marchandises, est donc restée dans une grande obscurité à partir de 1854, car à partir de cette année on trouve les marchandises simplement énumérées selon le tarif douanier, en suivant l'ordre alphabétique. Ce n'est qu'à une époque récente qu'on s'est avisé de reprendre les études relatives à cette question : on fit notamment ressortir que l'exportation belge se composait d'une forte proportion de produits bruts et que celle des produits fabriqués était peut-être moins importante qu'on ne se l'imaginait communément. Mais pour substituer des conclusions sérieuses aux vues fragmentaires qui pouvaient être émises d'après la simple inspection du « tableau du commerce extérieur », il était nécessaire de reconstituer de nouveaux groupements de marchandises. C'est ce que nous avons fait pour les années 1901 à 1905 dans un travail paru en 1907 (1).

Voici les résultats de ces calculs, où les valeurs sont exprimées en milliers de francs.

ANNÉES	Animaux vivants et objets d'alimentation		Matières brutes et produits mi-ouvrés		Produits manufacturés	
	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportat.
1901	613,127	260,911	1,147,513	787,645	460,352	779,676
1902	632,986	241,412	1,284,239	859,934	463,458	824,144
1903	682,774	241,567	1,513,179	982,384	460,417	886,387
1904	775,198	332,334	1,534,203	934,024	472,819	916,903
1905	816,016	329,194	1,664,643	1,001,455	587,688	1,003,027

(1) A. JULIN : *De quoi se compose le commerce extérieur de la Belgique?* (« Revue économique internationale », 1907, pp. 479-517.)

Rapportés aux chiffres totaux de l'importation et de l'exportation, les nombres qui précèdent correspondent aux données proportionnelles renseignées au tableau suivant :

ANNÉES	Animaux vivants et objets d'alimentation		Matières brutes et produits mi-ouvrés		Produits manufacturés	
	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation
—	—	—	—	—	—	—
1901	27.61	14.27	51.66	43.08	20.73	42.65
1902	26.59	12.54	53.94	44.66	19.47	42.80
1903	25.71	11.45	56.96	46.55	17.33	42.00
1904	27.86	15.22	55.14	42.78	17.00	42.00
1905	26.60	14.11	54.25	42.91	19.15	42.98

Suivant cet exemple, l'Administration des douanes belges a publié, pour 1907, un tableau nouveau groupant les marchandises selon leur espèce et leur nature, en quatre catégories, savoir :

- I. Animaux vivants;
- II. Boissons et objets d'alimentation;
- III. Matières brutes ou simplement préparées;
- IV. Produits fabriqués.

Cette division est analogue à celle que nous avons utilisée, sauf qu'elle partage en deux groupes le n° 1 : animaux vivants et objets d'alimentation.

Ce groupement a été définitivement adopté en 1908 et a existé jusqu'en 1910.

A partir de 1910, l'or et l'argent non ouvrés, qui figuraient auparavant parmi les matières brutes ou simplement préparées et les monnaies d'or et d'argent qui étaient comprises au nombre des produits fabriqués, font l'objet d'une catégorie distincte dénommée :

- V. Or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent.

IV. — Classification internationale.

30. Les divergences entre les nomenclatures présentent des inconvénients trop manifestes pour n'avoir pas, dès le début, provoqué des échanges de vues entre statisticiens.

Le premier Congrès international de statistique, tenu en 1853 à Bruxelles, s'en préoccupait déjà. Les Congrès de La Haye (1869), de Saint-Petersbourg (1871) et de Budapest (1872) revinrent sur la question (1). Dès sa première réunion (Rome, 1887), l'Institut international de statistique orientait la discussion vers une solution pratique, en déclarant que l'on pourrait, tout en partant de nomenclatures différentes, tendre au moins vers une classification commune au moyen de groupements et de subdivisions. Lors des sessions qui se tinrent à Vienne (1891), à Chicago (1893), à Berne (1895), l'Institut international de statistique continua à étudier la question, que des congrès internationaux, comme ceux du commerce et de l'industrie tenu à Paris en 1889, et de législation douanière à Anvers en 1895, examinèrent à leur tour. Le Congrès d'expansion économique (Mons, 1905) ébaucha un projet de nomenclature commune; à son tour, le Congrès des Chambres de Commerce et Associations commerciales, tenu à Milan en 1906, émit le vœu qu'on en vînt à une méthode de groupement dans des résumés généraux des marchandises exportées et importées, soit au point de vue de leur espèce, soit au point de vue de leur emploi. Ces divers efforts ne paraissent pas avoir abouti à des conclusions bien précises, car, en 1908, les Chambres de commerce en étaient encore à souhaiter, sur la proposition de M. Legrand, la réunion du Comité per-

(1) Cfr. BATEMAN. Statement in opening discussion on the possibility and method of making more comparable the foreign trade returns of the various countries (*Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. II, 1^{er} liv., p. 294, Rome, 1887).

manent des Congrès des Chambres de Commerce avec les chefs des administrations douanières pour établir les bases et arrêter les grandes lignes d'une classification uniforme.

Cependant, le Gouvernement belge, donnant suite au vœu émis en 1905 par le Congrès d'expansion économique tenu à Mons, avait invité les différents groupements à réunir à Bruxelles les chefs de service de la statistique douanière pour examiner la possibilité d'ajouter à leur statistique ordinaire un tableau où seraient groupées, suivant des catégories qui seront identiques pour tous les pays, les marchandises faisant partie du commerce international. Cette réunion, chaleureusement recommandée par le Congrès international des Chambres de Commerce réuni à Prague en 1908, fut préparée par la publication d'une brochure préliminaire accompagnée d'un projet de nomenclature comprenant 203 rubriques, une liste des 50 articles les plus importants dressée par M. Kioer pour le Congrès d'Anvers (1894), et une revue de classification des marchandises dans les tableaux du commerce extérieur des principaux pays (1).

31. Une conférence eut lieu à Bruxelles, au mois de septembre 1910; les représentants de vingt-quatre Etats y participèrent. Le 23 septembre 1910, la Conférence internationale de statistique commerciale vota à l'unanimité le texte de la résolution suivante : « Les délégués à la Conférence internationale de statistique commerciale, convoqués à Bruxelles le 19 septembre 1910, ayant reconnu l'utilité d'établir en dehors de la statistique commune où se grouperont en un nombre restreint des catégories aux vocables uniformes les marchandises importées ou expor-

(1) *Conférence internationale de statistique commerciale de Bruxelles, 1910*, Weissenbruch, Bruxelles, 1909.

tées (commerce spécial) sous la double indication du poids et de la valeur, proposent à leurs gouvernements respectifs l'adoption de cinq catégories générales ainsi dénommées :

- I. Animaux vivants.
- II. Objets d'alimentation et boissons.
- III. Matières brutes ou simplement préparées.
- IV. Produits fabriqués.
- V. Or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent. »

Cette classification générale était accompagnée d'un projet de répartition des marchandises en 186 rubriques.

Un projet de résolution déposé le 23 septembre par MM. Kioer, Van der Borgh et Koefoed reconnaissait l'utilité de la création d'un bureau international pour la statistique commerciale chargé d'élaborer un aperçu mensuel du mouvement commercial des différents pays du globe d'après une nomenclature uniforme et invitant le gouvernement belge à provoquer une réunion nouvelle ayant pour but de rédiger un projet de convention internationale à cet effet (1).

La Conférence fut reprise à Bruxelles du 11 au 14 novembre 1913. Elle adopta le texte d'une convention et de la nomenclature commune du règlement d'organisation, ainsi que des formulaires et tableaux y annexés. Des notes explicatives concernant la nomenclature commune des marchandises furent approuvées par une sous-commission des délégués officiels à la Conférence.

32. La mission confiée au Bureau international de statistique commerciale consiste à coordonner les renseignements

(1) *Conférence internationale de statistique commerciale. Bruxelles 1910. Procès verbaux et documents.* Bruxelles. Etablissements généraux d'imprimerie, 1910.

que lui transmettent les pays contractants aux fins visées par la Convention et de les publier d'après la nomenclature commune adoptée en vertu de la dite convention; de préparer éventuellement les travaux des conférences futures.

La part contributive des Etats dans les dépenses du Bureau international est fixée d'après l'importance de leur commerce spécial; à cet effet, les pays adhérents sont partagés en cinq classes selon que leur commerce spécial dépasse 4 milliards de francs ou n'atteint qu'un milliard de francs au moins. A chaque classe correspond une cotisation de 800 à 1,200 francs. Les dépenses annuelles du Bureau étaient évaluées à 35,000 francs environ (1).

Le projet de convention dont on vient de résumer les dispositions essentielles fut ratifié par vingt-neuf Etats, qui sont : Allemagne, Belgique, Bolivie, Chili, Colombie, Cuba, Danemark et ses possessions et colonies, République dominicaine, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatémala, Haïti, Honduras, Indes néerlandaises, Italie et colonies (2), Japon, Mexique, Nicaragua, Norvège, Paraguay, Pérou, Perse, Portugal, Russie, République du Siam, Suède, Suisse et Uruguay.

Les événements de 1914 ne permirent point la réalisation de ces projets; jusqu'à présent, les répercussions économiques de la guerre ont mis un obstacle insurmontable au fonctionnement du Bureau. Les bases admises pour la part contributive de chaque Etat avaient été adoptées à une époque de stabilité presque parfaite des changes; elles devraient faire aujourd'hui l'objet d'une revision complète.

(1) *Conférence internationale de statistique commerciale. Bruxelles 1913. Documents et procès verbaux.* Bruxelles. Etablissements généraux d'imprimerie. Bruxelles 1914.

(2) A la séance du 10 février 1923, les ministres des Affaires Etrangères, des Colonies et des Finances d'Italie ont déposé sur le Bureau de la Chambre des députés un projet de loi portant approbation de la convention conclue à Bruxelles.

Un bon nombre de pays contractants y font des objections. Dépourvu de moyens financiers indispensables, le Bureau international a une existence purement nominale; il n'a pu, jusqu'à présent, entamer la besogne qui lui est confiée.

Cette situation est éminemment regrettable.

La Convention de Bruxelles a réalisé, sans aucune contestation possible, un progrès considérable dans la voie de l'unification des statistiques commerciales. La valeur et le poids de toutes les marchandises échangées par le commerce international pourraient être connus pour près de trente Etats et répartis d'après les cinq catégories principales d'une nomenclature comprenant 186 marchandises seulement.

33. Il y aurait lieu de noter, toutefois, que le professeur Roorbach a récemment communiqué à la Chambre internationale de Commerce, un mémoire exposant un système décimal de classification. Ce système, y est-il dit, est à la fois plus logique et plus élastique que celui qui est en usage dans la majorité des pays à l'heure actuelle. Si les vues du professeur Roorbach offrent de multiples avantages dans l'hypothèse où le statisticien, s'occupant de statistique commerciale, serait complètement libre dans son travail, il n'en est pas moins vrai que, dans les circonstances présentes, l'idéal visé par le professeur Roorbach est inaccessible, car, en fait, les statistiques commerciales dépendent directement de la politique fiscale et la nomenclature commerciale dépend de la nomenclature des tarifs. Les seuls pays où existe une exception à cette règle générale sont, à notre connaissance, la Hollande et la Bulgarie. Nous estimons que les nombreuses discussions internationales qui ont eu lieu sur la question de la nomenclature des tarifs durant ces dernières années, prouvent indubitablement qu'une réforme aussi radicale que celle proposée par le professeur Roorbach n'est pas réalisable à présent. D'autre

part, nous croyons qu'il serait hautement regrettable de ne point profiter de l'accord auquel on a finalement abouti en 1913, après tant d'années de travail et d'efforts.

34. Il n'est pas besoin de faire ressortir que l'adoption des mêmes divisions de classement par les principales nations commerciales est un progrès d'une grande importance. Dorénavant, on pourra, d'après des bases adoptées de commun accord, comparer entre elles les importations et les exportations de plusieurs pays en ce qui concerne les produits fabriqués, les aliments et les boissons, l'or et l'argent non ouvrés et le numéraire, etc. Il sera enfin possible de tirer des conclusions, plus solides qu'auparavant, des données si suggestives de la statistique commerciale. Mais la classification présentée à la Conférence internationale de statistique commerciale, en 1910 et en 1913, est-elle absolument à l'abri de tout reproche? Ses auteurs mêmes ne l'ont pas prétendu et, dès lors, nous sommes à l'aise pour l'examiner au point de vue critique. Remarquons tout d'abord que la classification adoptée n'est pas une forme absolument nouvelle du classement statistique. Nous en retrouverons les éléments dans la plupart des statistiques publiées par les grandes nations commerciales. Ainsi, presque partout, les objets d'alimentation formaient un groupe spécial, comprenant assez souvent, il est vrai, les animaux vivants, mais dans d'autres statistiques ceux-ci formaient un groupe à part : on a suivi, dans la classification-type, ce dernier exemple. Presque partout également, on avait mis à part les produits fabriqués : le désir de trouver dans la statistique commerciale un indice de la situation de l'industrie en même temps que d'y vérifier l'effet des mesures de protection douanière, a fait adopter, d'une manière générale ce classement. Ce partage des marchandises en cinq grands groupes fut donc imposé par l'usage : la conférence s'est pour ainsi dire bornée à l'adopter et à lui donner un état civil régulier.

La première observation est d'ordre général. La classification en cinq grands groupes ne peut prétendre à une plus grande précision que les divisions secondaires dont elle se compose. Chaque groupe est formé d'un nombre déterminé de rubriques; si ces rubriques sont entachées de quelque erreur, on en trouvera des traces dans la grande division aussi bien que dans les parties dont elle se compose. Les erreurs, dit-on, se compensent. Nous savons dans quel sens il est juste de dire que les erreurs se compensent, n'oublions pas qu'elles s'additionnent aussi. Les métaux précieux, faciles à dissimuler, n'ont pas intérêt à voir attirer sur eux l'attention des voleurs internationaux; ils préfèrent circuler incognito, en dissimulant sous une étiquette modeste, leurs qualités si universellement prisées. Ce n'est pas parce qu'ils forment un groupe spécial que nous les apercevrons plus facilement ni que nous pourrons les compter d'une manière plus exacte : nous savons d'avance que chaque rubrique de la statistique commerciale qui les concerne est sujette à erreur et que cette erreur est négative, donc le groupe présente une somme des erreurs négatives où il n'y a pas lieu à compensation.

35. Une seconde remarque critique présente plus d'importance, car elle est moins généralement perçue : on s'en tient d'habitude aux intitulés des groupes sans trop analyser ce qu'ils contiennent. Or, cet examen révèle qu'il existe dans la nomenclature un principe de contradiction.

Il n'est pas douteux qu'en classant un certain nombre de produits sous la dénomination : « objets fabriqués », on n'ait entendu les classer d'après leur *nature*, en considérant toute marchandise qui, parvenue au terme de son évolution manufacturière, est propre à être mise en consommation sans devoir subir un complément de main-d'œuvre ou une transformation.

Par ailleurs, d'autres marchandises sont groupées

d'après *leur destination*, comme celles qui forment le groupe III : matières brutes ou simplement préparées. Ce groupe embrasse l'ensemble des produits qui sont destinés à subir des manipulations ultérieures, qui ne sont pas encore parfaits et doivent être livrés à l'industrie pour servir de matières premières et être transformés en objets propres à la consommation.

On se demande, par contre, à quel principe de classification répond le groupe II : boissons et objets d'alimentation. La plupart des marchandises comprises dans ce groupe sont des « objets fabriqués » dont la place se trouvait indiquée au groupe IV, quitte à subdiviser celui-ci. Il en est ainsi des vins, bières, boissons spiritueuses, sucres, cacaos, pâtes alimentaires et autres produits de la meunerie, etc. Si le groupe II ne comprenait que des objets fabriqués, l'inconvénient serait mince, on n'aurait qu'à réunir ces chiffres à ceux du groupe IV, mais il n'en est pas de la sorte. Nous trouvons sous le numéro II des divisions ou rubriques fort importantes, composées uniquement de produits bruts. Si l'on considère la nature de ces différentes marchandises, il apparaît clairement qu'il serait préférable de les diviser en deux groupes selon qu'elles sont prêtes pour la consommation ou qu'elles doivent encore subir des préparations industrielles. Or, le classement par nature existe au groupe IV et il paraît peu logique de confondre dans un groupe unique les produits bruts et manufacturés. La conséquence de ce classement défectueux se remarque dans les déductions et comparaisons que l'on établit à l'aide des chiffres du commerce international en se basant sur les grands groupes dont il est question ici. Une des comparaisons les plus fréquentes est celle qui se fait entre le chiffre des exportations et importations de produits bruts et de produits manufacturés. Comme souvent l'on oublie que beaucoup d'objets d'alimentation sont en réalité des objets manufacturés — car de quel droit exclurait-on les industries alimentaires de l'ensemble de l'indus-

trie? — on fausse la comparaison par l'omission d'une partie de l'un des termes. La distinction entre les produits achevés et les produits bruts n'est pas possible à établir à l'intérieur du groupe II, car la même rubrique réunit les chiffres relatifs aux produits bruts comme aux produits manufacturés. Cette source d'erreurs eût pu être facilement évitée, sans même modifier l'ordre ni le nombre des groupes.

36. Notons enfin, pour terminer, que la signification du groupe I est tout aussi indécise. Les animaux vivants importés peuvent être destinés à renouveler ou à améliorer le cheptel national; ils peuvent aussi l'être pour les besoins de la consommation; la destination de semblables importations est donc incertaine. Sa nature reste complexe, même quand on a déterminé — si l'on sait — dans quel but l'importation est faite. Car un bœuf ne fournit pas seulement de la viande : de sa peau on fait du cuir, de sa graisse on fabrique l'acide stéarique des bougies et de ses cornes on confectionne des boutons et cent objets divers. Le groupe I ne répond donc à aucun des critères de nature ou de destination adoptés pour d'autres groupes.

Le nombre de rubriques de la nomenclature soulève aussi des difficultés spéciales. Comme il est certain que toutes les marchandises ne peuvent être énumérées à l'aide d'un nombre aussi restreint de rubriques (186), il a été créé des rubriques d'exclusion comprenant les autres produits non spécialement visés à la nomenclature.

Dès à présent, on peut prévoir que les difficultés les plus malaisées à résoudre viendront de ces rubriques d'exclusion. A la Conférence de 1913, le Gouvernement français avait déjà fait ressortir l'inconvénient qu'il y avait à grouper, sous une dénomination on ne peut plus vague, des articles qui, pour certains gouvernements, pouvaient présenter une réelle importance. Et, à l'appui de son observation, il citait la broserie, les boutons, la bimbeloterie, les

fleurs artificielles, les articles de Paris qui, d'après le projet, auraient été confondus sous la dénomination « autres produits fabriqués ». On a répondu que les gouvernements étrangers pouvaient ajouter des notes décomposant le chiffre global mentionné dans les rubriques d'exception. Ceci est opposé à la technique statistique; ce serait créer de véritables tableaux en note en dehors des cadres. On a répondu encore qu'il suffira de donner des instructions au service des douanes pour qu'après la première année les lacunes soient réduites de beaucoup. Mais cela n'est possible qu'à la condition de modifier et d'étendre la nomenclature, chose difficile quand il s'agit d'un type arrêté du consentement d'une trentaine de contractants. Il vaut mieux ne pas voir les choses trop en noir et rendre hommage à la Belgique, qui a pris cette initiative. Sans doute, les résultats seront loin d'être parfaits dès l'abord.

Dans les documents soumis à la Conférence internationale de 1913, se trouve un essai d'application de la nomenclature commune à la statistique douanière belge pour 1912. Si l'on additionne les valeurs portées aux rubriques d'exclusion, on trouve qu'elles représentent les proportions ci-après :

	Importations	Exportations
	—	—
	Pour cent.	Pour cent.
I. Animaux vivants	4.33	5.57
II. Objets d'alimentation et boissons.	14.91	28.45
III. Matières brutes ou simplement préparées	36.72	44.16
IV. Produits fabriqués	64.30	60.52

La part des rubriques d'exclusion est évidemment trop importante dans les groupes III et IV. La première tâche du Bureau international devrait consister dans l'étude d'un projet tendant à la réduire, en tenant compte des statistiques internationales déjà publiées en conformité avec la Convention de 1913.

V. — Des poids et quantités.

37. En classant les marchandises d'après les rubriques d'une nomenclature plus ou moins complète ou plus ou moins étendue, la statistique commerciale accomplit la fonction première du relevé : reconnaître la nature des phénomènes. Il lui reste à remplir la seconde partie de sa mission : déterminer la grandeur des faits observés. Ceci peut se faire de deux façons : d'une part, la statistique commerciale cherche à évaluer les échanges internationaux, à fixer la valeur des marchandises faisant l'objet de ce trafic entre nations; et c'est ce qu'elle fait en observant des règles spéciales que nous exposerons dans la suite de ce travail. D'autre part, elle peut dénombrer, énumérer les marchandises qui franchissent les frontières, soit en les comptant, soit en les mesurant, soit en les pesant. Telle est la fonction de la statistique commerciale que nous analysons sous ce paragraphe au mode de relevé des « poids et quantités ».

38. Avant d'exposer les méthodes suivies dans divers pays il n'est pas inutile de nous livrer à une critique générale de cette partie de la méthode statistique.

Les statistiques commerciales embrassent une variété infinie d'articles qui composent le commerce international. De la masse de ces marchandises innombrables dont la variété est telle qu'elle répond aux besoins d'une civilisation de plus en plus compliquée; dont la quantité est si grande qu'elle alimente un commerce maritime d'une étendue et d'une capacité telles que le monde n'en a jamais connu; de la masse de ces produits, la statistique fait un tout qu'elle nous présente en concluant qu'autant de millions de tonnes de marchandises sont entrées dans le pays ou en sont sorties. Mais une tonne du produit A n'est pas, sous le rapport des choses économiques, l'exact équivalent d'une tonne du

produit B. Si nous importons une tonne de charbon de plus, nous ne compensons pas par là une diminution d'une tonne de produits manufacturés, comme des tissus, des meubles, des objets d'art. Notre commerce international pourrait très bien être resté au même niveau sous le rapport du tonnage et avoir radicalement changé d'aspect au point de vue de sa composition. Ceci nous montre combien le calcul des valeurs constitue une partie essentielle de la statistique commerciale, bien que le contraire ait été soutenu; et cette constatation souligne une fois de plus le caractère purement illusoire des totalisations portant sur un grand nombre de choses nécessairement peu homogènes. Nous en revenons à la règle déjà exposée à propos de la nomenclature : on s'expose à peu de chances d'erreur si l'on restreint les comparaisons à un groupe unique, parfaitement défini; on les augmente d'une façon désastreuse si on étend outre mesure le terrain sur lequel elles portent. Les quantités importées ou exportées de charbon, de minerais, de lingots d'acier sont parfaitement comparables entre elles d'année en année; le tonnage total de toutes les marchandises réunies n'offre aucune sûreté pour apprécier d'une époque à une autre la situation commerciale d'un pays déterminé.

Le total des quantités échangées renferme une autre cause d'erreurs. Certaines marchandises se comptent, d'autres se mesurent par unité de volume, d'autres enfin — ce sont les plus nombreuses — se pèsent. Or, pour arriver à une totalisation, le choix d'une mesure commune s'impose. Il était naturel qu'on choisit le *poids* pour cette fonction; les statistiques commerciales ont ainsi fait et leur décision a été consacrée par les congrès internationaux, comme par la Conférence internationale de statistique commerciale réunie à Bruxelles en 1910-1913. Cette solution, qui paraît simple ne l'est pas autant qu'elle le semble à première vue: que par une table quelconque de réduction on exprime en kilogrammes le nombre de litres d'huile, de bière ou de vin importés ou exportés, cela n'a rien qui puisse nous

surprendre, mais nous restons plus sceptiques à l'égard d'une méthode qui convertit en kilogrammes les pianos, les meubles, les instruments de musique; ce n'est généralement pas le poids qui fait la valeur de ces objets, bien au contraire. A-t-on exprimé quelque chose de précis, qui parle à l'intelligence, quand on nous a informés que l'Allemagne a importé en Belgique (commerce général), en 1911, 291,139 kilogrammes d'instruments et appareils scientifiques, alors que la France, la même année, en a importé 181,960 kilogrammes? La dénomination employée par la nomenclature est vague, la mesure adoptée pour marquer l'importance du commerce l'est plus encore. Ces quantités, cependant, s'additionnent avec d'autres qui ont une toute autre portée. Inutile, semble-t-il, d'insister davantage sur une question d'une telle évidence.

39. Ces remarques ne doivent pas faire sous-évaluer cependant l'importance de la notation, par la statistique commerciale, des poids et des quantités. La théorie est d'accord avec la pratique pour reconnaître à cette méthode les avantages suivants :

1° De tous les éléments de comparaison, le plus *stable* est le poids ou la quantité. La valeur de la marchandise n'a pas cette fixité, car du lieu d'exportation à l'endroit d'importation, les frais de transport et d'assurance viennent s'ajouter au prix primitivement indiqué. Cela seul suffirait à établir des discordances entre les statistiques commerciales des deux pays : cela explique aussi, en partie, que la balance des importations et des exportations indique presque fatalement un excédent pour les importations. Les économistes qui, autrefois, défendirent l'idée de la balance du commerce, n'y avaient pas réfléchi, pas plus qu'ils n'avaient vu qu'un pays tire de l'étranger des revenus qui viennent s'ajouter aux ressources procurées par l'exportation;

2° La notation par quantités ou poids est l'une des plus sûres qui existent : les mesures de nombre ou de poids sont les mêmes partout ou sont facilement réductibles; au contraire, le mode de calcul des valeurs est fort différent d'un pays à l'autre;

3° En se bornant à considérer les valeurs seules, on s'expose à des erreurs d'appréciation, car les prix baissent et montent fréquemment. Pour une même quantité échangée, on peut donc enregistrer des valeurs diverses. Nous touchons ici un des points les plus délicats de la statistique commerciale : celui de savoir quelle est au juste l'influence exercée par les variations des prix. Nous l'examinerons plus loin. Pour l'instant, nous nous bornerons à faire remarquer de quel secours la mention des poids et des quantités peut être dans cette recherche.

40. Soit, par exemple, une comparaison entre le commerce de la Belgique et de l'Allemagne, durant une période de cinq années, 1901-1905 :

Exportation. — Commerce spécial.

ANNÉES	BELGIQUE		ALLEMAGNE	
	POIDS	VALEURS	POIDS	VALEURS
	(milliers de tonnes)	(millions de francs)	(milliers de tonnes)	(millions de francs)
1901	14,352	1,828	32,362	4,512
1902	14,855	1,725	35,029	4,812
1903	15,260	2,110	38,280	5,130
1904	15,711	2,183	38,855	5,315
1905	15,638	2,333	40,566	5,841

En ramenant à 100 tous les chiffres sur la base de l'année 1901, nous avons :

ANNÉES	BELGIQUE		ALLEMAGNE	
	POIDS	VALEURS	POIDS	VALEURS
1901	100	100	100	100
1902	103	105	108	107
1903	106	115	118	114
1904	109	119	120	118
1905	108	127	122	129

A comparer entre eux les chiffres se rapportant aux valeurs seules, on devrait conclure que les exportations des deux pays se sont développées d'égale façon; mais si, au lieu de se borner à cet examen, on porte aussi son attention sur le poids des marchandises, on doit conclure que le volume du commerce international (exportations) a augmenté bien plus en Allemagne qu'en Belgique. La solution de ce problème comporte des recherches plus approfondies, mais la simple comparaison des poids et des valeurs est de nature à nous mettre sur la voie.

41. Tenir note exactement des quantités de marchandises qui passent par les bureaux douaniers, semble une opération très simple et qui devrait donner lieu à peu d'erreurs. Il n'en est rien cependant, et cet exemple montre une fois de plus avec quelle circonspection il faut lire les statistiques commerciales. Le douanier qui doit observer, d'après les instructions de l'administration, le mouvement des marchandises, n'est pas un statisticien; il a la préoccupation légitime d'assurer avant tout l'exacte perception des droits, le reste ne présente à ses yeux qu'une importance secondaire. D'un autre côté, il est en relation avec le monde des affaires qui le harcèle, le presse d'éviter toutes les pertes de temps qui pourraient porter préjudice au commerce. De là à la tendance générale de se montrer de composition facile il n'y a pas loin... et la statistique n'a qu'à s'en tirer comme elle le pourra. Il faut distinguer entre les marchandises soumises à des droits d'entrée et celles qui sont libres à l'entrée; il y a lieu aussi d'établir une distinction entre les marchandises importées et les marchandises exportées.

Lorsque les droits d'entrée sont des droits spécifiques, c'est-à-dire des droits perçus d'après la quantité (nombre, mesure, capacité ou poids) de marchandises introduites, les indications fournies par l'importateur sont en général exactes; dans le cas contraire, il y aurait une tentative de fraude, qui se trouverait immédiatement réprimée.

Dans ce cas, le relevé des poids effectué par la douane peut être considéré comme exact, sauf erreur matérielle due au hasard et réserve faite sur le caractère parfois arbitraire de la transformation dans les états statistiques en unités de poids de certaines autres unités de mesure. La tendance est à la généralisation des droits spécifiques.

S'il s'agit de droits *ad valorem*, le contrôle du poids est inutile au point de vue douanier, mais la vérification des déclarations en douane est toujours plus sévère pour les marchandises taxées que pour les marchandises libres. Cette catégorie de produits occuperait donc le second rang dans l'échelle de précision.

Pour les marchandises libres à l'entrée, on se borne souvent à acter les déclarations des importateurs : il semble que dans beaucoup de pays on ne modifie les chiffres portés aux déclarations que lorsque l'erreur ou la négligence sont manifestes.

Ce qui précède vise uniquement l'importation. En cas d'exportation, l'intérêt fiscal est nul depuis l'abolition presque générale des droits de sortie. Il en résulte que le contrôle est pour ainsi dire inexistant.

On voit donc par ce qui précède que le degré de sûreté de l'indication des poids des marchandises n'est pas le même dans tous les cas. Ce degré est à son maximum dans le cas d'importation de produits soumis à des taxes spécifiques; il est moindre dans le cas de marchandises taxées *ad valorem*; il est encore inférieur si les importations sont libres de droits; il est réduit au minimum en ce qui concerne les exportations. Nouvel exemple des distinctions nombreuses qu'il y a lieu de faire entre les diverses données de la statistique commerciale et de l'erreur qu'on commettrait à vouloir les envisager en bloc et à porter sur elles un jugement d'ensemble.

42. La manière dont les poids sont comptés n'est pas identique partout, ni pour toutes les marchandises faisant

l'objet du trafic international. On distingue : 1° le poids brut; 2° le poids net; 3° le poids avec tare.

On trouve en général des indications à cet égard dans les publications statistiques relatives au commerce extérieur ou dans les instructions concernant la matière. Ci-après, nous citons quelques exemples des règles suivies dans quelques pays.

43. *Allemagne*. — Pendant longtemps, jusqu'en 1880, les importations et exportations ne furent relevées que sous le rapport du poids et de la quantité. Depuis lors, on relève la valeur d'après des règles que nous examinerons plus loin. Actuellement c'est le poids net qui se trouve indiqué dans les statistiques commerciales, sauf pour les marchandises qui n'ont à acquitter qu'un droit de douane inférieur à 6 marks et pour quelques produits spécialement désignés. Des tares spéciales sont calculées pour certains liquides transportés en citernes, mais les récipients qui contiennent les vins, bières, vinaigre, huile, etc., sont comptés dans le poids net. D'une manière générale, le tarif des douanes indique sur quelle base les droits sont appliqués et la statistique commerciale ne fait que suivre ces indications.

44. *Autriche*. — Les marchandises importées sont portées au poids net, en général; au poids brut seulement pour les marchandises exemptes de droits ou taxés à 7 1/2 couronnes au plus par 100 kilogrammes. Sont également indiquées d'après leur poids brut les marchandises soumises à des taxes douanières établies sur cette base.

45. *Belgique*. — En principe, les marchandises sont relevées d'après le poids net déclaré; mais lorsque la déclaration n'accuse que le poids brut, il est fait déduction de tares légales ou officielles pour établir le poids net. Ces tares sont fixées par l'Administration, à moins qu'elles n'aient été déterminées par le tarif des douanes lui-même.

46. *France*. — Les instructions concernant l'établissement des relevés statistiques des douanes nous font connaître qu'à l'importation le dépouillement des marchandises s'opère en conformité des indications contenues dans le tableau des droits quant à l'unité d'après laquelle la perception est effectuée, soit, en règle générale, au poids brut, pour les marchandises exemptes, pour celles tarifées à 30 francs et au-dessous par 100 kilogrammes; et au poids net pour les marchandises taxées à plus de 30 francs par 100 kilogrammes, ainsi que pour certaines marchandises nommément désignées. Ces règles s'appliquent au commerce général et spécial. Les marchandises destinées au transit sont généralement déclarées au poids brut; le dépouillement se fait sur cette base, mais est ensuite révisé et modifié au moyen de l'application des tares légales. A l'exportation, les marchandises doivent être dépouillées, tant au commerce général qu'au commerce spécial, d'après le poids brut, l'Administration se réservant de déterminer elle-même le poids net à l'aide des tares fixées par la Commission des valeurs, lorsque cette donnée doit trouver place dans ses publications.

47. *Grande-Bretagne*. — Le poids des marchandises représente leur poids net, à l'exclusion de tout emballage, caisses, bouteilles, etc. Les liquides sont en général enregistrés au moyen des unités de volume; quelques marchandises sont comptées, d'autres sont mesurées. Les poids et mesures adoptés sont ceux usités en Angleterre : la livre anglaise (453 gr. 58), le quintal « hundredweight » (50 kgr. 800 gr.), la tonne anglaise (1,016 kilogr.); le gallon (4 1/2 litres); le yard carré (0^m2 83), etc.

48. *Italie*. — D'après le décret royal du 28 juin 1921, le poids des marchandises qui est indiqué dans les déclara-

tions statistiques doit être, dans tous les cas, le poids effectif des marchandises elles-mêmes, c'est-à-dire le poids net réel.

On tiendra compte de la tare et aussi du poids des emballages immédiats, au lieu du poids net réel, quand la tare et le poids des emballages doivent être déterminés pour la fixation des droits de douane.

49. Que conclure après cette énumération des règles suivies par quelques grandes nations commerciales, sinon que nous sommes loin encore d'une unification si souvent souhaitée et que retarde pour longtemps encore la variété des systèmes douaniers? Les comparaisons internationales même dans ce domaine si étroitement limité, sont périlleuses à établir...

Les difficultés auxquelles donnent lieu les réglementations diverses sur les poids et les quantités sont de deux ordres : les premières prennent naissance dans le fait que pour une *même catégorie* de marchandises, les statistiques n'enregistrent point leur poids d'après des règles identiques; tandis que certaines douanes prescrivent d'annoter le poids brut, d'autres exigent le poids net. Cette divergence est le fait des législations douanières, et il semble bien difficile d'y remédier. Par ailleurs, ses inconvénients sont d'assez minime importance, et même n'en présenteraient presque aucune si les difficultés du second ordre que nous allons envisager se trouvaient résolues.

Pour cela, il serait nécessaire de se mettre d'accord sur les termes poids brut, poids net réel, poids net légal.

50. Le poids brut est le poids de la marchandise, contenu et contenant, c'est-à-dire, comme l'ont défini les second et

troisième Congrès de la législation douanière (1), le poids cumulé du contenu et de toutes enveloppes, tant extérieures qu'intérieures. Cette définition pourrait être acceptée assez facilement, mais, en outre de certaines divergences dans les textes, il faut encore tenir compte des interprétations différentes résultant de la pratique. Le commerce s'ingénie à diminuer autant que possible le poids des enveloppes garantissant les marchandises taxées au brut. Il arrive même à les supprimer tout à fait en important dans des wagons-réservoirs les liquides taxés au brut, parce que présentés d'habitude en futailles ou barils. D'autres exceptions résultent du fait de la taxation séparée de certains emballages, de l'introduction de marchandises en vrac, etc., si bien que si simple qu'elle paraisse, la notion du poids brut est loin d'être uniforme.

51. Mais c'est surtout à propos du poids net que les acceptions différentes des termes se multiplient.

Les différences essentielles qui se remarquent entre les diverses réglementations douanières peuvent se résumer comme suit : le poids net réel, en France et dans d'autres pays, parmi lesquels la Belgique et l'Espagne, est le poids de la marchandise dépouillée de tous les emballages extérieurs et intérieurs; le poids net légal est le poids brut diminué de la tare légale, déterminée par des règlements en tenant compte du mode d'emballage et de la nature de la marchandise. On distingue encore le poids demi-brut, qui est celui de la marchandise avec ses emballages intérieurs.

Dans d'autres pays, le poids net réel des liquides se calcule sans déduction pour le poids des fûts, bouteilles ou cru-

(1) Troisième Congrès de la réglementation douanière, rapport de M. L.-J. Magnan sur la question: « Convient-il de poursuivre la conclusion d'un accord international tendant à adopter une définition uniforme du poids brut et du poids net pour l'application des droits de douane? » (*Revue internationale du Commerce, de l'Industrie et de la Banque*, p. 29, mars-juin 1921. — Paris,

chons ; on ne déduit pas non plus du poids brut, pour arriver à la détermination du poids net réel, les mêmes emballages intérieurs servant à protéger la marchandise. Cette façon de procéder est celle de l'Allemagne.

La Suisse taxe uniformément au poids brut et au poids demi-brut, ce dernier est considéré comme étant le poids net.

La généralisation des tares légales, très variées de manière à s'appliquer au plus grand nombre possible de produits, serait, d'après les spécialistes, un moyen de réaliser l'uniformité dans les définitions.

52. Le troisième Congrès de la réglementation douanière, examinant le problème dont il s'agit, a adopté les définitions ci-après et a indiqué les principes d'après lesquels devrait être réglé le poids net légal.

Voici les définitions admises par le Congrès :

Poids brut. — On entend par poids brut le poids du contenu, c'est-à-dire le poids cumulé du contenu et de toutes enveloppes tant extérieures qu'intérieures.

Poids net. — On entend par poids net réel le poids de la marchandise dépouillée de tous ses emballages extérieurs et intérieurs.

Poids net légal. — Poids obtenu en déduisant du poids brut, tel qu'il est défini ci-dessus, la tare dite légale.

Toutefois, sont compris dans le poids net les emballages intérieurs, récipients immédiats, et tous objets formant le conditionnement intérieur des colis lorsqu'il s'agit de marchandises préparées spécialement en vue de la vente au détail, pourvues d'un conditionnement ou emballage intérieur dont la vérification et le pesage sont de nature à compliquer les opérations ou susceptibles d'être altérées ou détériorées par les manipulations.

En pareil cas, le poids net résulte, soit de la déduction

pure et simple de la tare légale, soit de la pesée effective de la marchandise avec son conditionnement intérieur.

53. L'importance de cette unification des termes : poids brut, poids net réel, poids net légal, intéresse plus le douanier que le statisticien. La diversité des définitions nuit au commerce, en ce sens qu'elle le laisse dans l'incertitude à l'égard de l'incidence des droits de douane; la complication des opérations de vérification gêne le douanier et met obstacle au dédouanement rapide des marchandises. Au contraire, l'économiste, dans son travail, nous paraît moins intéressé que le douanier à l'unification de la terminologie, si désirable que celle-ci soit en elle-même. Les différences pouvant résulter des façons diverses d'évaluer le poids brut ou le poids net apparaissent de faible grandeur, comparées au tonnage énorme des grandes nations commerciales, à l'importation et à l'exportation. Que les petits emballages intérieurs soient ou non compris dans le poids net, ce point peut paraître secondaire en comparaison du tonnage total.

VI. — Des valeurs.

54. Ce n'est pas méconnaître l'importance du relevé des quantités ou du poids des marchandises comprises dans le commerce international que d'affirmer qu'il serait, à lui seul, tout à fait insuffisant à nous donner une idée exacte des transactions qui s'opèrent entre pays. Certes, les quantités importées ou exportées d'un produit désigné pourront, d'année en année, être utilement comparées entre elles. Mais il y a une infinité de marchandises échangées; l'économie de chaque nation progressive a pour caractéristique la complication de ses besoins et la multiplicité de ses échanges. Le besoin de recourir à une commune mesure s'impose donc et le terme de comparaison est la valeur.

La statistique commerciale porte en regard de chaque article la valeur des importations et des exportations : additionnées les unes aux autres, ces données partielles forment le chiffre auquel s'élève le total du commerce extérieur du pays. Comment connaît-on la valeur ou le prix de chaque article ? Comment en détermine-t-on les variations ? Quelles sont les remarques de critique statistique qui s'imposent à propos de ces procédés de recherche ? Telles sont les principales questions que nous examinerons dans les pages qui suivent.

55. Les méthodes en vigueur pour la fixation des valeurs dans le commerce international se ramènent à deux types nettement différenciés. Ce sont : le système des déclarations de valeur et le système des valeurs officielles. Le premier peut se subdiviser en deux groupes :

1° Le type anglais. — Depuis 1820, l'exportateur doit déclarer lui-même la valeur des marchandises ; depuis 1870, l'importateur est soumis à la même obligation ;

2° Le type américain. — Ce système se base également sur les déclarations des importateurs et des exportateurs, mais il se distingue du type anglais par des points d'organisation qui seront examinés plus loin avec quelque détail.

Le second système est celui des valeurs officielles : la valeur de chaque espèce de marchandise est arbitrée généralement par une commission gouvernementale, et cette valeur est appliquée aux quantités de marchandises importées et exportées. On peut également y reconnaître deux divisions selon que la détermination de ces valeurs est soumise à une revision annuelle ou tout au moins périodique, — ou que les valeurs admises une fois pour toutes sont maintenues sans changement.

56. Le système américain présente les caractéristiques ci-après : la valeur des marchandises libres, de même que

de celles soumises à des droits spécifiques ou *ad valorem* doit être déclarée par l'importateur. La valeur déclarée doit être la valeur actuelle sur le marché aux prix de gros de cette marchandise, achetée ou vendue en quantité habituelle du commerce de gros, au moment de l'exportation aux Etats-Unis, valeur calculée sur les principaux marchés du pays d'où la marchandise est importée et dans les conditions où cette marchandise a été achetée et vendue pour l'exportation vers les Etats-Unis ou consignée aux Etats-Unis au moment de la vente. Cette valeur comprend le coût de tous les cartons, boîtes, sacs et emballages de toute espèce, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires pour placer la marchandise dans les conditions voulues pour être embarquée vers les Etats-Unis.

A l'exportation, la valeur doit être également déclarée, mais en distinguant les produits nationaux exportés et les marchandises étrangères libres de droits ou ayant acquitté les droits.

Les marchandises américaines doivent être évaluées au coût actuel ou à la valeur qu'elles peuvent véritablement valoir dans le port des Etats-Unis où elles sont embarquées, et ce au moment de leur exportation, le fret et autres dépenses exclus.

Les marchandises étrangères sont portées à la valeur qu'elles avaient au moment de leur importation aux Etats-Unis.

Aucune exportation ne peut être faite sans qu'il en ait été dressé un manifeste spécifiant l'espèce, la quantité et la valeur de chaque catégorie de marchandise. Ce document doit être accompagné d'une déclaration portant qu'il est la description complète, exacte et sincère de tous les articles dont il s'agit. Aucun bateau ne peut quitter le port, aucun wagon ne peut franchir la frontière des Etats-Unis, si ce manifeste n'est remis au fonctionnaire compétent. Pour les transports maritimes, chaque infraction peut être punie d'une amende de 500 dollars.

Les percepteurs des droits doivent se livrer à un examen préliminaire de tous les manifestes de marchandises, et s'ils les trouvent incorrects ou incomplets sur quelque point, ils doivent en requérir rectification avant de délivrer leur acquit.

Le système américain se distingue particulièrement par la précision des mesures prises en vue d'assurer la sincérité des déclarations de valeur faites pour l'entrée aux Etats-Unis.

Aucune marchandise importée, d'une valeur supérieure à 100 dollars, sauf les effets personnels des voyageurs, n'est admise aux Etats-Unis sans la production d'une facture dûment établie et certifiée suivant la loi.

Toute facture doit, avant l'embarquement de la marchandise pour les Etats-Unis, être présentée en triple et en quadruple exemplaire, selon le cas, au consul ou agent consulaire de l'Union du district consulaire dans lequel la marchandise a été manufacturée ou achetée. Il est prescrit de libeller au dos de ce titre une déclaration, signée de l'acheteur, du fabricant, du propriétaire ou de leur représentant, établissant que la facture est exacte et véridique en tous points et a été dressée dans la localité d'où la marchandise est expédiée aux Etats-Unis : que la facture donne — si la marchandise provient d'un achat — une mention exacte et complète de l'époque à laquelle elle a été achetée, du lieu de l'achat, de la personne qui a vendu, du coût réel de la marchandise et de tous les frais qui la grèvent. De plus, cette déclaration doit porter que la facture ne contient point d'escomptes, primes ou « drawbaks » autres que ceux qui ont été réellement consentis (1).

Le prix indiqué est le prix courant ou prix de gros coté à l'époque de l'exportation vers les Etats-Unis, sur les principaux marchés du pays de provenance.

(1) D'après l'analyse de M. Bolley, dans le *Bulletin du Congrès international du Commerce et de l'Industrie*, Paris, 1900.

Le prix ne comprend pas le fret ni l'assurance (1).

(1) Nous reproduisons, ci-après, le texte original du certificat consulaire et de la déclaration de l'acheteur.

Le verso de la déclaration porte les indications suivantes que nous reproduisons textuellement :

FORM. N^o 140.

CONSULAR CERTIFICATE.

I, The undersigned
if the United States, do hereby certify
that, on this, day of
. A. D. 1900
the invoice described in the endorse-
ment thereof was produced to me by
the signer of the annexed declaration.

I do further certify that, I am satisfied that the person making the declaration hereto annexed is the person represents himself to be, and that the actual market value or wholesale price of the merchandise described in the said invoice in the principal markets of the country at the time of exportation is correct and true, excepting as noted by me upon said invoice or respecting which I shall make special communication to the proper authorities, I, fur ther certify

This image shows a full page of dot grid paper. The background is a light beige or cream color. Overlaid on this background is a precise grid of small, dark brown dots. The dots are arranged in straight horizontal and vertical rows, creating a series of small squares across the entire page. There are no margins, text, or other markings present.

Witness my hand and seal of Office
the day and year aforesaid.

Received 13 frs. equal to \$ 2.50 U.
S. gold of the United States.

FORM N° 138.

DECLARATION OF PURCHASER OR
SELLER OR DULY AUTHORIZED
AGENT OF EITHER.

I. The undersigned, do solemnly and truly declare that I am the . . . of the merchandise in the within invoice mentioned and described that the said invoice is, in all respects, correct and true, and was made at. . . whence said merchandise is to be expored to the United States, that said invoice contains a true and full statement of the time when, the place where, and the person from whom the same was purchased, and the actual cost thereof, price actually paid or to be paid therefore and all charges, thereon: and that no discounts, bounties, or drawbacks, are contained in said invoice but such as have been actually all wed thereon; that no different invoice of the merchandise mentioned in said invoice has been or will be furnished to any one and that the currency in which said invoice is made out in that which was actually paid or is to be paid for said merchandise. I further declare

.....

I further declare that it is intended to make entry of said merchandise at the port of . . . in the United States of America.

Dated at this
 . . . day of 190 . . .

En dehors de la facture, il est encore exigé une seconde pièce lorsqu'il s'agit de marchandises taxées à la valeur, mais les détails dans lesquels nous sommes entrés doivent suffire à convaincre chacun de la sévérité des prescriptions douanières en ce qui concerne la déclaration de la valeur des produits importés et exportés, et nous pouvons nous borner aux renseignements ci-dessus. Ils suffisent amplement à caractériser le système américain au point de vue statistique.

57. Le système anglais actuel est basé sur les déclarations des exportateurs ou de leurs agents quand il s'agit de marchandises expédiées d'Angleterre; par les importateurs, ou leurs agents, quand les produits sont destinés à la Grande-Bretagne. Dans ce dernier cas, une formule de déclaration doit être laissée entre les mains des agents de la douane, qui procèdent à une vérification sommaire s'il s'agit de marchandises libres de droits, et à un examen approfondi quand les produits importés sont soumis à des droits d'entrée. Les marchandises en transit sont traitées de la même façon que celles importées, au port d'arrivée et que celles exportées, au port d'embarquement. Les formulaires employés comprennent des colonnes avec des indications qui doivent être complétées. Un examen critique des valeurs déclarées par les importateurs est prévu : si des erreurs de chiffres sont évidentes, ou si certaines données s'éloignent absolument trop de la normale, des renseignements complémentaires sont réclamés.

La méthode qui vient d'être décrite n'a pas subi de modifications ni pendant, ni après la guerre, tandis que la plupart des autres nations européennes ont apporté à leur façon d'établir leurs valeurs commerciales des changements d'une nature radicale.

Il en résulte que la Grande-Bretagne est, à présent, l'un des rares pays dont les statistiques commerciales peuvent être consultées avec sécurité, si l'on veut comparer entre

elles des séries se rapportant à une suite étendue d'années, exception faite des années 1914 à 1918, dont les publications ne contiennent pas de renseignements relatifs aux importations et exportations faites pour le compte du gouvernement.

Ce système donne de bons résultats pour toutes les marchandises qui forment l'ensemble des transactions commerciales. Il offre moins de garanties quand les produits importés sont rares ou précieux, parce que leur valeur est moins bien connue et présente une variété très considérable. Toutefois, il ne paraît pas que le système des valeurs officielles lui soit supérieur, même à ce point de vue unique.

58. Quelques nations ont adopté, pendant un certain temps, un système hybride. La Suisse a admis, jusqu'en 1917, les déclarations à l'exportation, mais appliquait le système des valeurs officielles à l'importation. En Belgique, avant 1919, les marchandises soumises à des droits *ad valorem* avaient leur valeur fixée au moyen de déclarations, tant à l'entrée et à la sortie qu'au transit. Les autres marchandises étaient évaluées au moyen de valeurs officielles. Ce système a pris fin en 1919. La Hollande astreignait les importateurs de marchandises taxées *ad valorem* à des déclarations; ces marchandises étaient peu nombreuses. La valeur de tous les autres produits importés était fixée d'après les valeurs officielles. A l'exportation, les produits chimiques et les drogueries non spécialement dénommées, l'or et l'argent, les tableaux, devaient être évalués et déclarés par les exportateurs. La Hollande a également modifié, à partir de 1917, son système de fixation des valeurs.

La France applique un système mixte, d'ailleurs imposé par les circonstances, en évaluant ses importations d'après les déclarations des importateurs et, pour ne pas retarder les expéditions, en fixant la valeur de ses exportations par les valeurs officielles dont les taux sont arbitrés par la

Commission permanente des valeurs. Mais les taux arbitrés dont il est fait usage à la sortie font l'objet d'une mise au point mensuelle, qui a pour objet de les mettre en harmonie avec les valeurs de la statistique d'importation, en leur donnant le caractère d'actualité que revêtent ces dernières en tant que valeurs déclarées.

En Grèce, la règle générale suivie depuis l'année 1921 est la déclaration de la valeur par les importateurs et exportateurs. Cependant, les marchandises donnant lieu au trafic le plus important sont encore évaluées d'après les valeurs officielles arrêtées chaque trimestre par la Commission centrale permanente pour la fixation des valeurs officielles des marchandises non soumises à la déclaration obligatoire de leur valeur (1).

On peut encore signaler parmi les pays ayant adopté un système hybride l'Allemagne, qui a recours au système de la déclaration pour évaluer les marchandises exportées et une partie de celles importées, tandis que le Conseil de statistique est chargé d'arbitrer la valeur de certaines marchandises à l'importation.

59. Le système des valeurs officielles se caractérise par la fixation, par l'autorité gouvernementale, d'une liste de prix se rapportant à chacune des espèces de marchandises énumérées au tarif douanier et, par conséquent, dans la statistique commerciale. Cette méthode fut en vigueur, durant de longues années, dans un grand nombre de pays européens.

On distingue deux modalités différentes dans la fixation des valeurs officielles :

- A. Les valeurs officielles permanentes;
- B. Les valeurs officielles révisées.

60. Les valeurs officielles permanentes sont des prix arrêtés une fois pour toutes par l'autorité administrative

(1) Ces marchandises sont au nombre de dix-sept.

et qui sont appliqués aux transactions commerciales chaque année, quelles que puissent être les modifications qui se soient remarquées en réalité sur le marché. Plusieurs pays, avant de recourir aux procédés en vigueur aujourd'hui, ont employé le système des valeurs permanentes pour exprimer le volume des transactions commerciales. De deux éléments servant à déterminer les fluctuations de la valeur en matière de trafic international, les quantités échangées et le prix auquel se font les échanges, une seule suit les oscillations des opérations commerciales, l'autre reste perpétuellement au même point. Au fond, bien que les variations du commerce soient exprimées en monnaie, elles n'ont d'autre signification que si elles étaient exprimées en kilogrammes, mètres cubes ou unités de compte.

61. En France, on commença, à la fin du XVIII^e siècle, à insérer dans les tableaux officiels du commerce « la valeur approximative des cargaisons », et le Ministre de la Convention, Roland, dressa en 1792 un tableau estimatif du commerce général de la France dans lequel il utilisa des « prix moyens », mais plus tard, on ne trouva plus dans les relevés du commerce extérieur que l'indication des quantités. Dans la suite, des réclamations s'étant produites, on détermina la valeur des marchandises au moyen d'une enquête et on appliqua ces prix aux « Etats du commerce » de 1820 et de 1821. Pour arriver à une précision plus grande, une enquête spéciale fut ordonnée en 1826 ; les chiffres définitifs furent arrêtés en mars 1827 ; une ordonnance royale décréta que ces valeurs moyennes serviraient seules, à l'avenir, de règle dans l'évaluation en argent des produits et marchandises dont l'importation ou l'exportation est constatée par les soins de l'Administration des douanes. Ce système resta en vigueur jusqu'en 1847.

Les raisons invoquées en faveur de l'établissement des valeurs permanentes sont à relever. On lit dans l'avertissement des « Etats du commerce » de 1820 : « Si, au lieu de

s'en tenir à des évaluations fixes, on voulait chaque année consulter les prix courants sur lesquels tant de circonstances influent, on ne pourrait plus rien induire de la relation des valeurs totales entre elles ». En réalité, comme nous l'avons fait remarquer, les valeurs permanentes ne permettent d'établir aucune relation entre les valeurs totales enregistrées chaque année : le fait que les prix unitaires sont figés leur enlève toute vie et toute signification. Ce sont les quantités seules qui animent la masse des chiffres et la font vivre et on aurait un résultat identique si l'on consultait uniquement le nombre de tonnes de marchandises qui ont passé par les bureaux de la douane.

62. En Angleterre, plusieurs régimes se sont succédé et la complication des règlements successifs est telle que des publications de référence, en général excellentes, s'y sont laissé tromper et ont reproduit des inexactitudes manifestes. Au moment où l'Angleterre organisa ses statistiques commerciales, c'est-à-dire au cours des dernières années de Jacques II, elle essaya de donner une base précise à l'évaluation des marchandises importées et exportées pour le compte de la Grande-Bretagne. En 1694, des valeurs permanentes furent fixées tant à l'importation qu'à l'exportation, et elles restèrent en vigueur sans aucune modification jusqu'en 1725. Ce système fut modifié à différentes reprises. A partir de 1854, la valeur des importations fut calculée de la sorte : les prix moyens qui avaient été pratiqués durant chaque mois étaient fixés par des experts et appliqués aux quantités relevées par les officiers des douanes comme ayant été portées en compte pendant le mois précédent. Il en fut ainsi jusqu'à 1871, année à laquelle on adopta définitivement le régime des déclarations. Pour les exportations, les valeurs permanentes restèrent officiellement en vigueur jusqu'en 1871, mais dès la fin du XVIII^e siècle, on fut amené en Angleterre à inviter les exportateurs à déclarer la valeur de leurs cargaisons quand il

s'agissait de produits anglais et irlandais. Les réexportations de produits coloniaux et étrangers paraissent avoir échappé à cette règle. Depuis 1871, le système des déclarations s'applique aux exportations comme aux importations.

63. Les valeurs officielles permanentes furent aussi usitées en Belgique entre les années 1833 et 1847. Elles avaient été arbitrées administrativement en 1833, mais à la longue elles avaient fini par se trouver en discordance presque complète avec les valeurs réelles, telles qu'elles étaient fixées sur le marché. L'« Exposé de la situation du royaume » pour la période décennale 1841-1850 résume en ces termes les inconvénients de la permanence des valeurs douanières: « Si la permanence des valeurs officielles, dit-il, offrait un avantage incontesté pour juger de la marche du commerce, elle avait pour résultat de ne jamais donner une idée du chiffre réel des affaires pendant une année déterminée, à cause des fluctuations très sensibles dans les prix des principaux articles de commerce. » Lorsqu'on remplaça les valeurs permanentes par les valeurs revisées, on décida de placer les anciennes évaluations en regard des nouvelles dans les résumés rétrospectifs des tableaux de commerce.

Les différences qui s'observent entre les résultats statistiques établis à l'aide des deux méthodes sont fort importantes. Ainsi les chiffres réunis des importations et des exportations sont les suivants pour les cinq années 1846-1850:

ANNÉES	VALEURS PERMANENTES	VALEURS VARIABLES
—	—	—
1846 . . .	643,479,000	585,579,000
1847 . . .	732,233,000	708,645,000
1848 . . .	631,632,000	525,862,000
1849 . . .	916,437,000	780,025,000
1850 . . .	912,546,000	834,409,000

64. Les écarts sont d'autant plus grands que les prix du marché sont plus fortement influencés par les circonstances économiques qui en déterminent le niveau, et aussi, en général, en raison de l'ancienneté même de la fixation des valeurs permanentes. Porter, par exemple, montre dans un tableau fort intéressant de son *Progress of Nation* (1) combien les valeurs déclarées par les exportateurs en ce qui concerne les produits et articles manufacturés d'origine anglaise et irlandaise, s'écartent des évaluations obtenues à l'aide des valeurs officielles permanentes, qui restèrent en vigueur officiellement jusqu'en 1870. En 1849, par exemple, la baisse des prix était telle que d'après les évaluations des marchands les exportations de produits britanniques représentaient une somme de 63,596,025 livres sterling, tandis qu'aux taux d'évaluations officielles elles auraient atteint une valeur de 164 1/2 millions de livres.

Après cela, il devient pour ainsi dire superflu de faire remarquer que les valeurs permanentes constituent un mode de fixation des valeurs douanières absolument suranné et dont la plupart des Etats se sont d'ailleurs débarrassés depuis longtemps, sauf en Hollande, où il a persisté jusqu'en 1917. Dans ce pays, les valeurs des marchandises soumises à des droits spécifiques — c'étaient de loin les plus nombreuses — furent longtemps évaluées d'après un tableau datant de 1862, dont la majeure partie des évaluations remontait à 1845, et qui avait été révisé, pour quelques-unes de ses parties seulement, en 1872. On peut dire, en présence du mouvement des prix depuis l'époque où ce tarif des valeurs a été fixé, que la statistique hollandaise ne nous renseignait en aucune façon sur la valeur des transactions commerciales de ce pays avec les autres nations. C'est tomber dans une erreur évidente que de comparer les valeurs du commerce néerlandais avec celles adoptées par les nations qui soumettent leurs valeurs offi-

(1) PORTER, *Progress of Nation*, p. 356. London, Murray, 1851.

cielles à une revision périodique ou qui appliquent le système de la déclaration des valeurs (1).

65. En 1847, lorsque le système des valeurs officielles commença à se substituer à celui des valeurs permanentes, sept pays seulement possédaient une statistique annuelle du commerce extérieur : c'étaient la Belgique, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Russie, l'Autriche, l'Association allemande et l'Angleterre. Sauf l'Association allemande, qui ne relevait que les poids et les quantités, tous les autres pays évaluaient l'importance de leur commerce extérieur à l'aide des valeurs permanentes. La France et la Belgique furent les premières à adopter les valeurs revisées, l'Angleterre les suivit en 1854 pour une partie de son commerce, l'Allemagne fit de même en 1880. En France comme en Belgique, on ne se convertit pas sans résistance à la thèse des valeurs variables ou revisées. L'introduction de la statistique française de 1847, première année de l'application de la réforme, ne cache pas les sentiments des statisticiens de l'époque, favorables, en majorité, au maintien des anciennes valeurs adoptées vingt ans auparavant.

(1) Les différences de prix entre les valeurs permanentes hollandaises et les valeurs revisées ou déclarées étaient parfois énormes. Ainsi la statistique hollandaise évaluait à 40 florins le kilogramme d'écorces de quinquina, tandis que la statistique commerciale de Java en fixait la valeur à 0 fl. 80 cents et la statistique française à fr. 2.40. D'après ces évaluations, le quinquina exporté des Indes vers les Pays-Bas représentait, d'après les quantités exportées en 1905, une valeur de 5,948,772 florins dans la statistique coloniale, tandis que la statistique hollandaise des importations accusait une valeur de 297,406,885 florins, soit une différence en plus de 291 millions. On peut également citer le cas de l'opium, dont la valeur était fixée à 40 florins en Hollande, alors que la Commission des valeurs de douane en France adoptait pour 1910 le taux de 35 francs.

Ces écarts entre les valeurs permanentes et les valeurs revisées présentent, sans doute, une importance exceptionnelle et ce qui les rend intéressants à constater, c'est l'influence qu'ils exerçaient sur le chiffre total du commerce de la Hollande. Mais ce serait une erreur de croire que ce sont là des cas isolés. Au contraire, presque toutes les valeurs permanentes de la statistique commerciale hollandaise présentaient des divergences avec celles qui étaient admises dans les autres pays.

L'introduction plaide nettement en faveur des valeurs permanentes qui ont permis de suivre d'une manière certaine le mouvement d'ensemble des échanges; ne pouvant se résoudre à faire subir aux tableaux du commerce une mutilation qui rendrait inutilisables les travaux continués pendant vingt années, l'Administration française imagina qu'elle donnerait à tous la satisfaction la plus complète s'il lui était possible de présenter les valeurs actuelles à côté des valeurs permanentes de manière à offrir ainsi, simultanément et en regard l'un de l'autre, les deux éléments de comparaison.

Les valeurs revisées s'introduisaient ainsi dans la statistique officielle par une sorte de porte dérobée. Au début, les valeurs permanentes restèrent nombreuses dans les évaluations annuelles et on se borna à modifier celles dont l'écart avec les prix actuels était absolument trop frappant. En France, d'après l'introduction déjà citée, on se contenta de déterminer les prix actuels des produits qui forment la masse la plus notable des échanges; en Belgique, l'arrêté royal du 10 octobre 1847 porte que la revision des valeurs aura lieu annuellement, mais que, en général, elle ne portera que sur les marchandises qui entrent pour une part considérable dans le mouvement du commerce.

66. Longtemps avant la guerre, les valeurs officielles revisées étaient adoptées dans la plupart des Etats d'Europe. La revision portait, en général, sur l'ensemble des marchandises; les commissions faisaient des efforts louables pour arriver à serrer la réalité d'aussi près que possible et de nombreuses améliorations avaient été apportées dans la consultation et le choix des sources d'information comme dans l'établissement des moyennes.

Le bouleversement monétaire provoqué par la guerre mondiale a nécessité presque partout l'abandon de la mé-

thode des valeurs officielles (1). Comment faire pour fixer des moyennes de prix, alors que les changes et les prix faisaient preuve d'une instabilité inconnue jusqu'à cette époque? Les valeurs officielles, impossibles à fixer avec quelque chance d'exactitude, ont dû faire place aux valeurs déclarées.

67. Les valeurs officielles revisées étaient déterminées chaque année ou à des intervalles réguliers par une commission nommée par le gouvernement. Ces commissions s'entouraient de renseignements puisés à diverses sources et fixaient le prix de chaque espèce de marchandises énumérées au tarif, pour l'année écoulée. Pendant que ce système fut en vigueur, les chiffres représentant la valeur du commerce au cours de l'année, chiffres publiés, en général, mois par mois, étaient sujets à revision; les données définitives ne pouvaient être connues que plusieurs mois après la fin de l'exercice auquel elles se rapportaient.

Nous réunissons ci-après les renseignements sur les méthodes qui furent en vigueur dans divers pays pendant la longue période durant laquelle les valeurs officielles furent en vigueur. Nous les faisons suivre d'un exposé des méthodes actuellement en usage.

68. *Allemagne.* — Aussi longtemps que resta en vigueur en Allemagne le système des valeurs officielles revisées, une commission d'experts, comprenant 134 membres, sous la direction de l'Office Impérial de Statistique, fixait chaque année le prix des marchandises d'après les renseignements fournis par les chambres de commerce, les corporations et sociétés commerciales, les industriels et les commerçants. Elle s'aidait, en outre, des mercuriales des marchés les plus importants. Une double liste était formée,

(1) En Espagne, la valeur des importations et exportations est encore établie d'après les bases admises pour l'année 1913.

l'une pour l'importation, l'autre pour l'exportation. Ce système date de 1880. Il fut remanié en 1906 (loi du 7 février) et modifié, sous la pression des événements, par l'ordonnance du 15 janvier 1919, complétée par un arrêté d'exécution du 22 mars, qui donna pour base à l'établissement des valeurs commerciales les déclarations des destinataires et des expéditeurs.

69. *Autriche.* — Les valeurs officielles sont revisées chaque année par une commission composée de fonctionnaires et de représentants de l'industrie, de l'agriculture et du commerce. Les valeurs sont fixées séparément d'après le pays de provenance et de destination.

Le système des déclarations a subsisté en Hongrie jusqu'en 1883; depuis cette époque, une commission officielle revisa les valeurs en constituant deux listes distinctes pour l'importation et l'exportation.

A partir de 1826, les valeurs furent fixées par le gouvernement à l'aide d'informations officielles. Suspectes à bon droit, ces données furent remplacées, après quelque temps, par des valeurs fixées une fois pour toutes par une commission spéciale composée de commerçants et de manufacturiers.

Depuis 1921, le gouvernement est autorisé à substituer les valeurs déclarées aux valeurs officielles par voie d'ordonnance.

70. *Belgique.* — Pendant de longues années, le système en vigueur fut, en partie, celui des valeurs officielles. La Commission des valeurs officielles était exclusivement composée de fonctionnaires du Ministère des Finances. Elle procédait chaque année à la revision des valeurs officielles de l'année précédente et utilisait les sources de renseignements ci-après : les prix courants de la Bourse d'Anvers, les mercuriales officielles du Ministère de l'Agriculture, les renseignements fournis par l'Administration des Mines, celle des

Accises et de l'Inspection de l'Industrie, les rapports des chambres de commerce, les indications données à titre personnel par des industriels et des commerçants, spécialement pour les produits fabriqués. La statistique commerciale publiait chaque année les taux d'évaluations qui ont fait l'objet de modifications. A partir de l'année 1906, elle établit des moyennes de prix différentes selon les pays de provenance et distingua aussi entre les prix à l'importation et au transit et ceux à l'exportation. A partir de 1919, le système de la déclaration a été seul admis. Celui-ci fonctionne comme suit : chaque importateur ou exportateur est tenu de mentionner sur ses déclarations la valeur des marchandises présentées à la douane. Ces valeurs sont relevées par le receveur sur des bulletins de dépouillement classés d'après les rubriques de la statistique, les pays d'origine ou de destination, etc., et centralisés ensuite à Bruxelles. L'addition des chiffres relatifs à chaque rubrique, pour chaque bureau, donne finalement les totaux des quantités et valeurs publiés au Bulletin.

Les chiffres ainsi obtenus ne sont toutefois pas enregistrés servilement. En dehors des vérifications effectuées par la douane, ces valeurs sont soumises par le Service de la Statistique à des contrôles divers. Le cas échéant, les receveurs sont invités à vérifier les déclarations faites et à procéder, s'il y a lieu, à une enquête auprès des intéressés.

71. *France.* — A partir de 1848, le commerce extérieur de la France fut calculé d'après les valeurs revisées établies par une commission officielle comprenant des fonctionnaires, des industriels et des commerçants. Elle comptait, en 1912, 106 membres répartis entre cinq sections; la première s'occupe de la direction et de la centralisation du travail. Cette commission publiait chaque année, dans les *Annales du commerce extérieur*, un rapport qui est un document de haute valeur au point de vue économique.

La méthode des déclarations fut rendue obligatoire par

décret du 25 octobre 1916. Les résultats de cet essai furent si détestables qu'on dut en revenir aux valeurs officielles. Cependant, les incessantes variations des prix rendirent indispensable le système des déclarations qui fut introduit à partir du 1^{er} janvier 1922, mais pour les importations seulement; la valeur des exportations continue à être établie d'après les taux moyens arbitrés par la Commission permanente des valeurs en douane.

72. *Espagne.* — L'Espagne adopte et revise périodiquement les valeurs officielles fixées par une commission spéciale composée de fonctionnaires, sénateurs, députés, commerçants, etc. La revision annuelle est de principe, mais actuellement encore on se sert des évaluations faites pour l'année 1913. De nouvelles bases d'appréciation sont à l'étude en ce moment.

73. *Italie.* — Une commission centrale des valeurs douanières instituée en 1894 auprès du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, procédait à la recherche et à la détermination actuelle des valeurs des marchandises reprises dans les statistiques douanières. Elle se composait de fonctionnaires et de délégués de quelques corps consultatifs de l'Etat. Comme sources d'information, elle utilisait les douanes, les chambres de commerce, les comices agricoles, etc. Les valeurs se relèvent séparément pour les marchandises importées et pour celles exportées.

Ce système d'évaluation a été abrogé par le décret royal du 28 juin 1921, qui fait une obligation aux importateurs et aux exportateurs de fournir à la douane, indépendamment des autres renseignements requis, l'indication de la valeur des marchandises qui pénètrent dans le territoire douanier ou qui en sortent.

La Commission centrale des valeurs douanières a été supprimée par le décret royal du 8 septembre 1922.

74. *Pays-Bas*. — Depuis 1917 on a entièrement rompu, comme le dit l'introduction à la statistique commerciale de cette année, avec le système des valeurs officielles et permanentes, système dans lequel le poids déclaré servait de base au calcul de la valeur en multipliant le poids par un prix conventionnel qui depuis longtemps ne répondait plus à la réalité. On n'a pas non plus jugé à propos de remplacer les valeurs permanentes, comme on l'avait proposé en 1896, par des valeurs officielles déterminées par une Commission des valeurs.

La statistique est basée actuellement sur les valeurs déclarées. Cette valeur doit être calculée d'après le prix courant dans le pays.

Elle comprend les frais de transport, d'emballage, d'assurance et de courtage pour les marchandises importées; à la sortie, les frais d'emballage et de courtage y sont inclus.

75. *Suisse*. — La Suisse avait adopté, en 1905, pour les importations, à part certains articles dont l'évaluation est particulièrement difficile, les valeurs officielles fixées par une commission d'experts formée habituellement d'industriels et d'importateurs. Ces valeurs comprenaient les frais de transport et d'assurance jusqu'à la frontière suisse, mais non les droits d'entrée en Suisse. Au contraire, les exportations étaient fixées d'après les déclarations des intéressés. Ces déclarations étaient attentivement contrôlées. Depuis le 1^{er} janvier 1917, le système de la déclaration de la valeur a été appliqué aussi bien aux importations qu'aux exportations.

Les valeurs déclarées doivent comprendre les frais d'assurance et de transport jusqu'aux frontières suisses en cas d'importation, et les frais de transport intérieur quand il s'agit des exportations. Les valeurs doivent être indiquées en argent suisse.

76. *Tchéco-Slovaquie*. — Pendant les premières années qui suivirent la guerre, l'Office de Statistique de la république tchécoslovaque conserva, pour ce qui concerne la fixation de la valeur des marchandises dans la statistique du commerce extérieur, la méthode en usage dans l'ancienne Autriche, c'est-à-dire la fixation annuelle des valeurs officielles par une Commission spéciale permanente. Ce système fut employé jusqu'à la fin de l'année 1922. Le Conseil de statistique a émis un vœu en faveur de l'adoption du système de déclaration à partir du 1^{er} janvier 1923.

La loi du 13 juillet 1922 porte que l'espèce, la quantité et la valeur des objets qui franchissent la frontière du territoire douanier doivent faire l'objet de déclarations. Un droit de statistique est perçu. Des pénalités sont applicables aux contrevenants. Les valeurs déclarées ont été mises en vigueur le 1^{er} janvier 1923.

77. Le système des valeurs officielles revisées est-il supérieur ou inférieur au système des déclarations? La question est extrêmement importante si l'on veut comparer entre elles des statistiques commerciales dressées d'après des systèmes différents.

Nous pensons que les valeurs officielles offrent moins de garanties et de sécurité que les valeurs déclarées, et ce, pour les raisons suivantes :

1° Il est fort difficile de déterminer le prix moyen d'une marchandise quelconque lorsque cette moyenne doit être calculée pour un espace de temps assez long, tel qu'une année. On peut dire qu'il est matériellement impossible de calculer des moyennes pour des groupes renfermant une énorme quantité d'espèces et de genres de marchandises, tels que nous en voyons de nombreux exemples dans toutes les statistiques.

Souvent, les marchandises importées d'un pays correspondent à une sorte commerciale et il y a autant de qua-

lités, c'est-à-dire de prix qu'il existe de marchés de provenance. M. De Lannoy, dans un rapport présenté au Congrès de Mons en 1905, a attiré l'attention sur ce point. Depuis 1910, la statistique belge a introduit des chiffres variables d'après les provenances. Mais, pour quelques marchandises dont les valeurs variables se trouvent ainsi précisées, combien n'en reste-t-il pas qui sont encore comptées comme si un prix unique existait sur les divers marchés?

Pour arriver à un résultat exact, il faudrait avoir recours à l'emploi de la moyenne pondérée, mais l'observation quotidienne des fluctuations de valeur serait malaisée. Cette difficulté met un obstacle sérieux au calcul de la moyenne.

2° Dans presque toutes les statistiques, on remarque des rubriques beaucoup trop larges. Bien mieux, certaines rubriques ne correspondent à rien de précis, comme : « autres produits non dénommés ». Comment procéder pour attribuer une valeur aux choses hétéroclites comprises dans de pareilles divisions?

3° Presque tous les pays publient mensuellement le chiffre des transactions commerciales enregistrées. Or, partout où les valeurs officielles sont en usage, ces chiffres sont faux, puisqu'aux quantités échangées en 1913, par exemple, on est forcé d'appliquer les prix moyens calculés pour 1912. Ce n'est, en effet, que plusieurs mois après l'expiration de l'année 1913 qu'on pourra connaître les prix moyens applicables à cette année. Au contraire, dans les pays où le régime des déclarations est en usage, on possède, mois par mois, un relevé exact de la valeur du commerce;

4° Enfin, une autre source d'erreurs dans la fixation des valeurs officielles vient de la nature de certaines sources d'information. Pour un bon nombre d'articles, les valeurs sont fixées d'après des renseignements particuliers. Le commerçant, l'industriel, interrogés répondront évidemment en se plaçant au point de vue spécial de leurs

affaires. Est-on sûr qu'ils tiendront compte des qualités qu'ils n'emploient pas ou ne vendent pas couramment? Que leurs évaluations seront établies, non pas d'après le marché local, mais d'après le marché national? Des hommes compétents, qui participent à la confection des listes de valeurs officielles, n'ont dans les résultats obtenus qu'une confiance médiocre.

78. Les partisans des valeurs officielles objectent :

1° Les déclarations faites par les importateurs ou les exportateurs sont fausses, soit intentionnellement, soit par pure négligence. Il vaut mieux avoir recours à une liste de prix dressée par des institutions responsables que d'avoir égard aux fantaisies des commerçants ou de leurs agents, Dans beaucoup de cas, les marchandises sont simplement consignées en attendant une occasion favorable de les vendre; il n'y a donc aucune indication de prix qui accompagne l'envoi et l'agent importateur serait fort en peine d'en indiquer un à la douane;

2° Déjà maintenant, la douane éprouve les plus grandes difficultés à obtenir des renseignements tant soit peu exacts au sujet des quantités exportées, des endroits de provenance et de destination, etc. Ces difficultés grandiraient jusqu'à un point insurmontable si l'on voulait, en outre, réunir des informations précises sur la valeur des marchandises. On a d'ailleurs prouvé que, dans certains pays, les déclarations se font fort en dessous de la valeur.

79. On peut répondre à cette argumentation: 1° si les importateurs et les exportateurs se sont souvent montrés négligents dans l'accomplissement des formalités nécessaires à la rédaction des statistiques, c'est qu'on ne tenait aucunement la main à ce qu'ils se conforment aux règlements : l'administration était armée; à elle de faire respecter les prescriptions légales; 2° les fraudes dans la

déclaration des valeurs n'ont été signalées que dans un petit nombre de pays; on peut les rendre fort rares en transformant les droits *ad valorem* en droits spécifiques; 3° les difficultés signalées sont d'ordre pratique et peuvent être vaincues; les erreurs commises dans la fixation des valeurs officielles ne peuvent se réparer parce que les procédés auxquels on a recours pour les déterminer ne sont pas conformes aux règles de la méthode scientifique.

80. En résumé, le système des déclarations est nettement supérieur à celui des évaluations officielles, tant au point de vue théorique qu'à celui des résultats qu'il est susceptible de donner quand il est appliqué dans des conditions convenables. Le reproche le plus général qu'on peut adresser aux *valeurs officielles*, c'est d'être des *valeurs artificielles*. Sans doute, le système des déclarations n'atteint pas la perfection absolue. On a signalé combien les importateurs sont tentés de descendre à des estimations en-dessous de la réalité, chaque fois qu'ils peuvent y avoir intérêt; les défauts du système ont été souvent mis en lumière par des économistes et des hommes d'affaires des pays où il se trouve appliqué. Il n'empêche que sa supériorité n'est pas contestable. Pour qu'il donne des résultats entièrement exacts, il suffit, après tout, de mesures de contrôle bien organisées et appuyées de sanctions suffisantes; quand le public aura compris que son intérêt est d'avoir de bonnes statistiques, et que celles-ci ne peuvent exister que si l'on a recueilli des déclarations conformes à la réalité, alors un progrès considérable sera accompli; quelque soin qu'apportent à leur mission les rédacteurs des tableaux des valeurs officielles, ils ne pourront atteindre qu'un résultat assez peu satisfaisant, parce que leurs procédés de recherche sont empiriques et ne permettent pas d'arriver à la connaissance exacte et scientifique.

Nous accordons la supériorité au système de la déclaration, surtout parce que les valeurs y sont notées telles

qu'elles sont adoptées par le commerce, avec l'infinie variété de leurs modifications et nuances. A la session de Vienne (1891), l'Institut international de statistique a voté les résolutions proposées par son Comité de commerce extérieur « qu'il serait désirable de généraliser le système d'évaluations basées sur des déclarations spéciales, en laissant toutefois subsister comme contrôle les évaluations officielles là où elles sont en usage; et qu'il serait aussi utile de régler le mode d'exécution du système, et surtout le mode de contrôle des évaluations, par des conventions internationales ». Ce vœu, si modéré, n'a pas reçu pendant longtemps de commencement d'exécution. Il a fallu les nécessités de la guerre et d'après-guerre pour qu'on le mît à exécution.

81. La valeur des marchandises ne comprend pas seulement leur coût originaire, mais encore certaines dépenses accessoires. Le principe général est que les prix sont évalués au port ou à la frontière d'arrivée sur la base du coût originaire majoré des dépenses de transport et des autres frais nécessaires pour amener la marchandise aux frontières de l'Etat qui la reçoit. (C. I. F.)

Les Etats-Unis et environ la moitié des colonies anglaises font exception à la règle et ne comprennent pas les frais de transport dans la valeur de la marchandise.

A l'exportation, on comprend en général dans la valeur les frais de transport jusqu'à la frontière ou jusqu'au port d'embarquement. (F. O. B.)

82. La question des frais de transport présente de l'importance au point de vue de l'appréciation de la balance du commerce.

D'ordinaire, les marchandises exportées sont évaluées par la douane au moment du départ, au port d'expédition, c'est-à-dire quand elles n'ont encore supporté que de très faibles frais de manient et de transport. Les marchan-

dises importées sont, au contraire, évaluées au port d'arrivée ou de destination, c'est-à-dire quand elles sont déjà grevées de tous les frais qu'entraîne un long voyage. Il résulte de là que, fort souvent, en calculant les résultats de telle opération donnée et en supposant d'ailleurs les évaluations parfaitement exactes, on trouverait, entre les chiffres comparés de l'exportation et de l'importation, une différence sensible, qu'on supposerait devoir être soldée en numéraire, tandis qu'en réalité tout se serait réduit à un simple échange de marchandises.

VII. — Des divisions statistiques du commerce extérieur.

83. Les classifications introduites dans la statistique du commerce extérieur ne sont pas purement conventionnelles, comme on pourrait le croire à première vue; elles expriment des rapports économiques, se modèlent sur les faits et doivent évoluer à mesure que les faits se modifient eux-mêmes.

La distinction entre le commerce général et spécial, par exemple, n'a pu naître qu'après que les moyens de transport eussent été assez perfectionnés pour permettre l'exportation à de grandes distances; le commerce de perfectionnement (*improvement trade*) est né de la spécialisation industrielle de certaines nations, etc.

84. Au début, il convient de donner une idée générale des catégories adoptées par la statistique commerciale. Plus loin, on verra que la signification précise de tous ces termes n'est pas la même dans les divers pays.

Toutes les marchandises importées et exportées peuvent se ranger dans les catégories suivantes :

A. *Importation*. — Les marchandises étrangères importées directement de l'étranger dans le territoire douanier

et déclarées pour la consommation soit des particuliers, soit des industries nationales ;

Les marchandises étrangères entrées dans les entrepôts douaniers ;

Les marchandises étrangères sorties des entrepôts et introduites dans le territoire douanier pour les besoins de l'industrie ou du commerce.

Les marchandises étrangères importées temporairement dans le territoire douanier, généralement pour y recevoir un complément de main-d'œuvre ;

Les marchandises nationales réimportées dans le territoire douanier après un séjour à l'étranger pour y être parachevées ou préparées ;

Les marchandises qui ne font que transiter ;

B. Exportation. — Ce sont les mêmes divisions que précédemment, mais comprises dans le sens opposé :

Marchandises nationales exportées à l'étranger ;

Marchandises étrangères exportées après un séjour dans le territoire douanier, dans les entrepôts publics ;

Marchandises nationales exportées temporairement à l'étranger pour complément de main-d'œuvre ;

Marchandises étrangères réexportées après avoir reçu un complément de main-d'œuvre ;

Marchandises étrangères exportées après un séjour dans le territoire douanier, sans avoir reçu de main-d'œuvre ;

Marchandises qui ne font que transiter.

85. Le commerce général comprend à l'importation tout ce qui arrive de l'étranger ou des colonies, par terre ou par mer, sans égard à l'origine ni à la destination des marchandises, soit pour la consommation ou l'entrepôt, soit pour la réexportation ou le transit, ou tout ce qui sort du pays, en destination des pays étrangers, quelle que soit l'origine de ces marchandises (exportation).

Le commerce spécial est compris d'une manière très dif-

férente dans les divers Etats. Théoriquement, il comprend toutes les denrées introduites dans un pays pour les besoins de ce pays et, à l'exportation, toutes les marchandises d'origine nationale.

Le transit direct est formé des produits qui ne font que traverser le pays; on nomme transit indirect celui qui est constitué par les marchandises qui traversent le pays après un séjour plus ou moins prolongé dans les entrepôts.

86. Il y a de nombreuses divergences de pays à pays, mais on ne peut méconnaître qu'une tendance très accentuée à l'uniformité se fait jour depuis quelques années, grâce surtout aux efforts de certaines associations, telles que l'Institut international de statistique, dont tous les travaux sur la matière sont à lire.

Au point de vue économique, les définitions ci-dessus ne paraissent pas offrir d'inconvénients. On conçoit parfaitement la distinction sur laquelle elles sont fondées. Un pays a besoin de blé, de bétail, de denrées coloniales, pour sa consommation; ceci rentre dans le commerce spécial, importation; de même, ce pays achète du minerai de fer pour ses hauts fourneaux, du coton et de la laine pour ses filatures, des machines pour ses fabriques; ceci rentre encore dans le commerce spécial, importation, car le minerai sera transformé en fer, le coton et la laine en fil, les machines seront utilisées pour la production industrielle, en un mot, tous ces produits sont bien introduits dans le pays pour les besoins du pays lui-même. Certains articles sont consommés; la mise en œuvre qu'ils subissent leur fait perdre leur nature; c'est le cas du minerai et, dans une moindre mesure, de la laine et du coton transformés en fils et en tissus. D'autres marchandises peuvent être utilisées sans que leur substance se transforme ou disparaisse: les machines, par exemple. Mais qu'il y ait transformation ou non, la caractéristique de l'importation reste la même:

il s'agit de besoins du pays, de sa population ou de son industrie.

A l'exportation, le commerce spécial comprend toutes les marchandises d'origine nationale. Pour chaque pays, le blé, produit de son sol, et qu'il exporte, la houille, les minerais, les pierres, extraits de ses mines et de ses carrières et qui sont vendus à l'étranger; le bétail, les chevaux, produits de son élevage et qui sont envoyés dans les pays voisins, sont bien d'origine nationale. Il en est de même de la fonte, des fils et tissus, des machines et mécaniques, bien que la fonte ait été produite en grande partie à l'aide de minerai étranger, et que les fils et tissus aient été fabriqués en mettant en œuvre du coton ou de la laine d'une provenance lointaine. On voit qu'il y a ici un certain manque d'équilibre entre les deux parties de l'exportation. Les chiffres du commerce extérieur ne représentent pas toujours ni des acquisitions définitives, ni des ventes réelles de produits nationaux. La situation des divers pays est très différente, d'après la nature de leur commerce. Certains pays doivent importer une grande quantité de matières premières; celles-ci sont contenues dans les exportations qu'ils font et constituent une véritable réexportation. Il se pourrait que le chiffre d'affaires brut de deux pays fût très dissemblable et, qu'après déduction des matières premières importées, l'égalité apparaisse. Au fond, la valeur des matières premières venues de l'étranger ne devrait pas être portée à l'actif économique de la nation; ceci est le point de vue économique pur, mais sous l'aspect commercial, le problème se résout autrement, car le chiffre des importations de produits bruts compense ce qu'il peut y avoir d'exagéré dans le chiffre des exportations en produits manufacturés.

Sans qu'il soit possible de retracer complètement les règles suivies par toutes les nations commerciales, il est utile, à titre de renseignement, de réunir des indications concernant les principales d'entre elles.

87. *Allemagne.* — On distingue en Allemagne le commerce général (*Generalhandel*), le commerce général proprement dit (*Gesamteigenhandel*) et le commerce spécial (*Spezialhandel*).

Le commerce général se compose du *Gesamteigenhandel* et du commerce de transit.

Le commerce d'importation spécial (*Einfuhr-Spezialhandel*) comprend :

a) Les marchandises étrangères directement importées dans le territoire douanier à titre définitif. Elles sont mises dans la libre circulation à la suite du paiement des droits d'entrée, ou, si elles sont libres de droits, à la suite de la déclaration d'importation définitive;

b) Les marchandises étrangères importées dans les territoires extra-douaniers de Brême, de Bremerhaven, Emden, Cuxhaven et Geestemünde et consommées sur place;

c) Les marchandises étrangères importées dans le but de subir un travail de perfectionnement (*Veredlung*) pour compte propre d'un résident du pays.

d) Les marchandises qui, après avoir été introduites en transit, sont ensuite déclarées pour la consommation;

e) Les marchandises étrangères embarquées comme provisions de bord sur des navires nationaux en partance.

Font également partie de ce commerce les marchandises étrangères introduites dans le territoire national après passage par les territoires extra-douaniers, et les marchandises nationales réexportées après séjour à l'étranger dans un but autre que le perfectionnement.

L'exportation spéciale (*Ausfuhr : Spezialhandel*) comprend :

a) Toutes les marchandises nationales exportées à titre définitif directement du territoire douanier à l'étranger, même si elles sortent sous surveillance parce qu'elles sont

soumises à une taxe intérieure ou parce qu'elles donnent lieu à une bonification des droits de douane ou à l'établissement d'un bon d'importation. Les marchandises étrangères qui sont réexportées après avoir été mises dans la libre circulation sont assimilées aux marchandises nationales;

b) Les marchandises étrangères réexportées après avoir été importées à titre provisoire pour subir un perfectionnement pour le compte d'un résident dans l'Empire qui en conserve la libre disposition, y compris les marchandises fabriquées, pour le compte d'un résident de l'Empire, dans le port franc de Hambourg.

L'Allemagne tient compte aujourd'hui du commerce de perfectionnement après l'avoir, jusqu'en 1897, exclu de ses statistiques douanières;

c) Les marchandises nationales embarquées comme provisions de bord sur les navires étrangers.

Figurent de même dans ce commerce, les marchandises nationales exportées par les territoires extradouaniers et celles de même origine exportées temporairement à l'étranger dans un but autre que le perfectionnement dans le cas où elles ne sont pas réimportées dans le courant de la même année.

Le *Gesamteigenhandel* embrasse tout le commerce d'importation et d'exportation du territoire douanier allemand avec l'étranger, à l'exclusion des marchandises qui ne font que transiter, des marchandises étrangères venant des territoires extradouaniers, ou des marchandises nationales englobées dans ces territoires, des marchandises étrangères importées, ou des marchandises nationales exportées dans un autre but que le perfectionnement, de même que la réimportation ou la réexportation.

88. *Autriche-Hongrie*. — Sous leur forme ancienne, les publications statistiques de l'ancienne monarchie austro-

hongroise cessèrent d'être publiées à la fin du mois d'octobre 1918 (1), ne répondant plus en aucune façon à la nouvelle situation politique de l'Autriche allemande. En attendant une orientation définitive, la statistique se limita à l'Autriche allemande et continua à s'inspirer des anciennes prescriptions administratives. A partir du 1^{er} juin 1919, les opérations de la statistique s'étendirent à la République tchéco-slovaque, à la Pologne et à la Yougo-Slavie, d'après les méthodes de l'ancienne statistique du commerce extérieur de la Monarchie (2). Ces dispositions étaient les suivantes :

L'importation, en commerce spécial, comprend : *a*) toutes les marchandises mises directement dans la libre circulation et provenant de l'étranger ou des ports francs; *b*) toutes les marchandises étrangères mises dans la libre circulation et provenant des dépôts (*Niederlagen*); *c*) les marchandises étrangères importées à titre temporaire dans un but autre que le perfectionnement; *d*) les marchandises nationales réimportées après avoir été exportées sans aucune réserve; *e*) les marchandises étrangères importées pour le transit et qui ensuite, à cause d'un changement de leur destination primitive, restent définitivement dans le pays.

L'exportation, en commerce spécial, comprend : *a*) toutes les marchandises nationales exportées à titre définitif; *b*) les marchandises nationales exportées à titre provisoire avec réserve de réimportation pour recevoir un complément de main-d'œuvre; *c*) les marchandises étrangères réexportées, si elles ont été précédemment importées avec réserve de réexportation; *d*) les marchandises étrangères exportées après être seulement passées en transit dans le pays.

(1) Elles avaient pour titre (publication annuelle) : *Statistik des Auswärtigen Handels des Vertragszollgebietes der beiden Staaten der Oesterr.-Ung. Monarchie*; et (publication mensuelle) : *Statistische Uebersichten betreffend den Auswärtigen Handel der beiden Staaten der Oesterreichisch-Ungarischen Monarchie*.

(2) Dr ROTHE, *Statistische Monatschrift*, 1919, p. 165.

89. *Belgique.* — La statistique belge établit à présent deux grandes divisions : le commerce spécial et le commerce de transit.

Pendant longtemps, les deux grandes divisions en usage dans les statistiques douanières belges furent le commerce général et le commerce spécial.

Le commerce général embrassait : à l'importation, tout ce qui était entré en Belgique, sans avoir égard à la destination ultérieure des marchandises (pour l'entrepôt, pour la consommation ou pour le transit); à l'exportation, toutes les marchandises qui passaient à l'étranger, sans distinction de leur origine belge ou étrangère (1).

Le commerce spécial comprend : à l'importation, les marchandises qui sont déclarées pour la consommation intérieure lors de l'importation ou de la sortie d'entrepôt, ainsi que les marchandises importées en franchise temporaire, totale ou partielle, pour recevoir une main-d'œuvre dans le territoire de l'Union Economique et être ensuite réexportées; à l'exportation, les marchandises de l'Union Economique et les marchandises étrangères nationalisées qui sortent effectivement du pays ainsi que les marchandises réexportées après avoir reçu la main-d'œuvre en vue de laquelle elles ont été importées sous le régime de la franchise temporaire.

On entend par marchandises nationalisées, d'une part, les marchandises d'origine étrangère pour lesquelles les droits d'entrée ont été acquittés, d'autre part, celles qui, libres à l'entrée, ont été déclarées en consommation pour le commerce ou l'usage des personnes résidant dans le royaume, et encore celles auxquelles il a été fait application de l'article 40 (modifié) de la loi du 4 mars 1846 (complément de main-d'œuvre dans le pays). On en excepte les marchan-

(1) La convention conclue à Bruxelles le 25 juillet 1921 entre la Belgique et le Grand Duché de Luxembourg établit une union économique entre les deux pays. Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} mai 1922.

dises qui n'ont été déclarées en consommation que pour être soustraites aux formalités inhérentes au transit.

Les droits de sortie et de transit qui étaient visés par l'article 4 de la loi générale du 26 août 1822 sont abolis. Néanmoins, le transit reste soumis à un certain nombre de formalités qui ont pour effet de faire déclarer en consommation une quantité de produits libres de droits. En matière de transit, on distingue en premier lieu le transit direct ou transit des marchandises qui ne passent pas par les entrepôts. Le transit indirect ou transit par entrepôts s'entend de la réexportation des marchandises entreposées.

Voici quelques-unes des formalités auxquelles sont soumis les envois en transit. Les marchandises importées en transit direct par le chemin de fer sont exemptes de la déclaration et de la vérification au bureau d'entrée, mais elles restent sous la surveillance non interrompue de la douane; le transport doit avoir lieu, autant que possible, directement du bureau d'entrée au bureau de sortie; si les convois ne peuvent passer la frontière le même jour, ils restent la nuit sous la surveillance continue de la douane.

Les marchandises en transit par toute autre voie que le chemin de fer doivent être en caisses, futailles, paniers, sacs ou autres emballages fermés; le transit en vrac n'est admis que pour les produits pondéreux ou encombrants, passibles de droits peu élevés et transportés par bateaux sous écoutilles ou sous bâches susceptibles de plombage; si le plombage ne peut être opéré de manière à prévenir toute tentative d'abus, le transit doit être refusé.

Les expéditions en transit sont assujetties à la déclaration générale et à la déclaration en détail; toute fausse déclaration de transit reconnue au bureau d'importation est punie des mêmes peines que si les marchandises étaient déclarées en consommation. Il faut que la déclaration en détail désigne les marchandises de manière à en faire reconnaître, partout où elles doivent être représentées, non seulement la parfaite identité quant à la nature, à l'espèce, au nombre, à la qualité,

au poids brut et net, mais aussi toutes les bases d'après lesquelles elles seraient susceptibles d'être soumises au droit d'entrée.

Les colis postaux qui ne font que transiter sont souvent dépourvus des indications indispensables, tant sous le rapport de la nature ou de l'espèce des marchandises que de leur poids ou de leur valeur : pour établir ces deux derniers éléments en vue de la statistique, l'Administration des douanes adopte une moyenne, basée sur les déclarations faites pour les colis postaux en transit à l'égard desquels on possède les éléments voulus.

90. *France.* — Le commerce général comprend, à l'importation, la totalité des marchandises étrangères arrivées de l'étranger, des colonies et de la grande pêche, par terre ou par mer et déclarées tant pour la consommation que pour le transit, l'entrepôt, le transbordement, la réexportation ou l'admission temporaire.

Le commerce spécial comprend, à l'importation, toutes les marchandises mises en consommation, c'est-à-dire la totalité des marchandises importées en exemption définitive des droits, et s'il s'agit de marchandises taxées, les quantités qui ont été soumises à l'acquittement des droits, soit à l'arrivée, soit après avoir été déclarées précédemment pour le transit, l'entrepôt ou l'admission temporaire.

D'après la définition ci-dessus, le commerce général devrait présenter des chiffres supérieurs au commerce spécial. Mais comme ce dernier comprend des marchandises qui ont été extraites des entrepôts pour être mises en consommation, après avoir été relevées au commerce général à une époque antérieure, il peut arriver ainsi que les chiffres du commerce spécial soient, pour une période déterminée, supérieurs à ceux du commerce général.

Le commerce général d'exportation comprend la totalité des marchandises qui sortent effectivement de France, sans distinction de leur origine nationale ou étrangère, c'est-

à-dire les marchandises reprises au commerce spécial, plus les marchandises étrangères qui ne font que transiter ou qui sont transbordées dans les ports français à destination de l'étranger, celles qui ont été extraites des entrepôts pour la réexportation et celles qui, après avoir été admises temporairement en franchise, sont réexportées après main-d'œuvre pour l'apurement des soumissions.

Le commerce spécial d'exportation comprend la totalité des marchandises nationales exportées et les marchandises d'origine étrangère qui, ayant été admises en franchise ou nationalisées par le paiement des droits et se trouvant, par suite, sur le marché libre de l'intérieur, sont renvoyées à l'étranger.

Dans ces conditions, les chiffres du commerce spécial ne peuvent jamais, à l'exportation, être supérieurs à ceux du commerce général.

Antérieurement à 1860, fait remarquer M. Schuller (1), le commerce spécial se trouvait bien délimité parce que les produits étrangers étaient tous tarifés à leur entrée dans la consommation ; les négociants avaient donc intérêt à faire classer au transit et à l'entrepôt les quantités qui n'étaient pas destinées à la France. Depuis les traités de 1860, les droits d'entrée sont moins nombreux et, pour les marchandises libres, il se passe en France ce qui s'observe aussi ailleurs : l'importateur, pour se soustraire à des formalités gênantes, déclare en consommation toutes les marchandises libres qu'il tire de l'étranger.

Les sucres, qui jouissent de la faculté d'admission temporaire en vertu de la loi du 7 mai 1864, figurent au commerce spécial d'importation, au même titre que les sucres directement acquittés. Au commerce spécial d'exportation figurent tous les sucres raffinés en France.

Le trafic par colis postaux est devenu, grâce à sa facilité, très important dans tous les pays. Mais la statistique douanière française ne classe sous leur véritable dénomina-

(1) *La statistique douanière et ses méthodes*. Paris, Jouve, 1911.

tion que les marchandises donnant lieu à un droit d'entrée de 7 francs. Le reste est compris sous une rubrique unique indiquant leur nombre, leur poids et leur valeur uniformément fixée à 50 francs le kilo, sauf pour ceux contenant des tissus de soie (depuis 1904), dont la valeur propre et le poids sont indiqués séparément. La valeur uniforme de 50 francs ne permet d'attribuer à ces données qu'une simple valeur d'indication.

91. *Grande Bretagne.* — Pendant de longues années, l'Angleterre n'établit pas de distinction entre le commerce général et spécial à l'importation. Aucune comparaison avec les pays étrangers n'était donc possible. Le mouvement général de toutes les marchandises importées formait l'importation; on ne distinguait le commerce spécial qu'en ce qui concernait les marchandises soumises à des droits d'entrée — on sait qu'elles sont peu nombreuses — et qui avaient été déclarées en consommation.

A l'heure actuelle, distinction est faite entre les marchandises expédiées de chaque pays étranger et des possessions britanniques qui sont retenues dans le Royaume-Uni et celles qui sont réexportées vers d'autres destinations. En d'autres termes, on peut se faire une idée du commerce spécial d'importation et ce, pour la première fois, à partir de 1906.

Les importations comprennent :

- a) Les marchandises importées de l'étranger mises dans la libre circulation, comme celles consignées dans les dépôts douaniers pour quelque destination ultérieure que ce soit;
- b) Les marchandises étrangères introduites pour recevoir une main-d'œuvre complémentaire ou importées temporairement pour tout autre motif;
- c) Les marchandises nationales qui, exportées à l'étranger, y auraient été travaillées au point de devoir être regar-

dées comme marchandises étrangères lors de leur réimportation;

d) Les marchandises en transit, sauf celles transbordées sous surveillance douanière (*transshipped under bond*), du bâtiment importateur au bâtiment exportateur dans le même port d'arrivée ou d'un port à l'autre.

L'exportation se divise en exportation de produits bruts et manufacturés du Royaume-Uni et exportation de produits bruts et manufacturés étrangers et coloniaux.

Dans le premier groupe sont enregistrées :

a) Les marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni et qui sortent de la libre circulation directement pour l'étranger;

b) Les marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni exportées des dépôts douaniers;

c) Les marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni et qui ayant été exportées sont ensuite réimportées après avoir subi à l'étranger une transformation ou une main-d'œuvre telle qu'elle leur donne la nationalité étrangère;

d) Les marchandises réexportées après que leur valeur a été modifiée par un travail ou une main-d'œuvre donnée dans le Royaume-Uni quand la modification a été telle qu'elle leur donne le caractère de marchandise nationale.

Dans le second groupe, on trouve les marchandises étrangères ou coloniales qui sont exportées hors du Royaume-Uni sans y avoir subi un travail ou reçu une main-d'œuvre de parachèvement.

Les marchandises étrangères ou coloniales conservent leur caractère propre, même si elles sont restées un certain temps dans le Royaume-Uni, pourvu que leur valeur n'ait pas été sensiblement modifiée par quelque travail de perfectionnement ou de manufacture. Ainsi, les marchandises

qui ont été simplement assorties, emballées ou mélangées, sont considérées comme étrangères ou coloniales; elles sont regardées comme nationalisées si elles ont été l'objet de quelque travail de transformation.

92. *Italie.* — La statistique comprend deux divisions : commerce général et commerce spécial.

Le commerce spécial comprend, à l'importation :

a) Les marchandises étrangères introduites pour la consommation, tant celles provenant directement de l'extérieur que celles sorties des entrepôts;

b) Les marchandises étrangères admises en importation temporaire et déclarées ensuite pour la consommation ou considérées comme introduites dans la consommation à défaut d'avoir été réexportées dans les délais voulus;

c) Les matériaux destinés à la construction ou à la réparation de navires introduits sous le régime des importations temporaires en application de la loi sur les approvisionnements en faveur de la marine marchande;

d) Les marchandises étrangères importées à titre temporaire comme matières premières destinées à la fabrication de produits à exporter;

e) Les produits de la mouture des céréales exportées à titre temporaire.

Le commerce spécial comprend, à l'exportation :

a) Les marchandises nationales ou nationalisées expédiées à l'étranger, à titre définitif ou embarquées comme provisions de bord, y compris les marchandises fabriquées en tout ou en partie avec des matières premières importées à titre temporaire de l'étranger;

b) Les céréales exportées temporairement pour la mouture;

c) Les marchandises nationales exportées temporairement pour en tenter la vente et non réintroduites dans les délais prescrits.

Le commerce général comprend :

A l'importation : toutes les marchandises importées de l'étranger dans l'Etat italien en vue de la consommation directe, soit pour l'admission dans les entrepôts de la douane, dans les magasins généraux ou dans les entrepôts francs, ou importées de façon temporaire pour y être travaillées ou pour servir de matières premières pour la fabrication de produits d'exportation ou finalement réimportées après exportation temporaire.

A l'exportation, toutes les marchandises sorties de l'Etat qui sont fabriquées en Italie, même avec des matières premières importées de façon temporaire, ou d'origine étrangère, réexportées après avoir été travaillées en Italie, ou extraites des dépôts douaniers des magasins généraux ou des entrepôts francs.

Le transit fait partie du commerce général.

93. *Roumanie*. — La statistique du commerce extérieur de la Roumanie ne distingue pas le commerce général et le commerce spécial. Elle enregistre à l'importation toutes les marchandises qui entrent et ne sont pas destinées au transit ou aux entrepôts, mais déclarées pour l'importation; à l'exportation, toutes les marchandises nationales ou nationalisées qui sortent du pays et pour lesquelles on a fait des déclarations d'exportation. C'est donc une véritable statistique du commerce spécial.

« Presque tous les produits enregistrés à l'importation sont consommés dans le pays, de très petites quantités sont réexportées; presque tous les produits enregistrés à l'exportation sont indigènes, fort peu d'entre eux sont natio-

nalisés (1) ». Comme il y a une statistique spéciale du transit et du commerce d'entrepôt, on obtiendrait par l'addition de toutes ces données le chiffre du commerce général.

94. *Suisse*. — La réunion des données statistiques, leur récapitulation et leur élaboration sont réglées actuellement par l'ordonnance du 9 mai 1917 concernant la statistique du commerce de la Suisse avec l'étranger.

Le commerce spécial comprend :

a) A l'importation : les marchandises destinées à la consommation soit par importation directe, soit par les entrepôts;

b) A l'exportation : les marchandises d'origine suisse expédiées à l'étranger. Les marchandises d'origine étrangère qui ont acquitté les droits d'entrée suisses ne font pas partie du commerce spécial, mais constituent une division spéciale du commerce (commerce intermédiaire à droits acquittés).

Le commerce effectif renferme toutes les marchandises qui ont été tirées de l'étranger ou qui y sont expédiées par le commerce suisse, sans distinction de l'origine première en ce qui concerne l'exportation. Il résulte de la combinaison du commerce spécial avec le trafic des entrepôts. On distingue dans le commerce effectif les catégories suivantes :

a) A l'importation : importation directe, importation par entrepôts, commerce intermédiaire à droits acquittés;

b) A l'exportation : exportation directe, exportation par entrepôts ou transit indirect, commerce intermédiaire à droits acquittés.

(1) *Commerciul exterior al României în 1904*, p. IX.

95. Si les divisions théoriques sont claires, comme nous l'avons montré plus haut, les résultats de la pratique le sont beaucoup moins. Cela provient de la jurisprudence administrative et des déclarations fausses des importateurs. Examinons ici les deux causes qui contribuent à obscurcir la distinction fondamentale entre le commerce général et le commerce spécial.

Aux marchandises exportées d'origine nationale, la douane ajoute les marchandises nationalisées. Une marchandise d'origine étrangère est nationalisée, et, par suite, comprise dans le commerce spécial, le plus souvent quand elle a acquitté les droits d'entrée auxquels elle est soumise ou encore quand elle est déclarée en consommation pour le commerce ou pour l'usage des personnes résidant dans le pays importateur. Dans quelques pays, une marchandise étrangère introduite dans la zone douanière pour y recevoir un complément de main-d'œuvre, est aussi considérée comme étant nationalisée.

On peut admettre qu'une marchandise étrangère, qui pénètre dans un pays en acquittant les droits d'entrée, lui est réellement destinée et qu'elle figure à bon droit parmi le commerce spécial. La même décision est encore plausible quand il s'agit de marchandises étrangères introduites pour recevoir une main-d'œuvre complémentaire à raison des aptitudes nationales à certains travaux. Comme la valeur déclarée à l'exportation comporte, pour une certaine partie, de la main-d'œuvre nationale, on peut soutenir jusqu'à un certain point que ces opérations rentrent dans le commerce spécial.

Si déclarer *nationalisées* des marchandises étrangères introduites en consommation pour l'usage des personnes résidant dans le pays ne soulève aucune critique, il n'en est pas de même pour les marchandises déclarées en consommation pour le commerce.

Ces termes « en consommation pour le commerce » manquent de précision. En outre, ils présentent l'inconvé-

nient de restreindre singulièrement la notion de transit. Si cette expression signifie quelque chose, elle veut dire que toute marchandise libre de droit, achetée par un négociant du pays, doit être comprise dans le commerce spécial lorsqu'elle est réexportée. C'est donner une extension énorme à la notion de commerce spécial; il est incontestable qu'il s'agit bien de transit en l'occurrence.

96. La seconde cause de l'erreur, qui vient réduire l'importance réelle du transit, est imputable aux déclarations faites par les importateurs. Elle ne se produit qu'à l'égard des marchandises admises en franchise de droits. Un droit, si minime qu'il soit, met obstacle aux fausses déclarations. Mais quand l'importation est libre, le déclarant se trouve devant ces deux alternatives : ou bien déclarer la marchandise en consommation, alors qu'elle est, en réalité, destinée au transit, et s'affranchir, par le fait de cette déclaration, de toute formalité; ou bien la déclarer en transit et subir toutes les restrictions, minutieuses et embarrassantes, qui restent encore la condition du transit. De ces deux alternatives, il ne faut pas demander laquelle est choisie.

L'application d'un droit de statistique à toute marchandise introduite dans le territoire douanier, soit à l'entrée, soit à sa sortie d'entrepôt, est un moyen d'atténuer, dans une mesure satisfaisante, les défauts qui viennent d'être signalés.

VIII. — Des provenance et destination des marchandises.

97. Des diverses données des statistiques commerciales, il en est peu qui soient aussi fréquemment consultées que celles relatives à la provenance et à la destination des marchandises. N'est-il pas naturel que la comptabilité économique d'une nation puisse fournir une réponse précise à ces questions, d'apparence si simple : « Quels sont

nos fournisseurs? nos clients? » Mais la complexité des relations commerciales, l'imprécision des données du problème à résoudre, des défauts de méthode évidents, et par dessus tout l'absence d'uniformité, nous placent en face de difficultés bien souvent insurmontables. Aussi les interprétations les plus contradictoires viennent-elles à se heurter, créant une confusion qui ébranle la confiance dans les statistiques commerciales. Que penser de celles-ci, quand on voit que les exportations d'un pays vers un autre ne correspondent que d'une façon tout à fait imparfaite à ce que le second reconnaît avoir reçu du premier? Les divergences sont si générales et en même temps si importantes qu'on a proposé, comme règle générale, d'évaluer les exportations d'un pays vers un second au moyen des statistiques d'importation du pays réceptionnaire. Que ce soit là un moyen de contrôle, nous y consentons; mais logiquement, les chiffres de l'exportation devraient être assez exacts pour être consultés avec sécurité.

L'absence d'uniformité dans les règles admises pour les statistiques commerciales est tellement accusée qu'il est difficile de classer les systèmes en vigueur. Dans la notice qu'il a consacrée, en 1914, aux « statistiques du commerce extérieur dans les différents pays », l'Institut international d'agriculture, après avoir analysé et résumé les méthodes suivies en ce qui concerne les autres points de son programme, conclut ainsi: « En ce qui concerne les critères suivis pour la détermination des pays de provenance et de destination, il y en a une telle variété qu'on ne peut en déduire une règle générale applicable à la plus grande partie des statistiques » (1).

Cette opinion est peut-être trop absolue, mais il faut reconnaître que la diversité des points de vue auxquels se placent les statistiques commerciales dans l'appréciation

(1) *Institut international d'agriculture*. « Notes sur les statistiques du commerce extérieur dans les différents pays. » Rome, 1914, p. 9, § 9.

des origines et des courants commerciaux présente quelque chose de déconcertant.

98. On peut, en effet, considérer le pays où la marchandise faisant l'objet de transactions commerciales internationales a été produite, et celui où elle est consommée ou simplement déclarée pour la mise en consommation. Un autre système consiste à indiquer le pays d'où viennent les marchandises et celui vers lequel elles sont dirigées. Dans certains cas, lorsque la marchandise est acheminée par route ou par les voies d'eau intérieures, la provenance est indiquée par la frontière d'où la marchandise est entrée, et la destination par le pays frontière à la sortie. Le point de vue commercial fournit un autre critère : c'est le pays qui a fait la vente de la marchandise que l'on désigne comme origine, celui à qui la vente est faite qui est regardé comme destinataire.

99. A ce défaut de précision dans les idées s'ajoute encore, pour compliquer la tâche de ceux qui ont à interpréter les statistiques commerciales, une certaine indécision dans les instructions administratives. Ainsi en est-il en France, où malgré les règles qui prescrivent de porter les marchandises au compte du pays d'origine effective à l'importation, et au compte du pays de destination réelle à l'exportation, des difficultés d'ordre pratique obligent bien souvent à se contenter de l'origine et de la destination actuelles. Mais l'application uniforme de ce principe aurait pour conséquence de restreindre les données statistiques du trafic international aux seuls pays limitrophes ou aux pays d'outre-mer avec lesquels existent des relations directes ; aussi doit-il fléchir devant la réalité des faits toutes les fois que, par la nature ou les circonstances du transport, ou par les documents qu'il peut avoir entre les mains, le service est en mesure de connaître à l'importation le point de départ réel de la marchandise et, à l'exportation, le

pays sur lequel elle est effectivement dirigée et où elle doit être livrée au destinataire.

Ces instructions combinent plusieurs principes, mais ce n'est peut-être pas sans porter dommage à la clarté des statistiques.

Il en est de même en Allemagne où une loi du 7 février 1906, entrée en vigueur le 1^{er} mars suivant, a modifié les règles admises précédemment pour la statistique du commerce de l'Empire avec l'étranger. La loi porte : « Doit être considéré comme le pays d'origine, celui d'où les marchandises étaient consignées et le pays de destination est le pays en destination duquel les marchandises sont consignées. » Mais les instructions données au service statistique de la douane allemande s'expriment différemment : « Ce pays doit être considéré comme pays d'origine dans lequel les marchandises sont produites ou manufacturées dans l'état où elles sont présentées aux douanes allemandes ; si l'on ne connaît pas quel est ce pays, il faut indiquer dans le commerce duquel ce produit apparaît pour la (première) fois ; et si ce dernier pays reste également inconnu, il faut indiquer le pays d'où les marchandises ont été expédiées. Le pays où les marchandises sont destinées à être mises en consommation est le pays de destination. »

Deux principes essentiellement différents se trouvent en présence ; de là proviennent les contradictions qui se remarquent dans les statistiques douanières. On peut, en effet, ou bien se référer à la provenance et à la destination des envois compris dans le mouvement commercial, ou bien envisager le pays d'origine et le pays de consommation des marchandises.

Le premier système se divise en deux branches ; le statisticien peut avoir son attention attirée sur le pays d'où les marchandises sont expédiées directement, et sur le pays vers lequel elles sont dirigées en premier lieu. Il peut aussi se préoccuper du pays de consignation, tant à l'importation qu'à l'exportation.

100. La provenance et la destination immédiates des envois commerciaux ne sont guère difficiles à déterminer avec exactitude; c'est sans doute la raison qui a fait adopter ce système par de grandes nations commerciales; mais elles n'ont pas tardé à s'apercevoir de ce qu'il renferme d'erreurs et des discordances énormes qu'il crée entre les statistiques des pays continentaux ou qui, pour leurs envois, empruntent des ports étrangers, et les statistiques commerciales des nations maritimes. Le Royaume-Uni, qui l'a suivi jusqu'en 1904, ne l'a conservé qu'à titre accessoire jusqu'en 1909 et l'a abandonné depuis lors.

101. En adoptant le système du pays de consignation, on réalise un progrès sérieux qui a pour résultat d'établir entre quels pays se nouent les relations commerciales, mais de sérieuses objections sont à relever même à ce point de vue, qui, tout important qu'il soit, n'est pas le seul à prendre en considération. Des marchandises peuvent être achetées dans un pays sans y avoir jamais existé matériellement; d'autres, au cours d'un long voyage, peuvent avoir changé de propriétaire et de destination. Ces faits sont la cause de difficultés et de discordances inextricables.

102. Enfin, l'origine physique et la destination finale des marchandises sont tout aussi douteuses; on ne les connaît, d'ordinaire, que par le pays de consignation. Cependant, quand il s'agit de matières premières, le pays d'origine peut être connu, assez souvent, sans de trop grandes difficultés. Il n'en est pas de même du pays de destination finale ou de consommation des produits manufacturés, car ceux-ci passent souvent par de nombreux intermédiaires avant d'arriver au consommateur (1).

Les divergences que nous venons de caractériser appa-

(1) Cf. A. W. FLUX, *International statistical comparisons* (« Journal of the Royal Statistical Society », May 1923, pp. 304-305).

raîtront dans les analyses ci-après concernant quelques pays. Rappelons, une fois encore, qu'il ne peut s'agir que de procéder par voie d'exemples, car il faut renoncer, sous peine de dépasser les limites assignées à ce rapport, à fournir des indications sur les méthodes suivies par chaque nation.

103. *Allemagne.* — Comme pays de provenance des marchandises importées, les statistiques commerciales considèrent celui où la marchandise a été produite ou fabriquée. Mais cette première règle n'est pas toujours applicable: en pareil cas, on mentionne comme pays de provenance celui où a eu lieu la transaction commerciale; s'il n'est pas possible de le déterminer, on indique le pays d'où l'expédition est faite.

Le pays de destination est celui où la marchandise doit être consommée, et si on l'ignore, le pays que l'on sait être le terminus de l'expédition.

104. *Autriche.* — Les mêmes règles qu'en Allemagne sont en vigueur en Autriche. Une seule différence est à signaler: si les deux premiers cas envisagés à l'importation, en Allemagne, ne peuvent recevoir de solution, on admet, dans la statistique autrichienne, que le pays de provenance est le pays où la marchandise a été consignée pour l'importation dans le territoire douanier.

La Hongrie avait adopté le même système que l'Autriche.

105. *Belgique.* — Il y a lieu de distinguer deux périodes. La première s'étend de 1831 à 1840. Durant ces dix années, on est parti de ce principe que le pays de provenance était celui d'où la marchandise sortait au moment de son introduction en Belgique, même lorsqu'elle provenait en réalité d'une autre contrée. Les exportations par terre étaient con-

sidérées comme en destination des pays où la marchandise entrerait en quittant le sol belge.

D'après les principes suivis, il semblait que la Belgique n'eût point de relations commerciales avec certains Etats, la Suisse notamment. Si, dans des comparaisons statistiques, on est amené à considérer les années 1831 à 1840, on prendra garde à ce qui vient d'être dit et l'on exclura ces années de la comparaison en ce qui concerne les provenances et les destinations.

Cette règle fut abandonnée en 1841. Les prescriptions sur la matière furent coordonnées dans les instructions sur la statistique commerciale du 20 décembre 1882, où nous lisons : « Les receveurs doivent employer tous les moyens en leur pouvoir pour obtenir du commerce la déclaration des pays réels de provenance et de destination. Ils peuvent puiser d'utiles indications sous ce rapport dans les lettres de voiture et autres documents qu'ils ont le droit de se faire représenter. Toutefois, si le commerce refuse de modifier une déclaration, on se borne à renseigner le pays déclaré. »

Cette méthode est encore en usage.

La statistique commerciale n'étant pas une statistique de production, mais bien une statistique d'échanges internationaux, ce n'est pas le commerce d'origine des marchandises qu'il y a lieu d'indiquer, c'est le pays de provenance.

Le pays d'origine est celui où la marchandise a été produite. Le pays de provenance est celui d'où la marchandise a été expédiée en destination de la Belgique, soit directement, soit en transitant par d'autres pays, même avec changement de moyens de transport, mais sans qu'elle ait fait dans ces derniers pays l'objet d'une transaction commerciale de nature à la nationaliser.

Le pays de provenance peut être en même temps le pays d'origine.

Les mêmes règles sont à suivre quant à l'exportation. Le pays de destination est celui vers lequel la marchandise est

réellement expédiée, que cette marchandise soit d'origine belge ou qu'elle ait été nationalisée.

La statistique commerciale belge avoue d'ailleurs que lorsqu'il s'agit de marchandises exemptes de droits, la douane ne vérifie, à l'importation, d'une manière détaillée, que l'espèce; elle n'opère qu'un examen sommaire des autres indications des déclarations. A défaut d'intérêt fiscal, la vérification des marchandises exportées sous le couvert de déclarations de libre sortie est toujours fort sommaire; quand les produits sont emballés, elle est souvent limitée à la reconnaissance des colis. On ne pourrait agir autrement ni dans l'un ni dans l'autre cas, sans occasionner des frais considérables au commerce et sans entraver les expéditions. Il en résulte que les inexactitudes contenues dans les déclarations faites pour les marchandises libres importées et les marchandises exportées sont généralement reproduites dans la statistique et ces erreurs sont le fait des déclarants eux-mêmes.

106. La *Bulgarie*, le *Danemark*, la *Suède*, les *Etats-Unis*, la *Nouvelle-Zélande* se placent au point de vue commercial: ces pays considèrent comme pays de provenance des marchandises importées le dernier pays qui a fait la vente; comme pays de destination, celui auquel la marchandise est vendue.

107. La *Roumanie* suit la même règle à l'exportation; quant à l'importation, elle adopte la même règle qu'en Belgique, c'est-à-dire que sa statistique douanière indique le premier pays d'expédition à destination de la Roumanie, si la marchandise ne fait pas l'objet d'une transaction commerciale dans un pays intermédiaire.

108. La *Serbie*, de même que les pays qui précèdent, indique, à l'importation, le pays de vente; mais à l'expor-

tation, les statistiques douanières considèrent le pays de consommation, et c'est seulement dans le cas où il est inconnu qu'elles mentionnent le pays de vente.

109. *France*. — L'administration envisage à l'entrée le pays de la provenance effective actuelle; à la sortie, le pays de la destination effective actuelle. Cette règle n'est pourtant pas appliquée lorsque la douane est à même de connaître le pays de provenance initiale ou le pays de destination finale. En cas de transport par routes ou par canaux, le pays limitrophe est toujours censé être le pays de provenance ou de destination.

110. *Grande-Bretagne*. — La règle suivie pendant longtemps par la Grande-Bretagne en ce qui concerne l'indication de la provenance et de la destination des marchandises peut être résumée en disant que la Grande-Bretagne avait égard uniquement au parcours du navire. Les « Trade accounts » exposent en ces termes la méthode adoptée par la statistique commerciale anglaise jusqu'à l'année 1904 :

« Les importations reçues par ce pays sont généralement classées comme étant reçues du pays d'où elles sont embarquées en destination directe du Royaume-Uni. Dans la majorité des cas, le pays d'expédition (« country of shipment ») est aussi le pays d'origine; mais on peut penser que tel n'est toujours le cas et que, dans une plus ou moins grande mesure, des marchandises originaires d'un pays sont portées au compte d'un autre pays dans les ports duquel elles ont été transbordées ou à travers le territoire duquel elles ont été transportées par rail pour être finalement embarquées à destination de l'Angleterre. »

La conséquence de cette méthode est que les pays continentaux qui ne possèdent pas de port de mer ne sont pas mentionnés dans les statistiques anglaises. De plus, ceux

qui, par leurs ports de mer, expédient des produits étrangers, paraissent faire avec l'Angleterre un commerce plus important qu'ils n'ont en réalité; et les pays qui expédient ainsi leurs marchandises par des ports situés en dehors de leur territoire ont, par contre, une situation inférieure à celle qu'ils devraient avoir.

Les règles suivies par la statistique anglaise suscitérent à plusieurs reprises des réclamations de commerçants qui demandaient que désormais on prît des mesures pour connaître le pays de consignation originaire, en cas d'importation. A la suite de ces protestations, le « Board of Trade » nomma une commission spéciale, qui conclut à ce que les déclarations indiquassent à la fois le port d'embarquement et l'endroit où les marchandises ont été consignées en destination du Royaume-Uni.

Après une période de transition, qui dura de 1904 à 1909, les règles suivantes ont été adoptées exclusivement :

Les importations sont classées comme étant reçues des pays d'où elles ont été consignées pour le Royaume-Uni; les exportations sont attribuées au pays de destination finale, c'est-à-dire le pays auquel elles sont consignées, que ce pays possède un littoral ou non.

Le pays de consignation (à l'importation) n'est pas dans tous les cas le pays d'origine effective, ou dans le cas où il s'agit d'articles manufacturés, le pays dans lequel le processus de fabrication ou d'achèvement s'est déroulé. Des marchandises fabriquées dans un pays peuvent être achetées par un autre et revendues ensuite au Royaume-Uni; en pareil cas, le second pays est le pays dans lequel la marchandise a été consignée en destination du Royaume-Uni.

L'*Inde* et le *Canada* suivent les mêmes règles que la Grande-Bretagne.

111. *Italie*. — Comme pays de provenance des marchandises, on considère celui d'où elles sont originaires, ou, si

ce pays est inconnu de l'importateur, celui d'où les marchandises ont été expédiées en Italie.

Comme pays de destination, on considère celui où les marchandises sont destinées à être consommées, ou, si ce pays est inconnu de l'exportateur, celui qui constitue la destination la plus lointaine que ce dernier connaisse.

112. *Pays-Bas*. — L'indication des pays de provenance et de destination était autrefois très défectueuse. Pour l'importation par eau, on prenait comme pays de provenance celui d'où venait le bateau important les marchandises d'après l'acte de déclaration. Pour l'exportation par mer, on notait comme pays de destination celui où allait le bateau, à moins qu'il ne résultât de la déclaration à la douane que les marchandises étaient destinées à un autre pays. Pour l'importation et l'exportation par terre ou par canaux, on considérait toujours le pays limitrophe, par conséquent la Belgique ou la Prusse, comme pays de provenance ou de destination.

Depuis la réforme de la statistique douanière hollandaise, réalisée en 1917, les véritables pays de provenance et de destination doivent être déclarés aussi bien pour les marchandises venant par la voie maritime que pour celles venant par la voie terrestre. Comme pays de provenance, on mentionne le pays du trafic duquel proviennent les marchandises; comme pays de destination, celui dans le trafic duquel les marchandises entreront.

On a prévu le cas où un exportateur aurait intérêt à omettre dans sa déclaration de sortie le pays de destination d'un certain article. L'exportateur doit s'adresser alors au directeur du Bureau central de statistique, qui peut permettre que la déclaration soit acceptée sans cette mention, à condition que le pays de destination soit directement communiqué au Bureau central. Il n'est fait usage de cette communication que de façon à sauvegarder le secret commercial.

113. *Suisse*. — Ce pays se rapproche de la règle que suivait l'Italie avant la récente réforme de sa statistique commerciale et note le pays dont la marchandise est originaire à la consommation duquel elle est destinée. Le pays de production de la marchandise est celui où elle a été produite ou celui dans lequel elle a subi le dernier perfectionnement. Si ces indications ne peuvent être données, on recherche pour l'importation, le pays le plus éloigné, et pour l'exportation, le pays connu comme étant le plus éloigné de ceux que la marchandise doit traverser.

114. Enfin, trois pays seulement, la *Nouvelle-Zélande*, l'*Australie* et la *Tchécoslovaquie* (ce dernier pays à partir du 1^{er} janvier 1923) adoptent la règle qui nous paraît la plus logique en faisant mention à la fois du pays de provenance et du pays d'origine à l'importation. A l'exportation, l'*Australie* indique le pays de dernière destination connue. L'*Espagne*, qui a suivi les mêmes règles pendant longtemps, les a abandonnées depuis 1917.

* * *

115. Cet exposé sommaire suffit à marquer l'opposition des points de vue auxquels se placent les statistiques douanières.

Aussi longtemps qu'elle subsistera, on ne peut espérer que les comparaisons de nation à nation soient satisfaisantes ou même possibles. D'autre part, on ne peut guère espérer que les gouvernements se montreront disposés à modifier, du jour au lendemain, des règles suivies depuis longtemps, car ce changement brusque supprimerait tout lien entre le présent et le passé et rendrait inutilisables les statistiques antérieures.

Mais peut-on se borner à recommander la juxtaposition

des deux systèmes, sans manifester aucune préférence en faveur de l'un d'eux? Certains pays ne désirent pas assumer les charges financières résultant de la publication de deux tableaux. Il conviendrait, dans ce cas, de s'arrêter à l'un des deux systèmes qui viennent d'être exposés. L'opinion assez générale est que la préférence doit être accordée au pays de consignment; cependant, on a fait parfois valoir en faveur du pays d'origine des arguments qui ne sont pas sans force, particulièrement sous le rapport de l'exacte détermination de la valeur lorsque celle-ci, comme c'est le cas le plus fréquent actuellement, est déclarée par l'importateur.

**IX. — Les statistiques commerciales et l'effet des modifications
dans les valeurs et les quantités.**

116. Bien que l'économiste hollandais Pierson ait préconisé au Congrès international des douanes à Anvers, en 1892, de s'en tenir à l'unique statistique des quantités échangées, et de ne point s'embarrasser de rechercher le moyen d'en fixer la valeur exacte, valeur qu'il estimait difficile à déterminer et d'une signification contestable, pareilles suggestions sont restées sans écho, et c'est en fait sur la valeur attribuée aux échanges internationaux que se basent les raisonnements des économistes et des statisticiens. Il est donc essentiel d'appliquer les principes de la critique aux chiffres que nous présentent chaque année les statistiques du commerce intérieur et de rechercher leur signification exacte.

Lorsque la statistique commerciale nous fait connaître que les échanges d'un pays avec l'étranger s'élèvent à autant de centaines de millions de la monnaie nationale, et que cette somme est supérieure à celle enregistrée l'année précédente, cela signifie-t-il que les échanges ont été plus

actifs la seconde année que la première? Cette conclusion pourrait être fausse d'une façon radicale, car l'augmentation des valeurs constatées peut être due à des causes diverses qui sont :

1° L'accroissement du volume du commerce, les prix unitaires étant restés les mêmes. Un pays quelconque, par exemple, a exporté plus de verres à vitre, plus de locomotives et de matériel de chemin de fer, plus de tissus de tous genres et, par hypothèse, les prix unitaires n'ayant pas subi de changements, l'augmentation des valeurs est l'équivalent, en monnaie, de l'excédent des quantités exportées;

2° La hausse générale des prix, si l'on suppose que les marchandises exportées sont restées les mêmes et que leur quantité n'est pas plus considérable qu'au début. Cette hausse générale des prix, nous le savons, n'est qu'une diminution équivalente de la valeur de la monnaie. Il ne serait pas raisonnable de croire qu'une cause unique ait le pouvoir d'agir à la fois sur les prix des nombreuses denrées, produits, etc., dont l'humanité a besoin pour son développement, ni que des causes nombreuses agiraient toutes dans le même sens sans se contrarier, sans s'annihiler réciproquement. De même, comme le dit Gide, qu'il n'est pas rationnel de penser que des astres immenses, en nombre incalculable, gravitent autour de ce petit globe perdu dans l'espace qu'on appelle la Terre, de même, on ne peut penser que les manifestations infinies de la vie économique soient toutes atteintes en même temps par une cause unique.

Donc il faut admettre qu'une hausse générale des prix est due à une dépréciation équivalente de la monnaie;

3° Mais les hypothèses que nous venons d'indiquer sont simples à côté de la complexité des choses. Que tous les prix restent fixes, comme figés à un niveau immuable, c'est ce que l'expérience quotidienne ne nous permet pas d'admettre; nous les voyons, au contraire, se modifier d'une façon incessante, les uns montant, les autres descen-

dant, obéissant dans leur marche à des causes extrêmement nombreuses et complexes, résultats des conditions techniques, des facilités de transport, des droits de douane et de cent autres causes qu'il n'est pas possible d'énumérer ici. D'autre part, on ne conçoit pas que le commerce général reste au même niveau, ni qu'on prenne toujours les mêmes marchandises en même quantité : des débouchés s'ouvrent, tandis que d'autres se ferment; des industries nouvelles paraissent alors que d'autres déclinent.

Il est donc logique de penser que l'augmentation des valeurs, dans l'hypothèse la plus fréquente, résulte à la fois de l'extension des affaires et des modifications incessantes que subissent les prix.

Or, pour combien, dans cette augmentation, intervient le développement des affaires et pour combien, si elle existe, la hausse des prix?

C'est là, il faut le reconnaître, un problème ardu, et l'on comprend qu'il ait tourmenté tant de statisticiens qui ont proposé pour le résoudre des méthodes nombreuses et diverses.

*
- * *

117. Tel est, à proprement parler, l'aspect statistique du problème; mais il en est un autre qu'on pourrait appeler l'aspect économique : c'est celui qu'il est permis d'exposer sous cette forme : entre les prix des marchandises sur le marché d'importation et ceux pratiqués sur le marché d'exportation, de même que d'une année à l'autre, lorsqu'il s'agit d'un même Etat, se révèlent des différences; au nombre des causes qui provoquent ces différences, on peut ranger les variations de la valeur de la monnaie. Plus grande est cette valeur, plus bas seront les prix considérés dans le temps et l'espace; plus faible est la valeur de la monnaie, plus haut se fixeront les prix. De là résulte un défaut évident de comparabilité. Le problème consiste à trouver le moyen d'éliminer des chiffres de la statistique

du commerce l'effet de la différence qui se remarque dans la valeur de la monnaie, soit d'une année à l'autre, soit d'un Etat à l'autre.

On a cru parfois qu'il suffisait de conserver la fixité des valeurs officielles pour être à même de déterminer avec exactitude l'ampleur des variations de valeur de l'étalon monétaire.

La France, qui avait organisé en 1826 le système des valeurs officielles permanentes, le maintint jusqu'en 1843. A partir de cette date, elle chargea une commission permanente de rechercher, chaque année, la valeur moyenne de chaque catégorie de marchandises. Toutefois, de 1848 à 1862, l'Administration maintint, dans ses statistiques, la double indication des valeurs officielles et des valeurs actuelles. La différence entre ces deux données a été prise souvent comme l'exacte mesure de l'appréciation ou de la dépréciation de la monnaie.

118. Coletti s'est élevé avec raison contre cette supposition (1). En premier lieu, dit-il, cette opinion ne tient aucun compte des progrès techniques qui, dans tous les domaines, tendent à réduire le coût de production. Ensuite, cette thèse suppose que les variations du pouvoir monétaire s'accomplissent d'une façon uniforme, alors qu'il est bien établi que le nivellement des prix ne se produit pas avec cette uniformité. Enfin, ce raisonnement est entaché d'une erreur de logique, car il néglige l'effet bien connu que les variations des prix exercent sur le montant des importations comme des exportations. Ce qu'il est légitime seulement d'en inférer, c'est l'ampleur quantitative des échanges : les valeurs unitaires étant, par hypothèse, inchangées, les variations de la somme globale représentent, d'une façon schématique, les modifications survenues, par

(1) COLETTI, *Del valore statistico delle cifre del commercio internazionale.*

rapport à l'année de base, dans les poids ou quantités des échanges internationaux.

119. Ces objections prennent encore plus de force à l'égard des procédés recommandés par Giffen et Rawson. Le premier de ces statisticiens espérait trouver une mesure de l'oscillation des prix dans le montant, par habitant, des importations et des exportations; le second croyait y atteindre en établissant le quotient des chiffres du commerce divisé par le tonnage des navires abordant en Angleterre ou quittant ce pays. Il suffit de remarquer que la composition quantitative et qualitative du commerce international varie d'année en année pour se convaincre que ces procédés sont radicalement insuffisants.

Tout autre est l'aspect de la question lorsqu'on la considère sous le point de vue statistique. Il ne s'agit plus ici de marquer, avec une approximation plus ou moins grossière, le degré de détérioration ou d'appréciation de la monnaie; le problème consiste à faire, dans un total, la discrimination de ce qui revient (dans le cas supposé d'une augmentation de la valeur des échanges) à la hausse des prix, d'une part, à l'accroissement du tonnage, de l'autre.

120. Un statisticien anglais, M. Stephens Bourne, a proposé la méthode suivante (1): pour chacun des produits compris dans le commerce international, il est nécessaire de connaître le prix unitaire et les quantités échangées. Le calcul se fait séparément pour l'importation et pour l'exportation. Bourne donne comme exemple le blé, dont l'importation en Angleterre représentait, en 1888, 57 millions 224,934 cwts pour une valeur de 21,971,331 livres sterling. Les quantités importées en 1888 sont multipliées par les prix de 1887, d'où une valeur de 21,335,902 livres sterling, qui eût été celle atteinte en 1888 si les prix

(1) *Journal of the Royal statistical Society*, 52^e volume, 1889.

n'avaient pas changé depuis l'année précédente. De là, il vient que la différence représente ce qui est dû aux changements des prix. La différence entre la valeur estimée et celle de la dernière année représente les modifications dues aux quantités.

On peut encore formuler de la sorte la méthode de Bourne : le tonnage d'une année, multiplié par le prix moyen de la tonne pendant l'année prise comme base, a pour produit la valeur que le commerce aurait atteinte si les prix n'avaient subi aucune modification depuis cette année de base (valeur fictive). La différence de valeur entre l'année de base et la valeur fictive de l'année considérée représente donc l'augmentation ou la diminution de valeur résultant de modifications dans les quantités, par rapport à l'année de base. Reprenant à nouveau la valeur fictive et la comparant à la valeur réelle, la différence représente la modification imputable aux prix comparés de l'année de base et de l'année considérée (1).

(1) L'énoncé qui précède peut être démontré facilement par l'emploi des formules suivantes :

Désignons par A et A' les années que l'on compare entre elles, A étant l'année servant de base et A' l'année considérée.

Soient p le prix moyen par tonne et q la quantité exprimée en tonnes pour A ;

Soient p' le prix moyen par tonne et q' la quantité exprimée en tonnes pour A'.

La valeur réelle pour l'année A' sera :

$$v' = p'q'$$

et pour l'année A, elle sera :

$$v = pq.$$

Si le prix moyen pour l'année A' était le même que pour l'année A, la valeur pour l'année A' serait $v'' = pq'$. C'est une valeur fictive. La différence des valeurs réelles est :

$$v' - v = p'q' - pq.$$

Il s'agit de déterminer la part due à la variation de la quantité et à celle qui provient de la variation du prix.

A cet effet, soustrayons v de v'' :

$$v'' - v = pq' - pq = p(q' - q) \quad (1).$$

Puis soustrayons v'' de v' :

$$v' - v'' = p'q' - pq' = q'(p' - p) \quad (2).$$

121. Bourne a également suggéré un plan basé sur l'emploi des index-numbers : une année de base est adoptée. La valeur totale des exportations (ou des importations) est représentée par le chiffre 1000 ; on recherche, pour chaque division de la statistique, le nombre relatif qui exprime le rapport à 1000, c'est-à-dire au chiffre global du commerce. On opère de même pour les quantités et les volumes. Lorsque le nombre relatif des valeurs est divisé par l'index des prix, il devient l'index-number des quantités et le total représente la valeur des transactions faites l'année précédente comparée à l'index de la valeur (1).

122. M. Mortara (2) a proposé récemment une autre méthode plus simple, qui consiste à diviser la valeur effective des importations et des exportations par le rapport indice général des prix. Cet auteur donne l'exemple suivant : en 1873, la valeur des importations et des exportations réunies était, en France, de 7,342 millions de francs et le nombre indice des prix était 159 par rapport à la période de base 1891-1900. Le rapport indice est donc 1.59 et $\frac{7.342}{1.59} = 4,618$ millions, représentant la valeur rectifiée sur la base des prix moyens de 1891-1900. M. Mortara assure qu'à l'aide de cette méthode simple on atteint des résultats très voisins de ceux qu'on peut obtenir par l'emploi de méthodes beaucoup plus compliquées.

Additionnons les égalités (1) et (2), membre à membre :

$$v' - v = p (q' - q) + q' (p' - p).$$

$v' - v$ est la différence des valeurs réelles ;

$p (q' - q)$ est la part due à la variation de la quantité ;

$q' (p' - p)$ est la part due à la variation des prix.

(1) *American statistical Association*. Vol. V, p. 379. Référence à la statistique commerciale du Canada pour 1896.

(2) MORTARA, G., « Sintomi statistici delle condizioni economiche ». *Giornale degli economisti e Rivista di statistica*, 1914, p. 287.

123. *Références:*

- BARSON (R. W.), *International cooperation for the standardization of statistical work* (1915). (« Publ. Am. Stat. Ass. », vol. 14, pp. 462-466.)
- BAINES (J. A.), *The recent course of Trade within the British Empire*, p. 137.
- BARLET (E.), *Histoire du Commerce et de l'Industrie de la Belgique depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1880*, Malines, 1885.
- CAMPEN (R.), *Du classement uniforme des marchandises dans les statistiques commerciales*. (Congrès international d'expansion économique mondiale, Mons, 1905, 2^e section.)
- BATEMAN (A. E.), *Comparability of Trade statistics of various countries*, American stat. Assoc., 1892-1893, p. 533.
- Id., *Statement in opening discussion on the possibility and method of making more comparable the foreign trade returns of the various countries*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. II, liv. 1, p. 294.)
- Id., *Rapport au nom du Comité de la comparabilité de la statistique commerciale*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. III, liv. 2, p. 103.)
- Id., *Rapport au Comité spécial sur la comparabilité des statistiques commerciales*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. IV, liv. 2, p. 275.)
- Id., *Rapport sur la comparabilité de la statistique commerciale des divers pays*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. VI, liv. 1, p. 227.)
- Id., *Comparability of Trade Statistics of various Countries*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. VIII, liv. 1, p. 1.)
- Id., *La comparaison entre les statistiques du commerce des différents pays*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. IX, liv. 2, p. 257.)
- Id., *La statistique commerciale internationale. Rapport fait au nom de la deuxième section*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. IX, liv. 2, p. 173.)
- Id., *Comparability of Trade statistics of various countries*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. XII, liv. 1, p. 313.)
- Id., *Comparability of Trade statistics of various countries*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. XI, liv. 1, p. 59.)
- Id., *New publications of the Board of Trade, including those connected with international statistics*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. XII, liv. 1, p. 182.)
- Id., *The Import and Export statistics of various countries*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. XV, 2^e livraison, p. 219.)
- BODIO (L.), *Sulle discordanze che si osservano fra le statistiche commerciali dei vari stati*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. VII, liv. 1, p. 25.)
- BODDINGTON (A. Lester), *Statistics and their application to commerce*, London, 1921.
- BORGHT (Dr R. van der), *Die Umbestaltung der deutschen Handelsstatistik*, Berlin, 1918.
- BOSVELD-HEINSIUS (J. H. A. M. v.), *De Statistiek. De bepalingen, betreffende de statistiek van den in-, uit- en doorvoer, alsmede die, betreffende de heffing van statistiekrecht*, Deventer, 1919.

- BOURNE (ST.), *Progress of the external trade of the United Kingdom in recent years.* (« Journ. of the Roy. Stat. Soc. », 1893, t. LV, p. 185.)
- ID., *Official Trade and navigation statistics.* (« Journ. of the Roy. Stat. Soc. », p. 196.)
- ID., *Growing preponderance of imports over exports in Trade of United Kingdom.* (« Journ. of the Roy. Stat. Soc. », vol. 40, p. 19.)
- ID., *Progress of our foreign trade, Imports and Exports during the past twenty years, 1854-74.* (« Journ. of the Roy. Stat. Soc. », vol. 38, p. 215.)
- ID., *Change in classification of imports and exports of the United States.* (« Journ. of the Roy. Stat. Soc. », vol. 69, p. 582.)
- BREUER (J.), *Die Methoden der Handelsstatistik*, Paderborn, 1920.
- CATTIER (S.), *La Belgique au début du XX^e siècle.* (« Revue économique internationale », 1905.)
- CLERICI (L.), *Le importazioni ed esportazioni temporanee.* (« Giornale degli Economisti », 1902, t. I.)
- CLAESSENS (J. H. F.), *De nieuwe maandstatistiek.* Tijdschr. voor Econ. geogr., 1917, p. 261.
- ID., *Over de begrippen waarde, gewicht en land van herkomst en vestemming in de handelsstatistiek.* In- en Uitvoer, 1917, p. 886 en verv.
- ID., *Die Neue Einrichtung der niederländischen Handelsstatistik 1919.* (« Weltw. Archiv », Band 14. « Chron. en Archiv. », p. 224-241.)
- CLARKE (Earle), *A phase of the external statistical needs of American business* (1918). (« Publ. Am. Stat. Ass. », vol. 16, p. 16-23.)
- COLETTI (F.), *Del valore statistico delle cifre del commercio internazionale*, Turino, 1903.
- ID., *Le comparazioni nelle statistiche del commercio internazionale et le variazioni del valore monetario.* (« Giornale degli Economisti », 1904, t. I.)
- COLSON (C.), *Statistique des transports et du commerce international en France et à l'étranger*, 1915.
- CORR-VAN DER MAEREN et COUVREUR, *Le mouvement économique en matière commerciale.* (« Patria Belgica », t. III, p. 785, Bruxelles, 1873.)
- CRAIGNON (E.), *Statistique du commerce extérieur.* (« Bull. Inst. Int. Stat. », t. II, liv. 1, p. 306.)
- DANOS, *L'idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur*, Paris, 1921.
- DE LANNOY (C.), *De la méthode à suivre pour déterminer la valeur des marchandises importées et exportées.* (Congrès international d'expansion économique mondiale, Mons, 1905, 2^e section.)
- ID., *La Belgique, pays de transit.* (« Revue économique internationale », 1911.)
- DE LAVELEYE (P.), *De l'unification des statistiques commerciales.* (Congrès international d'expansion économique mondiale, Mons, 1905, 2^e section.)
- DENIS (H.), *Des méthodes suivies pour la formation des statistiques commerciales et de leurs résultats.* (Congrès international d'expansion économique mondiale, Mons, 1905, 2^e section.)

- DE VARGHA, *Considérations générales sur la statistique du commerce extérieur*. (« Bull. Inst. Int. de Statist. », t. XIII, 2^e partie, p. 447.)
- DIETRICH (B.), *Die Belgische Binnenschiffahrtstatistik*. Dresden extrait de « Das Schiff », 1888, n^o 427.
- Een en ander over de wijze van samenstelling der Nederlandsche Indische handelsstatistiek*. In- en Uitvoer, 1918, p. 318.
- Exposé de la situation du royaume rédigé sous la direction de la Commission centrale de statistique* (a paru pour les périodes 1841-1850, 1851-1860, 1861-1875, 1875-1900).
- Extracts from the report of the Committee of the British Association appointed to inquire into the accuracy and comparability of british and foreign statistics of international trade*. (« Journ. of the Roy. Statist. Soc. », vol. 67, p. 438.)
- FAURE (F.), *Comment se fait la statistique de notre commerce extérieur*. (« Revue politique et parlementaire », août 1922, p. 231.)
- FLUX (A. W.), *Price movements in the foreign trade of France*. (« Journ. of the Roy. Statist. Soc. », t. LXII, p. 480.)
- Id., *Britain's place in foreign markets*. (« Economic Journal », 1904, p. 356.)
- Id., *International Statistical comparisons* (« Journ. of the Roy. Statist. Soc. » May, 1923.
- GEERING (T.), *Die Erhebungsperiode der Handelsstatistik*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. IX, liv. 2, p. 157.)
- GIFFEN (R.), *Use of import and export statistics*. (« Journ. of the Roy. Stat. Soc. », vol. 45, p. 181.)
- GON NETSCHER (A. D. v. d.), *De organisatie der Indische officieele Handelsstatistiek*, 1917.
- GRANDGAIGNAGE (E), *Géographie industrielle et statistique commerciale*. (« Patria Belgica », t. III, p. 851, Bruxelles, 1873.)
- GRIMM (H.), *Die deutsche Handelsstatistik in ihrem gegenwärtigen Stand und die Vorschläge zu ihrer Verbesserung*. (« Tübingen, Allg. Statist. Arch. », vol. VI, n^o 2, p. 35, 1904.)
- HATHAWAY (W. A.), *Internal and external statistical needs of American business* (1918). (« Publ. Am. Stat. Ass. », vol. 16, pp. 16-23.)
- HAYNES (T. H.), *An analysis of australian Imports of Merchandise from the United Kingdom and foreign Countries*. (« Journ. of the Roy. Statist. Soc. », vol. 69, p. 200.)
- HICKX (F. C.), *Classification of trade statistics*. (American Stat. Associat., 1892-1893, p. 65.)
- Index numbers in correction of export statist.* (Americ. Stat. Assoc., 1896-1897, p. 378.)
- Instructie omtrent de samenstelling der statistiek van den handel en de ontzangen in- en uitvoerrechten*, 1915.
- JACQUART (C.), *Des méthodes suivies pour la formation des statistiques commerciales et de leurs résultats*. (Congrès international d'expansion économique mondiale, Mons, 1905, 2^e section.)

- JACQUART (C.), *Le commerce extérieur de la Belgique avant et après la guerre*. Bruxelles, 1922.
- JULIN (A.), *La statistique du commerce extérieur*. (« Bull. des anciens étudiants de l'Ecole de commerce de Louvain », Louvain, 1905.)
- ID., *Des méthodes suivies pour la formation des statistiques commerciales et de leurs résultats*. (Congrès international d'expansion économique mondiale, Mons, 1905, 2^e section.)
- ID., *De quoi se compose le commerce extérieur de la Belgique*. (« Revue économique internationale », 1907.)
- ID., *Précis du cours de statistique générale et appliquée*. Dewit, Bruxelles, 5^e édition, 1922.
- ID., *Economic progress in Belgium from 1880 to 1908*. (« Journ. of the Roy. Statist. Soc. », fév. 1911.)
- KRAL (J. J.), *Methods of computing values in foreign trade statistics*, Washington, 1917.
- KRIES (W. von), *Seezollverwaltung und Handelsstatistik in China*, Jena, 1913, gr. 8°.
- LEVI (L.), *Commercial Statistics and an Attempt at a universal commercial code*. (« Statist. Soc. », vol. 15, p. 108.)
- LOEFEN (W.), *Zur Reform der deutschen handelsstatistik*. Berlin, Ern. Hasse, in-8°, 51 p., 1905.
- ID., *Handelsstatistik oder Zollstatistik*, 1912.
- D^r MEERWARTH (R.), *Ueber die zukünftige Umgestaltung der deutschen Handelsstatistik*. (« Deutsches Statistisches Zentralblatt », mai-juin, 1919, p. 81.)
- NEWMARCH (W.), *Progress of the foreign Trade of the United Kingdom since 1856 with special reference to the effects produced upon it by the protectionist Tariffs of other countries*. (« Journ. of the Roy. Statist. Soc. », vol. 41, p. 187.)
- Notes sur les statistiques du commerce extérieur dans les différents pays*. (« Institut international d'agriculture », Rome, 1915.)
- Organisation de la statistique du commerce extérieur en Italie*, Rome, 1913.
- OTTOLENGHI (C.), *La determinazione dei valori d'importazione e d'esportazione nella statistica italiana*. (« Giornale degli economisti », 1911, t. I, p. 597.)
- PLATE (A.), *Onze handelsstatistiek* (« De Econ. », 1914, pp. 189-198.)
- ROBERT (Ph.), *Le commerce franco-belge et sa signification sociale*. (« La Science sociale », 2^e période, n° 13.)
- RUTTER (F. R.), *Statistics of imports and exports*. (« Quart. Pub. Am. statist. Assoc. », March, 1916, p. 19.)
- SCHOU (W.), *Statistics of the World's foreign commerce*. (« Journ. of the Roy. Statist. Soc. », t. LXII, pp. 315-330.)
- SCHULLER (Ch. J.), *La Statistique douanière et ses méthodes*. (Paris, Jouve & C°, 1911. Thèse.)

- SCHUMACHER, *Zur Reform der Binnenschiffahrtsstatistik im Deutschen Reich*. (« Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik », juin 1908, pp. 721-750.)
- SEVENIG (J. P.), *Die international einheitliche Handelstatistik*. (« Wirtschafts Archiv. », April 1915.)
- SNOW (Ch. D.), *Our statistics of foreign commerce and the war* (1918). (« Publ. Am. Stat. Ass. », vol. 16, pp. 175-189.)
- Statistique du commerce spécial de la Belgique avec la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande, les Pays-Bas et l'Union douanière allemande en 1908-1909, examinée au point de vue de l'origine et du degré d'achèvement des produits échangés*. (Bruxelles, 1911, Ministère de l'Industrie et du Travail.)
- SWANSON (A. E.), *The statistical work of the War trade board* (1919). (« Publ. Am. Stat. Ass. », vol. 16, pp. 261-274.)
- TIMIRIAZEW (D.), *Communication sur l'influence de la baisse des prix des marchandises sur le mouvement du commerce international*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. XI, liv. 1, p. 153.)
- VAN BRUYSEL (E.), *Histoire du commerce*. (« Patria Belgica », t. III, p. 761, Bruxelles, 1873.)
- Id., *Histoire du commerce et de la marine en Belgique*, 3 vol., Paris, 1864.
- VERKERK-PISTORIUS (W. A.), *Comparabilité des statistiques du commerce*. (« Bull. Inst. Int. Statist. », t. IX, liv. 2, p. 170.)
- VON TYSZKA (C.), *Die wirtschaftspolitische Bedeutung der Handelstatistik*. (« Weltwirts. Archiv. », XV, Oct. 1, 1919, n° 2.)
- Voorschriften voor de Handelstatistiek*. Den Haag, Belinfante, 1916.
- WEBB (A. D.), *Notes on some difficulties met in international statistical comparisons*. (« Journ. R. S. S. », 1910, pp. 10-25.)
- ZIMMERMANN, *Die deutsche Handelsstatistik in ihrer geschichtliche Entwicklung und ihren derzeitigen Stand*. (« Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik », mars, pp. 289-324; avril, pp. 433-473, 1908.)

CHAPITRE II.

Statistique des Transports.

I. — Objet de la statistique des transports.

124. L'économie industrielle et la vie sociale ont été profondément modifiées à la suite de l'évolution des moyens de transport. La construction des voies ferrées, l'amélioration des routes, la substitution graduelle de la vapeur à la voile

dans la navigation maritime, la création de nombreux canaux, ont favorisé les échanges à l'intérieur et à l'extérieur.

Par la prodigieuse économie de temps et d'argent qui résulte du fonctionnement des chemins de fer, des transports maritimes à vapeur, du télégraphe, du téléphone, on peut dire que la face du monde a été renouvelée. Malgré les distances qui nous en séparent, les pays les plus lointains peuvent nous faire parvenir leurs productions, non plus, comme autrefois, à des prix abordables par les seuls privilégiés de la fortune, mais à des conditions si avantageuses que la consommation de ces produits est devenue générale.

Les conditions de concurrence se sont unifiées, les matières premières sont réparties à travers le monde avec une égalité plus grande que les conditions naturelles ne le permettaient auparavant, la terre est devenue un vaste marché dont les différentes parties sont solidaires.

Les prix de revient se sont abaissés et un nombre toujours croissant de consommateurs ont été appelés à bénéficier des progrès de l'industrie. Les relations sociales ont été facilitées. Les hommes, au lieu de rester confinés sur un étroit coin de terre, ont pu admirer les beautés naturelles des pays situés à des distances fabuleuses au regard des moyens de transport d'autrefois; ils ont pu s'imprégner de l'art des régions lointaines, étudier leurs mœurs et leurs lois, profiter de leurs progrès scientifiques. Et ces bienfaits, nous les devons au développement et au bon marché des moyens de transport.

La statistique des transports est liée intimement à celle du commerce international; elle montre, en effet, quels sont les moyens dont nous disposons pour effectuer les échanges dont nous avons appris à connaître la nature, la valeur et la direction.

On peut diviser la statistique des transports en quatre parties :

- I. — Navigation maritime et fluviale;
- II. — Chemins de fer;
- III. — Transport par route;
- IV. — Transport aérien.

On peut encore y ajouter la statistique de l'émigration si l'on comprend la statistique des transports dans un sens très large.

II. — Statistique de la Navigation.

125. Dans la statistique de la navigation on peut distinguer :

- La navigation maritime;
- La navigation intérieure.

La navigation maritime comprend la navigation au long cours et de cabotage.

La *navigation au long cours* est la navigation qui se fait entre les ports européens et les ports étrangers et coloniaux.

La *navigation de cabotage* est celle qui se fait entre les ports d'un même pays.

On distingue, en France, le *grand cabotage*, qui s'effectue d'un port de l'Océan à un port de la Méditerranée et vice-versa.

Le *petit cabotage* se limite aux ports d'une même mer.

Une distinction analogue est adoptée dans d'autres pays lorsque leurs côtes sont baignées par plusieurs océans.

Le *cabotage international* est la navigation qui s'effectue à faible distance des côtes et dans des ports n'appartenant pas au même pays.

On peut également partager la navigation maritime en :

a) Navigation régulière, composée de navires dont les départs périodiques sont connus d'avance, et faisant des escales fixes;

b) *Navigation libre*, qui n'est pas assujettie à des départs ou à des parcours réguliers.

126. La statistique de la navigation maritime au long cours se compose surtout de deux parties :

Le *matériel* ou *effectif naval*, c'est-à-dire le nombre et le genre de navires (à vapeur, à voiles, en bois, en fer), le pavillon auquel ils appartiennent, leur tonnage ou capacité. Ce dernier élément peut être considéré à différents points de vue, comme on le verra plus loin.

Le *mouvement*, c'est-à-dire le nombre de bateaux entrés ou sortis, leur provenance et leur destination, le poids et la nature des marchandises embarquées, le poids des marchandises en rapport avec la longueur qu'elles ont parcourue.

127. La statistique de la navigation maritime au long cours comprend une série d'unités qui servent à marquer les situations différentes selon qu'on dénombre l'effectif naval ou qu'on en observe le mouvement.

L'unité de l'effectif naval est le navire. On distingue dans cette classe :

1° Le navire en bois à voiles;

2° Le navire en bois à vapeur;

3° Le navire en fer à voiles;

4° Le navire en fer à vapeur;

5° Le navire à vapeur ou à voiles construit en bois et en fer.

Les mesures de capacité sont plus complexes. La capacité d'un navire s'exprime par son tonnage. On distingue plusieurs tonneaux de mer :

a) *Le tonneau de déplacement*, qui exprime le poids total d'un navire; il est égal à 1,000 kilogrammes.

Un transatlantique qui a un *déplacement* de 15,000 tonnes, pèse 15 millions de kilogrammes, ce qui représente le volume d'eau de mer déplacé par le navire en pleine charge;

b) *Le tonneau de jauge* marque le volume du navire. Cette mesure est équivalente à 100 pieds cubes anglais ou 2 m³ 83. La jauge d'un bâtiment est établie, en général, d'après la méthode Moorsom, mais, en fait, il y a de nombreuses divergences dans le mode de calcul.

Lorsqu'on adopta le système Moorsom d'après les expériences qui servirent à établir les nouvelles taxes maritimes, le rapport entre le nouveau et l'ancien tonnage était de 1,083 pour les voiliers et de 1,198 pour les navires à vapeur. Afin de ne pas créer des tarifs différents pour les voiliers et les steamers, on a pris un chiffre intermédiaire, celui de 1,168, calculé en tenant compte de l'importance relative qu'avaient à cette époque la navigation à voiles et la navigation à vapeur.

Un tonneau Moorsom équivaut donc à $\frac{1.168}{1.000}$ tonneau d'après le système ancien, et 1,000 tonneaux Moorsom représentent 1,168 tonneaux, jauge ancienne;

c) *Le tonneau d'encombrement* représente aussi le volume, mais considère à la fois le poids et la place occupés par la marchandise. Ce tonneau représente, en France, 1 m³ 44, soit un peu plus de la moitié de la tonne de jauge.

En Angleterre et en Belgique, ce tonneau représente 1 m³ 135.

On désigne sous le nom de marchandise légère celle qui pèse moins de 1,000 kilogrammes sous le volume du tonneau,

et le nom de marchandise lourde est appliqué à la marchandise pesant plus de 1,000 kilogrammes ;

d) Le *tonneau d'affrètement* (en anglais : *unit*) est la quantité généralement évaluée au poids, que l'on admet dans le commerce pour un tonneau de cette marchandise, au point de vue du paiement du fret ; ainsi, pour les marchandises lourdes, il est de 1,000 kilogrammes ou 1,015 kilogrammes ; pour les céréales (mer Noire et Danube), on adopte les poids suivants :

Blé	1.015 kilogrammes	
Seigle	1,066	»
Graines de lin	983	»
Orge	929	»
Etc.		

128. L'une des questions qui donnèrent lieu au plus grand nombre de difficultés fut celle de la détermination du tonnage brut et du tonnage net.

En 1873, une Conférence diplomatique internationale, réunie à Constantinople pour préciser le sens du mot tonnage, a donné de ce terme la définition suivante :

« Le « tonnage brut » (*gross tonnage*) doit comprendre la mesure exacte de tous les espaces, sans aucune exception, situés sous le pont (*upperdeck*), de même que tous les espaces couverts et clos d'une manière permanente situés sur le pont. »

Cette définition n'a pu être acceptée intégralement. Ainsi, en Angleterre, on ne comprend pas dans le tonnage brut les espaces occupés au-dessus du pont par les tambours des roues, les condensateurs, l'espace réservé pour éclairer et aérer la chambre des chaudières et des machines, etc. La

France, l'Italie et la Compagnie du Canal de Suez opèrent aussi des déductions spéciales.

En France, on distingue la *jauge brute totale*, qui est le volume intérieur du navire, y compris les emplacements clos et couverts situés sur le pont. La *jauge brute* correspond à la même capacité, diminuée de certaines parties du lest d'eau et de quelques-unes des superstructures.

Le « tonnage net » (*register tonnage*) est calculé en déduisant du volume du tonnage brut certains espaces, notamment ceux occupés par le logement de l'équipage. Mais ces déductions ne sont pas les mêmes dans tous les pays. A cette première cause de manque d'uniformité s'ajoute celle résultant des divergences de la manière de procéder pour déterminer le volume cubique de ces espaces. Comme, d'un accord universel, les taxes et droits sur la navigation sont perçus d'après le tonnage net, l'armateur et le constructeur ont un intérêt considérable à savoir comment se calcule le tonnage net des navires qu'ils destinent à faire le commerce avec un pays déterminé. Les compagnies exploitantes s'efforcent de faire inscrire sur les papiers de bord un tonnage net aussi réduit que possible.

En France, une série de mesures prises de 1887 à 1893 avaient abaissé dans une forte mesure le tonnage net, tant des voiliers que des steamers. Les autres puissances protestèrent contre l'exagération de ces réductions, que la France consentit à modifier en 1904. Les mesures nouvelles ont fixé la jauge nette pour les voiliers à 3 p. c. plus bas que les dispositions en vigueur antérieurement à 1887, et pour les steamers à 13 p. c. plus bas.

Le tonnage de la flotte de la France a donc varié, durant la période de 1887 à 1904, dans une mesure appréciable à la suite de ces dispositions administratives.

L'espace occupé par les moyens de propulsion étant déterminé, on admet, en Angleterre, que la déduction à opérer de ce chef représente pour les navires à hélice 32 p. c., pour

les navires à roues 37 p. c. du tonnage brut, lorsque le tonnage de la machine à vapeur et de ses accessoires représente lui-même 13 à 20 p. c. du tonnage brut des navires à hélice, et de 20 à 30 p. c. du même tonnage pour les navires à roues.

Si le tonnage de la machine à vapeur représente une proportion plus élevée ou plus basse que celle indiquée ci-dessus, la déduction peut être de $1\frac{3}{4}$ de fois le tonnage s'il s'agit d'un navire à hélice, et de 1 fois $1\frac{1}{2}$ en cas de navires à roues.

La règle admise par l'Administration du Canal de Suez est double : on peut déduire l'emplacement réellement occupé par la machine et ses accessoires, ou l'on peut opérer la déduction d'après la « règle danubienne » ; celle-ci consiste à déduire l'espace occupé par la machine et, en outre, à défalquer 75 p. c. de cet espace pour les navires à hélice et 50 p. c. pour les navires à roues.

D'après la règle allemande, on déduit, outre l'espace occupé par la machine, le volume cubique vrai des soutes à charbon, fixes ou permanentes, et à la condition qu'il y ait communication des soutes à charbon à la chambre de chauffe.

Il est à remarquer que ces divergences, qui ont une grande importance pour l'armateur, n'ont qu'un intérêt secondaire du point de vue statistique. Elles sont toujours les mêmes pour un pays donné, et elles ne peuvent exercer une influence sur le tonnage comparé entre plusieurs pays qu'à la condition qu'il s'agisse de lignes de navigation régulière, sans changement de régime.

129. Dans la plupart des pays, on note avec soin la destination des navires qui viennent de quitter les ports nationaux et la provenance de ceux qui y rentrent. On a réussi à éliminer les doubles emplois qui résultaient des arrêts dans

les ports d'escale. Au point de vue international il y a, par contre, de nombreuses erreurs à relever.

La statistique de la navigation en France note de la manière suivante les renseignements relatifs aux provenances et destinations :

D'après l'instruction concernant l'établissement des relevés statistiques des douanes, les mouvements de la navigation de la France avec l'étranger, ses colonies, y compris l'Algérie, les pays de protectorat et de grande pêche sont relevés, dans chaque port de France, au compte du pays de provenance ou de destination et par pavillon. Les navires figurent, à l'entrée, dans les écritures statistiques du port de prime abord, à la sortie dans celles du port où le navire a commencé son chargement. Lorsqu'un même navire exporte et importe des marchandises ayant des destinations ou des provenances différentes, il est repris, dans le mouvement de la navigation du port de départ ou d'arrivée, au compte du pays de destination ou de provenance le plus éloigné de France.

En Belgique, on suit les règles ci-après :

Services réguliers : le pays de provenance est le pays auquel appartient le port que ce service relie en premier lieu au port belge, que ce port soit tête de ligne ou non. Le pays de destination est celui auquel appartient le dernier port étranger relié au port belge.

Navigation irrégulière : le pays de provenance est le pays du port où le navire a pris son premier chargement à destination de la Belgique.

Le pays de destination est le pays du port où doivent être déchargées les marchandises provenant du port belge. Lorsque le déchargement de ces marchandises doit s'effectuer partiellement dans des ports appartenant à plusieurs pays, le pays de destination est celui du port où s'effectue le dernier déchargement.

D'habitude, les comparaisons que l'on établit entre le

mouvement des ports sont basés sur le nombre de tonnes de jauge, mais cette mesure de capacité est insuffisante à exprimer le mouvement commercial, les bateaux pouvant naviguer avec tous les degrés de chargement. Le tonnage de jauge ne peut convenir comme mesure de trafic commercial international. Il faut nécessairement recourir à l'unité de poids lorsqu'elle peut être déterminée.

* * *

130. Voici, d'après le *Lloyd's Register*, un tableau indiquant le nombre de navires à voiles ou à vapeur construits, en fer ou en bois, ou à la fois en fer et en bois, pendant les années 1921-1922. Nous y joignons un autre tableau indiquant, pendant l'année 1922 et les premiers mois de 1923, le mouvement de la navigation maritime. (*Voir* pp. 132-136.)

131. B. La statistique de la navigation intérieure comprend la description des canaux et rivières navigables, le nombre des bateaux et leur capacité, le mouvement de la navigation. La description des canaux et rivières est généralement faite par les services techniques qui les administrent. Elle s'étend aux objets suivants : les limites entre lesquelles la rivière est considérée comme classée, la longueur en kilomètres de la partie flottable et de la partie navigable, le mouillage, le nombre des écluses et leurs dimensions utiles en longueur et largeur, le nombre de ponts et les hauteurs minima libres. Pour les canaux, les données recueillies sont à peu près les mêmes, mais la partie la plus intéressante du point de vue économique est celle qui concerne le tonnage des marchandises et la nature des produits transportés.

132. On distingue dans la statistique de la navigation intérieure :

1° Le *tonnage effectif* exprimant le poids des marchandises transportées, c'est-à-dire le nombre de tonnes effectives qui ont parcouru telle ou telle voie, à toute distance ;

2° Le *tonnage ramené au parcours d'un kilomètre*, qui s'obtient en multipliant la tonne effective par la longueur du trajet qu'elle a effectué sur la voie considérée ;

3° Le *tonnage ramené à la distance entière ou tonnage moyen*, c'est-à-dire le tonnage obtenu en divisant par la longueur la somme des tonnes kilométriques.

On divise encore la navigation intérieure en se plaçant au point de vue de la nature des courants des transports :

1° Le *trafic intérieur*, qui a son point de départ et d'arrivée sur la voie ;

2° Le *trafic expédition*, qui naît sur la voie, mais en franchit les limites ;

3° Le *trafic arrivage*, qui a son origine hors de la voie, mais qui s'y arrête ;

4° Le *trafic transit*, qui parcourt la voie d'un bout à l'autre.

133. Les marchandises sont divisées d'ordinaire d'après leur nature. En France, les marchandises transportées par la navigation intérieure sont réparties en neuf groupes :

1° Combustibles minéraux ;

2° Matériaux de construction, minéraux ;

3° Engrais et amendements ;

4° Matières premières de l'industrie métallurgique ;

5° Bois à brûler et bois de service ;

6° Métaux et machines ;

7° Produits industriels ;

8° Produits agricoles et denrées alimentaires ;

9° Divers.

Tableau indiquant le nombre, le tonnage brut et la description des navires de 100 tonneaux

PAYS	VAISSEAUX A VAPEUR ET A MO					
	Acier		Fer		Bois et m	
	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut	Nombre	T
Royaume-Uni	7,558	18,803,440	683	249,844	189	
Australie et Nouvelle-Zélande	390	677,412	65	25,004	140	
Canada : Coast	377	803,233	27	18,261	193	
" Lakes	66	164,187	6	5,883	—	
Empire britannique : Hong-Kong	82	218,435	6	8,285	5	
Indes et Ceylan	146	209,613	11	8,318	9	
Autres Dominions	236	198,277	52	33,948	62	
Total	8,815	21,074,597	850	349,543	598	
Etats-Unis d'Amérique : Mer	2,828	12,260,793	114	181,380	823	1,
" Lacs du Nord	462	2,148,015	7	7,889	—	
" Iles Philippines	34	42,403	22	21,079	41	
Total	3,324	14,451,211	143	210,348	864	1,
Argentine	144	144,045	22	12,880	7	
Belgique	258	562,066	5	1,988	7	
Brésil	314	433,533	30	33,616	5	
Chili	71	93,457	20	22,574	16	
Chine	95	156,424	16	18,267	23	
Cuba	33	45,046	7	5,377	9	
Dantzig	31	93,104	5	3,736	2	
Danemark	524	918,936	44	25,112	54	
Esthonie	26	25,864	11	5,978	1	
Finlande	5	90,702	31	12,013	74	
Fiume	53	77,041	6	3,645	4	
France	1,415	3,205,259	137	97,645	171	
Allemagne	1,427	1,730,763	98	52,591	8	
Grèce	241	585,988	108	67,132	12	
Hollande	1,046	2,398,039	46	15,012	8	
Italie	754	2,447,494	150	152,400	112	
Japon	1,201	3,214,691	81	110,085	744	
Yougoslavie	55	78,352	9	2,721	1	
Latvie	27	26,834	8	5,051	2	
Norwège	1,310	2,249,686	142	87,740	264	
Pérou	23	59,871	3	2,789	4	
Portugal	126	218,706	14	11,916	15	
Roumanie	29	70,299	2	1,998	—	
Espagne	503	1,065,026	160	122,372	117	
Suède	650	835,190	269	160,844	203	
Uruguay	31	60,331	6	3,220	4	
Autres pays	535	550,771	171	96,064	38	
Pays non déterminés	104	239,548	31	30,416	13	
Total	23,250	57,402,894	2,625	1,725,073	3,380	2,

(*) Extrait du *Lloyd's Register of shipping from 1st July 1922 to the 30th June 1923. Volume II. Appendix*, p. 1078.
71, Fenchurch street, 1923.

N. B. = Ce tableau est basé sur le tonnage brut des navires. Les navires à moteur et les navires à voiles munies de machines à hélices sont toujours inclus dans les chiffres indiqués pour les vapeurs. Les navires en béton armé sont inclus dans les chiffres des navires en acier. Un nombre considérable de navires qui ne sont pas encore achevés figurent au « *Lloyd's Register Book* » et par suite sont inclus dans le tableau. Les vapeurs d'un tonnage brut inférieur à cent tonneaux et les navires d'un tonnage net inférieur à cent tonneaux ne sont pas compris dans le tableau. Les navires naviguant sur la mer

appartenant à chacune des nations dénommées d'autre part, d'après les registres du Lloyd, en 1922-1923 ⁽¹⁾

VOILIERS												TOTAL GÉNÉRAL	
TOTAL		Acier		Fer		Bois et métal		TOTAL					
mbre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut		
1,430	19,088,638	248	164,037	50	20,263	121	22,709	419	206,999	8,849	19,295,637		
595	747,214	6	5,847	12	7,746	23	5,231	41	18,824	636	766,038		
557	8,894,318	10	17,334	3	2,892	307	106,440	320	126,666	877	1,020,984		
72	170,070	—	—	—	—	—	—	—	—	72	170,070		
93	228,113	1	3,756	—	—	—	—	1	3,756	94	231,869		
166	223,510	1	990	—	—	47	10,600	48	11,590	214	235,100		
350	263,146	17	8,090	14	5,197	198	46,389	229	59,676	579	322,822		
263	21,615,009	283	200,054	79	36,088	696	191,369	1,058	427,511	11,321	22,042,520		
765	13,576,640	92	169,172	43	58,248	986	934,446	1,121	1,161,866	4,886	14,738,506		
469	2,155,904	26	91,786	—	—	—	—	26	91,786	495	2,247,690		
97	75,918	—	—	—	—	2	346	2	346	99	76,264		
331	15,808,462	118	260,958	43	58,248	988	934,792	1,149	1,253,998	5,480	17,062,460		
173	161,588	25	12,827	5	3,566	13	3,574	43	19,967	216	181,555		
270	551,074	3	6,751	1	1,423	1	229	5	8,403	275	579,447		
349	469,444	9	4,423	5	7,443	36	11,261	50	23,127	399	492,571		
107	121,122	—	—	4	4,628	15	5,651	19	10,279	126	131,401		
134	188,388	—	—	—	—	—	—	—	134	134	188,388		
49	55,179	4	3,513	3	2,249	9	1,736	16	7,498	65	62,677		
38	97,502	4	9,729	—	—	—	—	4	9,729	42	107,231		
622	963,142	25	19,144	14	18,491	161	37,361	200	74,996	822	1,038,138		
38	32,149	1	178	—	—	59	12,932	60	13,110	98	45,259		
190	122,954	26	41,270	12	18,421	124	31,026	162	90,717	352	213,671		
63	81,210	—	—	—	—	1	152	1	152	64	81,362		
723	3,537,382	116	232,950	6	8,175	249	67,285	371	308,410	2,094	3,845,792		
533	1,785,767	152	88,492	5	3,632	33	9,517	190	101,641	1,723	1,887,408		
361	657,604	2	4,240	1	1,042	15	5,241	18	10,523	379	668,127		
1,100	2,617,485	48	9,953	1	1,152	15	4,123	64	15,228	1,164	2,632,713		
1,016	2,698,722	31	43,941	27	33,864	339	89,908	397	167,613	1,413	2,866,335		
1,026	3,586,918	—	—	—	—	—	—	—	—	2,026	3,586,918		
65	81,204	—	—	—	—	—	—	—	—	65	81,204		
37	32,298	—	—	—	—	30	7,826	30	7,826	67	40,124		
716	2,417,680	54	88,438	53	77,029	29	17,714	136	183,181	1,852	2,600,861		
30	68,363	4	8,232	5	9,086	35	15,528	44	32,846	74	101,209		
155	237,339	4	5,157	2	1,827	125	41,555	131	48,539	286	285,878		
31	72,297	—	—	—	—	—	—	—	—	31	72,297		
780	1,215,276	7	7,791	11	16,661	175	43,029	193	67,481	973	1,282,757		
1,122	1,040,032	19	16,845	14	16,600	190	41,898	223	75,343	1,35	1,115,375		
41	65,265	2	3,766	6	6,036	4	1,244	12	11,046	53	76,311		
744	663,309	19	18,312	1	1,909	35	8,105	55	28,326	799	691,635		
148	278,788	10	18,022	1	1,109	38	11,313	49	30,344	197	309,132		
255	61,342,952	966	1,104,986	299	3,285,793	415	1,594,269	4,680	3,027,834	33,935	64,370,786		

Les navires en bois naviguant sur les grands lacs de l'Amérique du Nord, ne sont pas compris dans le tableau. En l'absence de renseignements authentiques, la plupart des voiliers appartenant à la Grèce, à la Turquie et au Sud de la Russie n'ont pas été inscrits dans le « Lloyd's Register Book »; ils ne figurent donc pas non plus dans le tableau. Les navires à voiles japonais sont pas consignés au « Lloyd's Register Book »; par suite, ils ne figurent pas dans le tableau. Sous la rubrique « Country stated » (pays non indiqué) sont compris tous les navires qui figurent au « Lloyd's Register Book » sans indication de pavillon, des renseignements positifs à ce sujet n'étant pas encore en possession de la Société, au moment de l'impression de l'ouvrage.

Mouvement de la navigation de certains pays (1) Tonnage net des navires entrés et sortis en milliers de tonnes de jauge.

NOMS DES PAYS PÉRIODES	ROYAUME-UNI (a)		NORWÈGE (a)		SUÈDE		FINLANDE		LÉTTONIE		PAYS-BAS (a)	
	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis
<i>Moyenne mensuelle :</i>												
1913.												
1920.	4,089	5,652	313	395	1,147	1,147	—	—	—	—	1,429	918
1921.	3,043	3,049	298	283	959	970	—	—	—	—	788	579
1921 août.	3,098	3,032	186	290	677	675	—	—	65	65	1,010	818
" septembre.	3,423	3,777	251	316	759	794	—	—	77	76	1,119	887
" octobre.	3,400	4,104	298	298	788	845	—	—	74	78	1,172	853
" novembre.	3,421	4,060	243	283	861	844	—	—	81	77	1,158	873
" décembre.	3,429	3,944	202	305	834	833	—	—	88	74	1,089	803
1922 janvier.	3,056	4,003	203	329	757	808	—	—	72	85	1,076	772
" février.	2,906	3,919	181	286	518	551	60	53	79	66	1,013	794
" mars.	2,579	3,891	190	288	312	308	21	25	31	42	947	711
" avril.	3,238	4,814	235	387	703	746	46	47	102	86	1,203	843
" mai.	3,343	4,184	213	430	644	665	79	74	135	144	1,292	839
" juin.	4,101	5,104	231	479	820	867	326	188	124	125	1,437	923
" juillet.	3,822	4,975	236	404	956	945	415	437	116	109	1,460	863
" août.	4,042	4,828	258	397	971	988	420	474	115	126	1,394	910
" septembre.	3,995	5,855	287	394	1,081	1,097	465	505	129	129	1,405	877
" octobre.	3,704	5,731	282	400	1,067	1,067	439	432	111	111	1,442	919
" novembre.	4,125	5,590	275	342	1,111	1,066	342	397	115	123	1,527	908
" décembre.	3,769	5,252	248	335	979	1,022	292	265	116	105	1,476	940
1923 janvier.	3,718	5,145	—	—	889	879	121	158	120	125	1,377	922
" février.	3,900	5,281	248	374	789	762	81	83	99	109	1,413	1,018
" mars.	3,099	4,985	217	415	667	633	53	60	57	70	1,188	803
" avril.	3,682	6,043	265	425	860	896	61	50	82	76	1,336	1,052
" mai.	4,074	5,980	253	424	891	837	112	91	128	90	—	—
" juin.	4,333	6,270	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
" juillet.	4,675	6,339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) D'après le *Recueil mensuel* de l'Institut international du Commerce, juillet 1923, pp. 566-567. Pour les renvois (a) voir les notes bas de la page 136.

Mouvement de la navigation de certains pays (suite).

NOMS DES PAYS PÉRIODES	BELGIQUE (a)		FRANCE (a)		ESPAGNE		GRÈCE		AFRIQUE DU SUD		INDES ANGL. (ac)	
	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis
<i>Moyenne mensuell. :</i>												
1913	1,049	4,408	2,876	2,476	1,249	2,416	—	—	446	440	565	889
1920	954	942	2,399	1,412	1,318	1,082	309	331	340	344	547	584
1921	1,245	1,194	2,275	1,802	1,669	1,332	400	394	350	348	552	540
1921			2,646	2,007	1,772	1,452	371	461	391	345	641	494
"	b 1,255	b 1,250	2,636	1,862	2,866	1,505	480	422	322	335	730	486
1922			2,757	1,992	1,849	1,902	412	453	346	339	693	542
"	b 1,238	b 1,268	2,404	1,735	1,405	1,253	436	448	304	306	645	558
"			2,382	1,743	1,552	1,447	380	377	341	313	609	617
"			2,666	1,934	1,466	1,429	430	352	382	379	615	698
"	b 1,410	b 1,415	2,811	2,088	1,553	1,379	366	352	357	353	611	692
"			3,161	2,840	903	1,313	341	302	440	423	648	715
"			3,159	2,478	1,606	1,333	364	316	422	420	538	514
"	—	—	3,329	2,523	1,006	1,149	461	471	368	351	508	606
"	—	—	3,022	2,399	1,708	1,507	391	340	328	350	505	585
"	d 7,305	d 6,269	3,034	2,359	1,687	1,559	480	308	421	402	482	555
"			3,109	2,336	—	—	426	350	362	322	542	580
"	4,830	4,777	3,225	2,455	2,101	1,435	387	379	335	353	541	559
"			3,300	2,510	2,007	1,901	317	357	402	388	584	639
1923	1,728	1,678	3,886	2,146	1,464	1,284	432	369	425 ^c	398	573 ^c	607
"	1,504	1,588	2,571	1,891	1,461	1,388	473	369	370	397	494	607
"	1,753	1,704	3,488	2,467	—	—	157	157	—	—	541	783
"	1,741	1,722	3,476	2,435	—	—	426	364	—	—	541	783
"	—	—	3,728	2,832	—	—	275	293	—	—	562	681

Pour les renvois (a) (b) (c) (d) voir les notes bas de la page 136.

Mouvement de la navigation de certains pays (suite).

NOMS DES PAYS PERIODES	JAPON		ÉTATS-UNIS		BRÉSIL		AUSTRALIE (d)		NOUVELLE-ZÉL.		ALLEMAGNE	
	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis	Entrés	Sortis
<i>Moyenne mensuelle :</i>												
1913.	2,060	2,075	4,440	4,483	2,431	2,434	448	436	—	—	2,215	2,220
1920.	2,178	2,216	5,344	5,652	2,078	2,064	336	395	165	—	—	—
1921.	2,332	2,326	5,186	5,216	1,876	1,866	381	387	162	—	1,318	1,296
1921 juillet	2,362	2,419	5,175	5,875	1,766	1,798	303	347	—	—	—	—
" août	2,484	2,552	6,172	5,805	2,013	1,980	309	296	—	—	—	—
" septembre	2,362	2,328	5,435	5,995	1,948	1,891	261	276	—	—	—	—
" octobre	2,562	2,491	5,295	5,398	1,753	1,702	404	354	—	—	—	—
" novembre	2,602	2,611	5,294	5,001	1,640	1,634	395	355	—	—	—	—
" décembre	2,742	2,718	4,859	5,021	2,197	2,401	395	384	—	—	—	—
1922 janvier	2,879	2,749	3,894	3,986	2,060	2,070	435	376	538	—	1,453	1,344
" février	2,847	2,817	4,127	4,095	1,837	1,837	458	415	481	499	1,089	1,333
" mars.	3,188	3,094	4,753	4,864	2,282	2,282	455	458	611	620	1,639	1,663
" avril.	3,053	2,971	4,627	4,884	1,671	1,671	403	445	504	510	1,867	1,827
" mai	3,231	3,287	5,471	5,475	1,458	1,458	403	465	587	590	2,164	2,198
" juin	3,095	3,024	5,548	5,653	1,883	1,883	363	341	482	491	2,307	2,194
" juillet	2,943	2,987	6,622	6,339	1,750	1,750	366	353	417	403	1,850	1,545
" août	3,019	3,119	6,540	6,178	1,830	1,830	362	350	551	562	2,170	2,605
" septembre	2,940	2,849	6,479	6,158	—	—	368	324	465	437	2,122	2,156
" octobre	2,824	2,784	6,287	6,136	—	—	417	325	506	496	2,139	2,047
" novembre	2,846	2,895	6,102	6,245	—	—	356	365	382	372	1,744	1,835
" décembre	2,996	3,049	5,018	4,475	—	—	363	369	474	457	1,749	1,781
1923 janvier	2,732	2,771	4,821	4,552	—	—	442	420	643	613	2,018	1,988
" février	2,725	2,589	3,878	4,113	—	—	403	437	583	640	1,992	2,028
" mars.	3,302	3,315	4,769	4,672	—	—	430	451	550	535	2,706	2,720
" avril.	—	—	—	—	—	—	—	—	624	615	—	—

Évaluation du tonnage selon le système anglais : Royaume-Uni, Norvège, Pays-Bas, France, Grèce; selon le système allemand : Suède; (a) Avec cargaison seulement; (b) Moyenne trimestrielle; (c) L'année commence le 1^{er} avril; (d) Mois de mai à septembre; (e) L'année commence le 1^{er} juillet.

Une colonne spéciale est réservée aux bois flottables.

En Belgique, les marchandises sont divisées en huit groupes, qui sont :

- 1° Combustibles minéraux;
- 2° Industries métallurgiques;
- 3° Matériaux de construction et minéraux;
- 4° Industries céramiques et verreries;
- 5° Bois;
- 6° Produits agricoles (naturels et industriels);
- 7° Produits industriels;
- 8° Marchandises diverses.

III. — Statistique des Chemins de fer.

134. Il est superflu de souligner ici l'importance de la statistique des chemins de fer, tant au point de vue économique qu'au point de vue des relations sociales. Il suffira, pour marquer l'énorme importance des chemins de fer en Europe, de rappeler qu'en 1912, pour 21 pays dont la statistique était publiée à cette époque, 342,624 kilomètres étaient relevés au total comme longueur exploitée, avec 62,734 kilomètres pour l'Allemagne, 45,825 kilomètres pour l'Autriche et la Hongrie, 37,678 kilomètres pour la Grande-Bretagne, 50,232 kilomètres pour la France, 62,198 kilomètres pour la Russie (non compris la Lithuanie), 17,420 kilomètres pour l'Italie, 15,350 kilomètres pour l'Espagne et 14,272 kilomètres pour la Suède.

La statistique des chemins de fer se divise naturellement en quatre parties principales, qui sont :

- 1° L'état général de la voie et du matériel;
- 2° L'état des services et les recettes provenant de chacun d'eux;
- 3° L'état des frais d'exploitation;

4° Le côté social et économique des questions relatives aux chemins de fer, intéressant le personnel et le public (1).

135. Dans la partie relative à l'état général de la voie et du matériel, on peut considérer séparément ce qui se rapporte :

- 1° A la voie, travaux et accessoires, y compris les bâtiments des gares;
- 2° Au matériel de traction et de transport;
- 3° Aux bâtiments divers, ateliers, bureaux et magasins;
- 4° Aux frais généraux et frais de réunion des capitaux.

La voie et le matériel forment la plus grande partie de l'actif des exploitations de chemins de fer. Il est, par conséquent, recommandé d'en dresser la statistique la plus complète possible. On peut envisager, pour chacune des voies en exploitation : les dépenses d'établissement, la longueur totale de la voie, le point culminant atteint par la ligne, la plus forte rampe, le rayon de la courbe la plus raide, enfin le coût moyen de la ligne par un kilomètre ou toute autre mesure usitée dans le pays.

Les lignes qui comprennent une, deux ou trois voies, sont indiquées séparément. On tient un compte particulier des voies de garage qui appartiennent à l'administration du chemin de fer. La statistique envisage également la longueur totale des rails de chaque type employé en tenant compte de la date de la pose. Elle relate également le nombre de traverses employées, sur quelle longueur de la ligne chaque type de traverse est en usage, avec leur nombre par kilomètre, leurs dimensions et leur date de mise en service.

Des tableaux spéciaux indiquent aussi la longueur de

(1) Cf. *Congrès international des chemins de fer*, 8^e session, Berne, 1910, t. III, Weissenbruch, Bruxelles, 1912, section XIV, « Statistique des chemins de fer en exploitation », p. 9.

chaque ligne, suivant la nature, l'épaisseur et la largeur du balast employé. De même, sont notés soigneusement les dimensions, capacités et coût de chaque pont, et si la ligne est d'une dimension suffisante ces indications sont données à part pour chacune des divisions de la ligne principale.

D'après les mêmes divisions, on relate les détails sur la capacité, la nature et le nombre, l'emplacement des réservoirs et barrages, du matériel élévateur, des chantiers à combustibles, des bâtiments des gares et autres, des appareils de signalisation des lignes, des appareils télégraphiques, des terrains acquis pour l'usage des chemins de fer (y compris les dimensions des dits terrains).

Le matériel de traction et de transport fera également l'objet d'une attention soutenue. On donnera, pour les différents types de locomotives, les renseignements ci-après :

Locomotives : L'effort de traction et le poids moyen (machine et tender en ordre de marche), prix moyen par locomotive, date de la mise en service, nombre de machines de chaque type encore en exploitation. Le nombre de véhicules, l'âge moyen, le nombre moyen de places, la tare moyenne. Les dépenses moyennes d'établissement permettront de réunir les données les plus essentielles relatives aux voitures et fourgons.

Des renseignements analogues à ceux demandés pour le matériel à grande vitesse seront réunis pour le matériel à marchandises.

Enfin, concernant les ateliers et autres installations, on fera connaître la nature, l'âge et le coût du matériel avec les augmentations ou diminutions pendant la période considérée.

136. Au point de vue économique, les renseignements les plus intéressants sont ceux qui concernent le volume et la nature du trafic transporté.

On distingue évidemment dans cette partie de la statistique ce qui est relatif, d'une part, aux voyageurs, aux objets et colis, aux articles postaux et aux marchandises.

La statistique des voyageurs doit répartir ceux-ci entre les différentes classes utilisées. A côté du nombre de voyageurs transportés doit se trouver l'indication de la recette provenant de ce transport.

Le transport des marchandises peut être envisagé d'après la nature des produits transplantés et des produits expédiés.

On peut distinguer de la sorte :

- 1° Les produits de l'agriculture;
- 2° Les produits des animaux;
- 3° Les produits des mines;
- 4° Les produits des forêts;
- 5° Les objets manufacturés et divers.

Cette classification est adoptée dans certains pays. Il est peut-être permis de souhaiter que la classification des marchandises transportées par chemin de fer se rapproche davantage de celle de la nomenclature qui est employée par les transports par voie navigable intérieure. De cette façon, on pourrait comparer, par grandes classes de produits, le trafic par eau avec le trafic par rail.

137. Les unités statistiques appliquées au tarif-transport, aux recettes du trafic et à l'utilisation du matériel roulant, présentent une importance de premier ordre.

On peut considérer en premier lieu le matériel au point de vue de la distance parcourue.

Le tonnage absolu ou effectif, qui représente simplement les tonnes mises en circulation, ne peut suffire à mesurer d'une manière suffisante l'importance d'une ligne de chemin de fer.

Le tonnage kilométrique supplée à l'insuffisance du ton-

nage absolu; il consiste dans le produit du tonnage effectif par la distance parcourue. On calcule également le tonnage moyen, ramené à la distance entière, en divisant le tonnage kilométrique par la longueur de la voie parcourue. On calcule également le parcours moyen d'une tonne par la division du tonnage kilométrique par le tonnage effectif.

La mesure la plus satisfaisante du trafic des chemins de fer est prabablement le voyageur kilomètre et la voie kilométrique.

D'autre part, pour apprécier la proportion dans laquelle le matériel est utilisé, on peut se servir utilement des indications données par le parcours moyen effectué par le matériel à voyageurs et le matériel à marchandises (1).

138. Les statistiques relatives aux frais d'exploitation sont généralement synthétisées dans la mesure que l'on appelle le coefficient d'exploitation, coefficient qui est donné par le rapport des recettes aux dépenses. Si une compagnie fait 400 millions de recettes, et dépense 200 millions, son coefficient d'exploitation est de $\frac{200}{400}$, soit 0.50.

Elles peuvent s'étendre aux points suivants :

- 1° Entretien de la voie et des travaux;
- 2° Entretien du matériel de traction et de transport;
- 3° Frais de traction;
- 4° Exploitation proprement dite;
- 5° Frais généraux et autres.

Sous chaque rubrique, la dépense peut être indiquée par kilomètre de ligne ouverte, par train, par véhicule ou par tonne kilométrique.

Une série de renseignements sur la condition sociale du

(1) *Loc. cit.*, p. 22.

personnel, réparti d'après la nationalité, l'âge, l'état-civil, les salaires par jour ou par mois, la durée des prestations, les avantages attribués aux ouvriers d'après la productivité du travail, les secours en cas de maladie, d'accident, la retraite en cas de vieillesse, sont d'habitude réunis dans les statistiques de chemins de fer et forment ensemble le chapitre relatif au personnel.

L'unité « voyageur » intervient dans les statistiques de l'exploitation, non seulement pour montrer l'intensité de celle-ci, mais encore pour en mesurer le degré de sécurité relative. Le nombre de voyageurs, victimes d'accidents mortels ou non, rapportés au nombre de voyageurs transportés, fournira une indication utile au point de vue de la sécurité sur les lignes de chemin de fer.

Les accidents seront considérés non seulement sous le rapport de leurs conséquences, mais encore sous celui de leurs causes et de leur nature.

IV. — Statistique des transports par route.

139. La statistique des transports par route relève le nombre, la nature, le poids brut et le poids utile des véhicules.

Le relevé se fait à des époques irrégulières, lorsqu'on est en droit de penser que les chiffres recueillis antérieurement ne sont plus la réalité. Lorsque le relevé est organisé, il ne s'opère pas tous les jours de l'année, mais un certain nombre de jours par mois : deux ou trois jours d'habitude ; de même, l'administration détermine à quels endroits sont situés les postes d'observation, uniques ou non, pour opérer le comptage, à tous les points du réseau des routes.

La durée d'observation est de vingt-quatre heures. Il est dans les usages de noter séparément les voitures à traction animale (chargées et vides, de roulage local ou lointain, non suspendues ou suspendues) et le nombre de colliers. Le

collier est l'unité adoptée pour la statistique de la circulation sur routes. Il signifie un animal de trait attelé à un véhicule quelconque.

Des tableaux spéciaux sont réservés aux voitures à traction mécanique (camions automobiles, motocyclettes, locomotives routières et rouleaux compresseurs, bicyclettes). On relève également le poids approximatif des charges, les chevaux et bestiaux non attelés, les voyageurs transportés et la nature des transports de marchandises.

La statistique des transports par route distingue généralement entre les diverses catégories de voitures, en leur assignant à chacune un coefficient différent.

Le tonnage brut correspond au poids de la marchandise et du véhicule. Le poids utile comprend les marchandises transportées seulement.

V. — Statistique des transports aériens.

140. Cette partie de la statistique des transports se trouve évidemment encore dans la période de tâtonnements. Cependant, on peut déjà indiquer les grandes directions qu'elle suit dès à présent et qui sont les suivantes : indication de ligne en exploitation régulière, longueur kilométrique à vol d'oiseau, régularité des services, nombre de départs dans les deux sens.

Les lignes d'aviation commerciale françaises sont au nombre de 7. Ce sont :

	Kilomètres
Paris-Londres	375
Paris-Bruxelles-Rotterdam-Amsterdam	600
Paris-Strasbourg-Prague-Varsovie	1,560
Paris-Lausanne-Genève	486
Toulouse-Barcelone-Alicante-Malaga-Rabath-Casablanca	1,845
Paris-Le Havre	200
Antibes-Ajaccio	220

On peut y ajouter les lignes d'Afrique :

Dakar-Kayès	650
Alger-Biskra	337
Ligne coloniale Cayenne-Saint-Laurent-Maroni	500

Les lignes commerciales anglaises sont au nombre de 4.
Elles organisent respectivement les transports entre :

Londres-Paris	375
Londres-Bruxelles-Cologne	504
Manchester-Londres-Amsterdam-Hambourg-Berlin	—
Southampton-Cherbourg-Le Havre et les îles de la Manche	—

Les lignes hollandaises sont au nombre de 2 :

Amsterdam-Rotterdam-Londres	458
Rotterdam-Amsterdam-Copenhague	857

Les lignes allemandes sont au nombre de 14 :

Berlin-Hambourg-Copenhague	—
Hambourg-Berlin-Dresde-Prague	—
Hambourg-Westerland	—
Dantzig-Koenigsberg-Memel-Riga	860
Koenigsberg-Vitebsk-Moscou	1,160
Munich-Constance	—
Stuttgart-Nuremberg	160
Brême-Berlin	315
Brême-Leipzig-Dresde-Prague	435
Hambourg-Stettin	300
Berlin-Stettin-Dantzig-Koenigsberg-Kovno-Riga	1,120
Berlin-Leipzig-Furth	—
Nuremberg-Munich-Augsbourg	375
Nuremberg-Zurich-Genève	—

Une seule ligne est en exploitation en Espagne. C'est la ligne Séville-Larache, qui parcourt 240 kilomètres.

L'une des lignes les plus importantes en Afrique est celle du Congo belge, établie entre Kinshasa et Stanleyville, sur une distance de 1,724 kilomètres.

Aux Etats-Unis d'Amérique, une importante ligne d'avia-

tion existe entre New-York et San Francisco. Elle a transporté près de 49 millions de plis postaux, en 1922, pesant 5,556 kilogrammes. Parmi les Etats extra-européens, il y a lieu de signaler les deux lignes en exploitation en Australie, qui sont :

Geraldton-Derby	1,495 milles.
Charleville-Cloncurry	567 »

Deux autres lignes sont sur le point d'être mises en exploitation :

Sidney-Adelaïde	760 milles.
Sidney-Brisbane	550 »

Signalons, enfin, la ligne du Caire à Bagdad.

141. La statistique des transports aériens enregistre outre la longueur en kilomètres parcourue, les villes desservies, les points suivants : le nombre de licences accordées aux pilotes, le nombre de licences aux mécaniciens des ateliers, le nombre de licences aux aérodromes, les certificats d'enregistrement accordés aux appareils plus lourds que l'air et aux appareils plus légers que l'air. Elle enregistre également le nombre d'appareils ayant volé, la distance kilométrique parcourue par appareil, le nombre de voyageurs transportés, le poids des marchandises transportées.

Les voyageurs sont classés d'après leur nationalité. La valeur des marchandises est indiquée d'après les importations avec le pays de provenance et d'après les expéditions avec le pays de destination. La statistique des transports aériens comporte également un tableau indiquant le nombre de « pannes » et la raison de l'arrêt. Elle est complétée par un tableau des accidents survenus en cours de route, tableau dans lequel on distingue les accidents mortels et les accidents autres ; le nombre de voyageurs transportés pour un passager tué ou blessé, le nombre de pilotes ou de mécaniciens tués ou blessés.

142. *Références:*

TRANSPORTS.

La situation générale des transports en 1921. Avec une introduction par le prof. TAJANI. Genève, 1922. (« Publication de la Société des Nations », 2 vol., de CV-483 et 511 p.) — O. COLSON, *Transports et tarifs*, 3^e éd., Paris, 1908. — A. DE FOVILLE, Article : *Transports*, dans le « Nouveau Dictionnaire d'économie politique, de L. SAY et J. CHAILLEY, Paris, 1892. — Sur la question de la statistique des transports maritimes, voir les excellents travaux de l'Institut international de Statistique et notamment : *Sur les moyens d'unifier les systèmes de jaugeage des navires dans les différents pays*, loc. cit., t. IV, liv. 2, p. 104. — *Rapport fait au nom du Comité du jaugeage des navires*, cod., t. VI, p. 234. *Sur quelques défauts importants des statistiques du mouvement de la navigation*, t. VI, liv. 1, p. 240. — *Rapport fait au nom du Comité pour la statistique de la navigation maritime*, t. VIII, liv. 1, p. 17. — Voir aussi SALVESEN, *Aperçu sommaire des différences les plus importantes relatives à l'application du système international de jaugeage dans les divers pays*, t. VI, liv. 1, p. 236. — Pour la statistique des transports à l'intérieur, que nous n'avons fait qu'indiquer, on peut consulter les mémoires de BORBOWSKI, CHEYSSON, ADAMS, RIEBENACH et TALAND, parus dans les tomes IV, VI, VIII, IX, XI et XII du « Bulletin de l'Institut international de Statistique ». — *Die Rolle der Landstrassen im Verkehrsleben in Statistischer Beleuchtung*. (« Zeitsch. für Transportwesen und Strassenbahnen », 1888.) — Sur la question des transports maritimes, voyez aussi : OWEN, *Tonnage and Freeboard of Merchant ships*, Glasgow, Brown and Son, 1906. — VAUTHIER, *Mémoire sur la nécessité d'établir des bases uniformes pour la statistique internationale du trafic maritime*, t. IV, liv. 2, p. 184. — K. WIEDENFELD, Article : *Eisenbahnstatistik*, dans le « Handwörterbuch der Staatswissenschaften », t. III, 1909. Une nouvelle édition est sous presse.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES

TITRE I

Statistique du commerce extérieur et des transports.

CHAPITRE PREMIER. — Statistique du commerce extérieur.

- I. *Objet de la statistique du commerce extérieur.* — La statistique du commerce extérieur n'est pas toute la statistique commerciale, mais en forme la partie la plus importante; objet, fonctions et but de cette statistique (1); son origine; différentes mesures prises par les anciens gouvernements pour évaluer la balance du commerce (2); inconvénients résultant du point de vue erroné et de la méthode défectueuse adoptés pour ces investigations (3); objets échappant aux relevés officiels, exclusions résultant des faits économiques (4); importance de la contrebande, éléments dont il faut tenir compte pour son appréciation (5); contrebande mitigée; raisons pour lesquelles les statistiques du commerce extérieur ne peuvent jamais être absolument complètes (6); exclusions résultant de la législation elle-même (réglementation douanière) (7); utilité de la statistique commerciale (8).
- II. *De la nomenclature des marchandises.* — Importance de la nomenclature des produits composant le commerce international (9); le système présentant le plus d'avantages aux points de vue logique et pratique consiste à rassembler, sous une rubrique unique, un certain nombre de marchandises présentant le plus d'affinités possible; les procédés adoptés dans les divers pays présentent de notables différences : 1^o nombre des rubriques de la nomenclature (10); 2^o origine de la nomenclature (11); 3^o composition des rubriques et des groupes; importance de ce point (12); règles essentielles relatives à la comparabilité et au degré d'exactitude des rubriques. Pour s'assurer de la comparabilité de deux rubriques de la nomenclature, il est nécessaire de procéder à l'analyse de leur composition interne (13); les rubriques ne doivent pas s'appliquer à des produits susceptibles d'être soustraits aux déclarations douanières, exemple (14); le degré

de précision d'une rubrique de la nomenclature est en raison inverse du nombre d'articles qu'elle embrasse, exemple (15); le degré de comparabilité est d'autant plus élevé que le produit visé par une rubrique comprend moins de sortes commerciales; difficulté de fixer une valeur moyenne entre toutes les différentes qualités d'une même marchandise; utilité de la comparaison des valeurs moyennes auxquelles les marchandises sont taxées dans la statistique commerciale (16); lacunes et manque d'uniformité des groupes ou classes des nomenclatures dans les divers pays; manque d'utilité de ces divisions par suite de l'absence d'une règle générale; indications d'ordre pratique (17); diverses méthodes de classement en usage dans les différents pays; critique de ces méthodes (18).

III. *Des groupements de marchandises.* — Utilité des grandes divisions (nomenclatures plus larges ayant pour objet de donner une idée de la nature des transactions) en usage dans les statistiques commerciales; exemples (19); différentes grandes divisions adoptées par les principales nations commerciales: Allemagne (20); Autriche-Hongrie (21); France (22); Italie (25); Japon (24); Ru-sie (25); Suisse (26); Grande-Bretagne (27); Etats-Unis (28); Belgique (29).

IV. *Classification internationale.* — De nombreux échanges de vues et congrès ont envisagé les moyens de réduire les divergences entre les nomenclatures; propositions et projets mis en avant (30); convention de Bruxelles de 1915 (31); mission du Bureau international de statistique commerciale (32); système proposé par le professeur Roorbach (33); examen critique de la classification présentée à la Conférence internationale en 1910 et 1913; la classification en cinq grands groupes reflétera éventuellement les traces des erreurs qui se rencontrent dans les rubriques dont ces groupes se composent (34); il existe, en outre, dans la nomenclature un principe de contradiction: certains articles étant classés dans une catégorie d'après leur nature (bruts ou fabriqués), d'autres d'après leur destination; la comparaison des chiffres relatifs aux produits bruts et aux produits fabriqués en est faussée (35); autres difficultés provenant de l'imprécision de certaines rubriques, et du nombre des rubriques d'exclusion (36).

V. *Des poids et quantités.* — Après avoir reconnu la nature des phénomènes, la statistique commerciale doit s'occuper de la détermination de la grandeur des faits observés (37); critique générale de cette partie de la méthode statistique (38); avantages de la notation des poids et quantités (39); exemple (40); divers degrés de sûreté que peut présenter l'indication des poids des marchandises (41); poids brut, poids net, poids avec tare (42); exemples des règles suivies dans quelques pays: Allemagne (43); Autriche (44); Belgique (45); France (46); Grande Bretagne (47); Italie (48); difficultés auxquelles donnent lieu les réglementations diverses sur les poids et quantités

(49); la notion du poids brut est loin d'être uniforme (50); différentes acceptions des termes à propos du poids net (51); définitions adoptées par le troisième Congrès de la réglementation douanière (52); l'importance de cette unification des termes est d'ailleurs moindre pour le statisticien que pour le douanier (53).

VI. *Des valeurs.* — Le terme de comparaison pour déterminer l'importance des transactions qui s'opèrent entre pays est la *valeur* (54); les deux méthodes en vigueur pour la fixation des valeurs (55); caractéristiques du système américain (56); caractéristiques du système anglais (57); systèmes mixtes adoptés par quelques pays (58); caractéristiques du système des valeurs officielles (59); valeurs officielles permanentes (60); différents systèmes successivement adoptés en France pour la détermination des valeurs permanentes (61); en Angleterre (62); en Belgique (63); les inconvénients de la fixation des valeurs douanières au moyen des valeurs permanentes ont fait abandonner ce système dans la plupart des Etats; exemple de la Hollande (64); adoption du système des valeurs révisées dans les différents pays (65); le bouleversement monétaire résultant de la guerre a nécessité la substitution des valeurs déclarées aux valeurs officielles (66); mode de détermination des valeurs officielles (67); Allemagne (68); Autriche (69); Belgique (70); France (71); Espagne (72); Italie (73); Pays-Bas (74); Suisse (75); Tchéco Slovaquie (76); les valeurs officielles offrent moins de garanties que les valeurs déclarées (77); objections des partisans des valeurs officielles (78); réfutation (79); l'inconvénient le plus grave des valeurs officielles, c'est d'être des valeurs artificielles (80); rôle des dépenses accessoires dans l'évaluation des marchandises (C. I. F. et F. O. B.) (81); importance des frais de transport par rapport à l'appréciation de la balance du commerce (82).

VII. *Des divisions statistiques du commerce extérieur.* — Les classifications de la statistique du commerce extérieur se modèlent sur les faits (83); idée générale des catégories adoptées (84); commerce général, commerce spécial; transit direct, transit indirect (85); ce que valent ces distinctions au point de vue économique; règles suivies par les principales nations commerciales (86); Allemagne (87); Autriche-Hongrie (88); Belgique (89); France (90); Grande-Bretagne (91); Italie (92); Roumanie (93); Suisse (94); la distinction fondamentale entre le commerce général et le commerce spécial est obscurcie, en fait, par deux causes principales : 1^o jurisprudence administrative erronée (95); 2^o déclarations fausses des importateurs (96).

VIII. *Des provenance et destination des marchandises.* — Absence d'uniformité dans les règles admises pour les statistiques commerciales (97); différentes méthodes (98); manque d'harmonie des principes appliqués dans les instructions administratives (99); inconvénients du

classement d'après la provenance et la destination immédiates des envois commerciaux (100); système du pays de consignation (101); pays d'origine et destination finale (102); exemples : Allemagne (103); Autriche (104); Belgique (105); Bulgarie, Danemark, Suède, États-Unis, Nouvelle-Zélande (106); Roumanie (107); Serbie (108); France (109); Grande-Bretagne (110); Italie (111); Pays-Bas (112); Suisse (113); Nouvelle-Zélande, Australie, Tchéco-Slovaquie (114); ces divergences rendent impraticables les comparaisons de nation à nation; d'après l'opinion générale, la préférence devrait être accordée au pays de consignation (115).

- IX. *Les statistiques commerciales et l'effet des modifications dans les valeurs et les quantités.* — C'est sur la valeur attribuée aux échanges internationaux que se basent en fait les raisonnements des économistes et des statisticiens; signification exacte des chiffres que présentent annuellement les statistiques du commerce extérieur (116); aspect économique du problème: effet des variations de la valeur de la monnaie (117); objections de Coletti contre l'opinion d'après laquelle la différence entre les valeurs officielles et les valeurs actuelles serait l'exacte mesure de l'appréciation ou de la dépréciation de la monnaie (118); procédés recommandés par Giffen et Rawson; objections (119); méthode préconisée par M. Stephen Bourne (120-121); méthode simplifiée de M. Mortara (122); références (123).

CHAPITRE II. — Statistique des transports.

- I. *Objet de la statistique des transports.* — Importance des moyens de transport dans l'économie industrielle et la vie sociale; la statistique des transports est liée intimement à celle du commerce international, ses divisions (124).
- II. *Statistique de la navigation.* — Divisions de la statistique de la navigation (125); les deux parties essentielles de la statistique de la navigation maritime au long cours sont : le matériel ou effectif naval et le mouvement (126); l'unité de l'effectif naval est le navire; différentes catégories de navires; mesures de capacité; tonneaux de mer (127); détermination du tonnage brut et du tonnage net (128); règles suivies dans différents pays pour déterminer la provenance et la destination des navires : France, Belgique (129); tableau du Lloyd's Register indiquant le nombre de navires à voiles ou à vapeur construits pendant les années 1921-1922; et tableaux du mouvement de la navigation maritime en 1922 et durant les premiers mois de 1923 (130); objet de la navigation intérieure (131); division de la statistique de la navigation intérieure (132); classification des marchandises d'après leur nature : France, Belgique (133).

- III. *Statistique des chemins de fer.* — Importance et divisions de la statistique des chemins de fer (134); statistique de la voie et du matériel; ses éléments essentiels (135); renseignements concernant le volume et la nature du trafic transporté; statistique des voyageurs; classification des marchandises transportées (136); statistique du tarif-transport; des recettes; de l'utilisation du matériel roulant (137); statistiques des frais d'exploitation; coefficient d'exploitation (138).
- IV. *Statistique des transports par route.* — Objet de la statistique des transports par route; organisation du relevé (139).
- V. *Statistique des transports aériens.* — Cette partie de la statistique des transports se trouve encore dans la période des tâtonnements; ses subdivisions principales: indication des lignes en exploitation régulière; longueur kilométrique; régularité des services; nombre des départs (140); autres points enregistrés par la statistique des transports aériens (141); références (142).
-

TABLE ONOMASTIQUE

- Adams.** — Paragraphe 142.
- Adélaïde.** — Paragraphe 140.
- Afrique.** — Paragraphe 140.
- Ajaccio.** — Paragraphe 140.
- Algérie.** — Paragraphe 129.
- Alicante.** — Paragraphe 140.
- Allemagne.** — Paragraphes 2 (note), 7, 10, 17, 20, 32, 38, 40, 43, 58, 68, 87, 99, 103, 127, 130, 134.
- Amsterdam.** — Paragraphe 140.
- Angleterre.** — Paragraphe 2, 5, 18, 54, 62, 65, 128.
- Antibes.** — Paragraphe 140.
- Anvers.** — Paragraphe 30.
- Argentine.** — Paragraphes 10, 18, 130.
- Association allemande** (Confédération germanique). — Paragraphe 65.
- Augsbourg.** — Paragraphe 140.
- Australasie.** — Paragraphe 114.
- Australie.** — Paragraphe 130.
- Autriche.** — Paragraphes 7, 18, 21, 44, 65, 69, 88, 104, 134.
- Arnould.** — Paragraphe 2.
- Babson** (R. W.). — Paragraphe 123.
- Bagdad.** — Paragraphe 140.
- Baines** (J. A.). — Paragraphe 123.
- Banque Nationale de Belgique.** — Paragraphe 14.
- Barcelone.** — Paragraphe 140.
- Bariet** (E.). — Paragraphe 123.
- Bateman** (A. E.). — Paragraphes 30 (note), 123.
- Belgique.** — Paragraphes 2, 3, 5, 6, 7, 10, 11, 14, 18, 29, 32, 36, 38, 40, 45, 51, 58, 63, 65, 70, 89, 105, 127, 129, 130, 133.
- Berlin.** — Paragraphe 140.
- Berne.** — Paragraphe 30.
- Biskra.** — Paragraphe 140.
- Boddington** (A. L.). — Paragraphe 123.
- Bodio** (L.). — Paragraphe 123.
- Bolivie.** — Paragraphes 30, 32.
- Borbowski.** — Paragraphe 142.
- Borghet** (Dr R. van der). — Paragraphe 123.
- Bosveld-Heinsius** (J. H. A. M. v.). — Paragraphe 123.
- Bourne** (Stephens). — Paragraphes 120, 121, 123.
- Brême.** — Paragraphe 87.
- Bremershaven.** — Paragraphe 87.
- Breuer** (J.). — Paragraphe 123.
- Brisbane.** — Paragraphe 140.
- Bruxelles.** — Paragraphe 11, 30/31, 38, 70, 140.
- Budapest.** — Paragraphe 30.
- Bulgarie.** — Paragraphes 7, 10, 17, 33, 106.
- Bureau international de statistique commerciale.** — Paragraphe 30.
- Caire.** — Paragraphe 140.
- Campen** (R.). — Paragraphe 123.
- Canada.** — Paragraphes 110, 130.
- Casablanca.** — Paragraphe 140.
- Cattier** (S.). — Paragraphe 123.
- Cayenne.** — Paragraphe 140.
- Charleville.** — Paragraphe 140.
- Chailley** (J.). — Paragraphe 142.
- Chicago.** — Paragraphe 30.
- Cherbourg.** — Paragraphe 140.
- Cheysson.** — Paragraphe 142.
- Chili.** — Paragraphes 32, 130.

- Chine.** — Paragraphe 130.
Clarke (E.). — Paragraphe 123.
Claessens (J. H. F.). — Paragraphe 123.
Clerici (L.). — Paragraphe 123.
Cloncury. — Paragraphe 140.
Coletti. — Paragraphes 118, 123.
Cologne. — Paragraphe 140.
Colomble. — Paragraphe 32.
Colson (C.). — Paragraphe 123.
Colson (O.). — Paragraphe 142.
Constance. — Paragraphe 140.
Constantinople. — Paragraphe 128.
Copenhague. — Paragraphe 140.
Corr-Vander Maeren. — Paragraphe 123.
Couvreur. — Paragraphe 123.
Craignon (E.). — Paragraphe 123.
Cuba. — Paragraphes 32, 130.
Cuxhaven. — Paragraphe 87.
Dakar. — Paragraphe 140.
Danemark. — Paragraphes 10, 17, 32, 106, 130.
Danos. — Paragraphe 123.
Dantzig. — Paragraphes 130, 140.
Davenant (Charles). — Paragraphe 2.
De Lannoy. — Paragraphes 77, 123.
Denis (H.). — Paragraphe 123.
Derby. — Paragraphe 140.
De Vargha. — Paragraphe 123.
Dietrich (B.). — Paragraphe 123.
Dresde. — Paragraphe 140.
Emden. — Paragraphe 87.
Espagne. — Paragraphes 2 (note), 10, 17, 18, 32, 51, 66 (note), 72, 114, 134.
Esthonie. — Paragraphe 130.
Etats-Unis. — Paragraphes 18, 28, 56, 65, 81, 106, 130, 140.
Europe. — Paragraphes 2, 66, 134.
Extrême-Orient. — Paragraphe 2.
Faure (Fernand). — Paragraphes 2 (note), 123.
Ferraris (C.). — Paragraphe 14.
Finlande. — Paragraphes 10, 17, 130.
Fiume. — Paragraphe 130.
Flux (A. W.). — Paragraphe 123.
Foville (de). — Paragraphe 142.
France. — Paragraphes 2, 3, 5, 6, 7, 10, 11, 14, 17, 20, 22, 32, 35, 46, 51, 58, 61, 65, 71, 90, 109, 117, 125, 128, 129, 130, 133, 134.
Funck-Brentano. — Paragraphe 11.
Furth. — Paragraphe 140.
Geering (F.). — Paragraphe 123.
Geestemunde. — Paragraphe 87.
Genève. — Paragraphe 140.
Géraldon. — Paragraphe 140.
Gide. — Paragraphe 116.
Giffen. — Paragraphes 119, 123.
Gon-Netscher (A. D; v. d.). — Paragraphe 123.
Grande-Bretagne et d'Irlande (Royaume Uni de). — Paragraphes 2, 7, 10, 17, 18, 19, 27, 32, 48, 57, 62, 91, 100, 110, 130, 134.
Grangaignage (E.). — Paragraphe 123.
Grèce. — Paragraphes 10, 17, 18, 58, 130.
Grimm (H.). — Paragraphe 123.
Guatemala. — Paragraphe 32.
Haïti. — Paragraphe 32.
Hambourg. — Paragraphes 87, 140.
Hathaway (W. A.). — Paragraphe 123.
Haynes (T. H.). — Paragraphe 123.
Hick (Fred. C.). — Paragraphes 18 (note), 123.
Hollande. — (Voir Pays-Bas).
Honduras. — Paragraphe 32.
Hongrie. — Paragraphes 7, 21, 69, 104.
Iles de la Manche. — Paragraphe 140.
Indes anglaises. — Paragraphes 110, 130.
Indes néerlandaises. — Paragraphe 32.
Italie. — Paragraphes 2 (note), 6, 7, 10, 17, 19, 23, 32, 48, 73, 111, 128, 130, 134.
Jacquart (C.). — Paragraphe 123.
Jacques II d'Angleterre. — Paragraphe 62.
Japon. — Paragraphes 18, 24, 32, 130.
Java. — Paragraphe 65 (note).
Julin (A.). — Paragraphes 29 (note), 123.

- Kayes.** — Paragraphe 140.
Kinshasa. — Paragraphe 140.
Kiær. — Paragraphe 31.
Koefoed. — Paragraphe 31.
Königsberg. — Paragraphe 140.
Kovno. — Paragraphe 140.
Kral (J. J.). — Paragraphe 123.
Kries (W. von). — Paragraphe 123).
La Haye. — Paragraphe 30.
Larrache. — Paragraphe 140.
Latvie. — Paragraphe 130.
Lausanne. — Paragraphe 140.
Laveleye (P. de). — Paragraphe 123.
Legrand. — Paragraphe 30.
Le Havre. — Paragraphe 140.
Levasseur. — Paragraphe 2 (note).
Levi (L.). — Paragraphe 123.
Loefen (W.). — Paragraphe 123.
Londres. — Paragraphe 140.
Louis XIV. — Paragraphe 2 (note).
Lloyd's Register. — Paragraphe 130.
Luxembourg. — Paragraphe 89 (note).
Magnan. — Paragraphe 47.
Malaga. — Paragraphe 140.
Manchester. — Paragraphe 140.
Maroni. — Paragraphe 140.
Marshall. — Avertissement, p. VI.
Meerwarth (Dr. R.). — Paragraphe 123.
Memel. — Paragraphe 140.
Mexique. — Paragraphe 32.
Milan. — Paragraphe 30.
Mons. — Paragraphes 30, 77.
Moorsom. — Paragraphe 127.
Mortara. — Paragraphe 122.
Moscou. — Paragraphe 140.
Munich. — Paragraphe 140.
Napoléon. — Paragraphe 2.
Necker. — Paragraphe 2.
Nesmond (Mis de). — Paragraphe 5.
Newmarch (W.). — Paragraphe 123.
New-York. — Paragraphe 140.
Nicaragua. — Paragraphe 32.
Norvège. — Paragraphes 17, 32, 130.
Nouvelle-Zélande. — Paragraphes 106, 114, 130.
Nurenberg. — Paragraphe 140.
Office du travail de Belgique. — Paragraphes 5 (note), 6 (note).
Ottolenghi (C.). — Paragraphe 123.
Owen. — Paragraphe 142.
Paraguay. — Paragraphe 32.
Paris. — Paragraphes 30, 33, 140.
Pays-Bas. — Paragraphes 2 (note), 7, 10, 18, 33, 58, 64, 65, 74, 112, 130.
Pérou. — Paragraphes 32, 130.
Perse. — Paragraphe 32.
Plate (A.). — Paragraphe 123.
Pologne. — Paragraphe 88.
Poperinghe. — Paragraphe 6.
Porter. — Paragraphe 64.
Portugal. — Paragraphes 2 (note), 32, 130.
Prague. — Paragraphes 30, 140.
Rabat. — Paragraphe 140.
Rawson. — Paragraphe 119.
République Dominicaine. — Paragraphe 30.
Riebenach. — Paragraphe 142.
Riga. — Paragraphe 140.
Ritchie. — Paragraphe 27.
Robert (Ph.). — Paragraphe 123.
Roland. — Paragraphe 61.
Rome. — Paragraphe 30.
Roorbach. — Paragraphe 33.
Rothe (Dr.). — Paragraphe 88 (note).
Rotterdam. — Paragraphe 140.
Roumanie. — Paragraphes 7, 10, 17, 107, 130.
Russie. — Paragraphes 7, 25, 32, 65, 134.
Rutter (F. R.). — Paragraphe 123.
Saint-Laurent. — Paragraphe 140.
Saint-Petersbourg. — Paragraphe 30.
Salvesen. — Paragraphe 142.
San Francisco. — Paragraphe 140.
Say (L.). — Paragraphe 142.
Schou (W.). — Paragraphe 123.

- Schuller.** — Paragraphes 90, 123.
Schumacher. — Paragraphe 123.
Serbie. — Paragraphes 7, 108.
Sevenig (J. P.). — Paragraphe 123.
Seville. — Paragraphe 140.
Siam. — Paragraphe 32.
Sidney. — Paragraphe 140.
Snow (Ch. D.). — Paragraphe 123.
Southampton. — Paragraphe 140.
Stanleyville. — Paragraphe 140.
Stettin. — Paragraphe 140.
Strasbourg. — Paragraphe 140.
Stuttgart. — Paragraphe 140.
Suède. — Paragraphes 7, 10, 17, 18, 32, 106, 130, 134.
Suez. — Paragraphe 128.
Suisse. — Paragraphes 7, 10, 17, 26, 32, 58, 75, 94, 105, 113.
Swandon (A. E.). — Paragraphe 123.
Tajani. — Paragraphe 142.
Taland. — Paragraphe 142.
Tcheco-Slovaquie. — Paragraphes 10, 17, 76, 88, 114.
Timiriazew (D.). — Paragraphe 123.
Toulouse. — Paragraphe 140.
Tunisie. — Paragraphe 7.
Uruguay. — Paragraphes 32, 130.
Van Bruyssel (E.). — Paragraphe 123.
Van der Borgh. — Paragraphe 31.
Varsovie. — Paragraphes 140.
Vauthier. — Paragraphe 142.
Verkerk-Pistorius (W. A.). — Paragraphe 123.
Verhaegen. — Paragraphe 5 (note).
Vienne. — Paragraphe 30.
Vitebsk. — Paragraphe 140.
Von Tyszk. (C.). — Paragraphe 123.
Webb (A. D.). — Paragraphe 123.
Westerland. — Paragraphe 140.
Wiedenfeld (K.). — Paragraphe 142.
Yougo-Slavie. — Paragraphes 88, 130.
Zimmermann. — Paragraphe 123.
Zurich. — Paragraphe 140.

1241. — Société anon. M. Weissenbruch
— 49, rue du Poinçon, Bruxelles —

LIBRAIRIE ALBERT DEWIT

53, Rue Royale, 53, BRUXELLES

EXTRAIT DU CATALOGUE :

Antonino d'ALIA

Consul général d'Italie.

La Belgique Intellectuelle, Economique, Politique

Avec une préface de Vittorio Emanuele ORLANDO.

Traduction française de Pierre POIRIER.

Un fort volume in-12, de vi-352 pages fr. 12.00

Armand JULIN

Secrétaire général du Ministère de l'Industrie et du Travail,
Chargé de cours à l'Université de Gand.

Précis du Cours de Statistique Générale et Appliquée

(5^e édition)

Avec une préface par M. A. de FOVILLE,
Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

Un fort volume in-8° de 278 pages fr. 8.00

Henri FRANCOTTE

Professeur à l'Université de Liège.

Histoire Politique de la Grèce Ancienne

Publiée d'après le manuscrit de l'auteur avec une préface par Alph. ROERSCH,
Administrateur-Inspecteur de l'Université de Gand.

Un fort volume in-12, de xiii-392 pages fr. 12.00